

II

" L'Université de Strasbourg n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur[e] "

Remerciements

En premier lieu je tiens à remercier chaleureusement Monsieur Emmanuel Droit, en sa qualité de directeur de mémoire, pour son écoute et ses conseils avisés tout au long de l'année.

Je remercie également l'IEP de Strasbourg qui m'a offert la possibilité de réaliser ce mémoire.

J'exprime toute ma gratitude à Madame Marion Aballéa qui a accepté de faire partie de mon jury lors de ma soutenance.

Enfin, je remercie Madame Catherine Poujol qui a accepté de me transmettre des documents issus de la bibliothèque électronique de l'Institut Français d'Études sur l'Asie centrale (IFEAC), qui furent de précieux outils dans la conduite de mes recherches.

Table des matières

<i>Remerciements</i>	III
<i>Table des matières</i>	IV
<i>Résumé</i>	VI
<i>Introduction</i>	1
PARTIE I : LES PATH DEPENDENCIES DANS LES SOCIÉTÉS CENTRE-ASIATIQUES : QUEL HÉRITAGE SOVIÉTIQUE EN ASIE CENTRALE ?	
Chapitre 1 : L'Asie centrale dans le giron historique de la Russie	13
1. <i>La colonisation de l'Asie centrale, une région stratégique : de l'Empire tsariste à l'URSS.</i>	13
2. <i>L'Asie centrale, grenier de l'URSS.</i>	20
Chapitre 2 : Les États d'Asie centrale face à l'indépendance : « année zéro » ou continuité avec la période soviétique ?	24
1. <i>L'héritage soviétique dans la fabrique politique des nouvelles nations</i>	25
2. <i>Entre réformes économiques et continuité avec le passé : quel legs soviétique ?</i>	30
Chapitre 3 : L'eau, une ressource au cœur de la géopolitique régionale	33
1. <i>L'importance de « l'or bleu » sous l'ère soviétique : Moscou et la mission hydraulique</i>	34
2. <i>De la planification régionale par Moscou à la gestion individualisée de la ressource : une délicate transition</i>	38
PARTIE II : L'ASIE CENTRALE, TÉMOIN D'UNE CRISE ÉCOLOGIQUE SANS FRONTIÈRES, FACE AUX DÉFIS SÉCURITAIRES CONTEMPORAINS	
Chapitre 4 : L'insécurité environnementale en Asie centrale : une situation héritée de son passé soviétique	42
1. <i>Considérée comme un front pionnier par le pouvoir soviétique, la région est le théâtre d'une destruction environnementale accrue</i>	42
2. <i>L'Aral : un cataclysme écologique aux répercussions importantes</i>	46
Chapitre 5 : L'Asie centrale face à des défis sécuritaires nouveaux et transfrontaliers	49
1. <i>L'insécurité environnementale et humaine : des enjeux contemporains, conséquences du passé de la région</i>	49
2. <i>Quelle réponse régionale face à ces défis sécuritaires contemporains ?</i>	54
Chapitre 6 : Des déboires environnementaux peu encadrés qui font de l'Asie centrale une véritable poudrière écologique	58
1. <i>Multiplication des menaces transfrontalières et des tensions politiques</i>	58
2. <i>Quelles initiatives gouvernementales, dans un contexte de changement climatique, pour la sécurité environnementale de la région ?</i>	62
PARTIE III : LUTTES INTÉRIEURES ET INGÉRENCES EXTÉRIEURES DANS UNE RÉGION DÉNUÉE DE RÉGIONALISME.....	
Chapitre 7 : Un cadre multilatéral de coopération profondément marqué des soubresauts du passé.....	66
1. <i>Une coopération basée sur l'héritage d'une confiance imposée</i>	66
2. <i>Un cadre multilatéral profondément entaché par la primauté des intérêts nationaux</i>	68
Chapitre 8 : Changement d'échelle et multiplication des acteurs : l'Asie centrale dans le jeu des grandes puissances	73

1. *Multiplicité des acteurs, des tensions et des intérêts : l'Asie centrale au cœur de l'ingérence internationale* 73
2. *L'Asie centrale au cœur de la rivalité sino-russe : quelles conséquences pour la région ?* 78

Chapitre 9 : Quelles perspectives d'évolution de la situation dans un contexte de mondialisation et de changement climatique ?..... 82

1. *Face à l'inaction gouvernementale, une solution incluant des initiatives locales et citoyennes est-elle envisageable ?* 82
2. *Le changement climatique, entraînant un profond bouleversement des milieux, peut-il entraîner une redéfinition de la géopolitique centre-asiatique ?* 90

Conclusion 94

Bibliographie 96

Annexes 103

Résumé

Située à la croisée des mondes turcs, russes, chinois, iraniens et indiens, et à la charnière des grandes puissances du monde contemporain, l'Asie centrale occupe une place périphérique en termes de préoccupations mondiales économiques, sécuritaires et environnementales. Enfermée durant de longues décennies derrière « *les frontières épaisses* » (S. Dullin) de l'Union Soviétique, elle émerge aujourd'hui comme une aire régionale dénuée de toute colonisation - mais sujette aux rapports de force - et cherche à s'affirmer sur la scène internationale. Composée des cinq républiques post-soviétiques, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Turkménistan - devenues indépendantes en 1991 - l'Asie centrale abrite une grande pluralité de richesses naturelles, ainsi qu'un potentiel énergétique et minier qui attise fortement les convoitises des puissances étrangères. Ancien flan sud de l'URSS, cette région profondément enclavée doit aujourd'hui faire face à de multiples défis, à l'image de l'urgence écologique et la mise en place d'un processus de régionalisme et de coopération. La crise environnementale qui se joue en Asie Centrale, plus ou moins dissimulée et encouragée pendant la période soviétique, apparaît aujourd'hui au grand jour plus menaçante que jamais. L'héritage des politiques passées est encore très présent dans cette région qui ne se défait pas totalement du legs soviétique.

De la vallée du Ferghana au désert de Karakoum, de Douchanbé à Karaganda, de l'Aral aux fleuves Syr-Daria et Amou-Daria, nombreuses sont les menaces à la sécurité humaine et les sources de conflits potentiels qui traversent les territoires de l'Asie centrale. Cette destruction environnementale a un impact immédiat sur l'existence et l'activité humaine, ainsi que sur la production et la gestion des ressources naturelles, créant et attisant les tensions frontalières. Il est intéressant de convoquer les notions de sécurité humaine et environnementale pour tenter de cibler le degré d'instabilité de cette région, où prévalent menaces écologiques et frictions pour la répartition des ressources naturelles et énergétiques.

Entre terres sinistrées, mers asséchées, sols pollués, et conflits pour la gestion de l'eau et des ressources, l'Asie centrale semble quasiment constituer à elle-seule un *arc des crises* où les conflits armés, pour le moment évités, sont envisageables.

Introduction

“ Nowhere else in the world is the potential of conflict over the use of natural resources as strong as in Central Asia ”

D.R. Smith.¹

Le 19 mars 2019, le président historique du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev, donnait sa démission lors d'une allocution retransmise à la télévision. Affirmant sa volonté de laisser place à une « *nouvelle génération de dirigeants* »², celui-ci quittait le pouvoir, près de trente ans après en avoir pris les rênes, alors que le pays se trouvait encore sous tutelle soviétique. Dans la foulée de cette déclaration, l'annonce d'une présidentielle anticipée par le président intérimaire Kassym-Jomart Tokaïev est venue bouleverser définitivement la vie politique du Kazakhstan, qui n'a pas connu de profonds changements dans ce domaine depuis 1989. Si l'ancien président conserve des pouvoirs considérables, sa succession représente tout de même un véritable tournant pour cette république post-soviétique qui n'a jamais vécu d'alternance démocratique depuis l'indépendance. Quelles qu'en soient les conséquences pour le pays, l'annonce de N. Nazarbaïev a provoqué une onde de choc dans le monde diplomatique, au sein des analystes et des politologues qui n'avaient pas anticipé un tel scénario. Par son caractère surprenant et inédit, cette démission a provoqué un regain d'intérêt pour le Kazakhstan, ainsi que pour son environnement géographique qu'est l'Asie centrale. Tous les yeux sont à présent rivés sur la future présidentielle, programmée au 9 juin 2019, qui aura, sans aucun doute, des conséquences pour le pays et la région dans sa globalité. L'arrivée d'un nouveau dirigeant à la tête du Kazakhstan, leader économique de l'aire centre-asiatique, représente sans conteste un challenge pour les relations entre les États d'Asie centrale, terres de contrastes et de rivalités.

¹ D.R. Smith, "Environmental security and shared water resources in post-soviet Central Asia", *Post-Soviet Geography*, Vol. 36, No. 6, 1995, page 21

² MARTINET XAVIER, *Kazakhstan : une transition dans l'ombre de Nazarbaïev ?*, Les enjeux internationaux, Podcast France Culture, 17 avril 2019, disponible : <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/kazakhstan-une-transition-dans-lombre-de-nazarbaiev>

L'Asie centrale en tant qu'objet d'études a été principalement analysée dans les travaux des scientifiques et universitaires occidentaux, donnant à sa définition même une origine exogène et non locale. La notion d'Asie centrale est ainsi façonné de conceptions diverses, qui ont toutes plus ou moins tenté de la définir comme un monolithe d'États partenaires et unis ce qui est très loin d'être la réalité. Comme l'écrit Frantz Grenet, cette région a longtemps souffert d'une « *approche par l'extérieur* »³ dans le sens où elle n'a quasiment jamais été définie indépendamment de son environnement mais toujours via sa proximité avec des grandes puissances. Les écrits autour de cette région sont longtemps restés l'apanage des sinologues, qui furent parmi les premiers à s'intéresser à la région, via notamment des chroniques de pèlerins chinois bouddhistes s'étant rendu dans les territoires de l'Ouest. Puis au fil des siècles, l'étude de cette région s'est ouverte à une plus grande pluralité de sources, notamment russophones et locales et ce sont principalement les chercheurs français et russes qui se sont attelés à la compréhension de l'historicité de cette région en séparant les faits de la légende, et les mythes des exagérations.⁴ Une analyse de la productivité des publications sur l'Asie centrale révèle d'importantes disparités des quantités de parution selon tel ou tel État concerné. On constate que le Kazakhstan est l'État qui fait l'objet du plus de publications à son égard, particulièrement dans le domaine des sciences exactes et naturelles. Longtemps ignorée et cantonnée à un statut de territoire périphérique, l'Asie centrale est réapparue dans le champ des considérations scientifiques à la faveur des retournements géopolitiques qui ont touché la Chine et la Russie à la suite de 1991. Cette nouvelle donne dans la région s'avère être particulièrement intéressante pour les politologues et les géographes, soucieux de saisir les enjeux qui affectent l'environnement centre-asiatique.

La notion d'Asie Centrale ne s'étant jamais ni appliquée à un ensemble politique homogène, ni à une région administrative bien délimitée, les frontières de cet espace sont variantes et fluctuantes, laissant la question de la délimitation de cette aire régionale sans réelle réponse. Comme l'affirme Frantz Grenet, suivant les sciences et les époques, « *la notion d'Asie centrale s'est accompagnée de points de vue divergents* »⁵. D'un point de vue strictement géographique, on peut affirmer que l'Asie centrale se situe au cœur de l'Eurasie, immense

³ GRENET Frantz, *Recentrer l'Asie centrale*, Paris, Fayard, Collège de France, collection « Leçon inaugurales », 2014

⁴ *Ibid.* Il existe aujourd'hui une multitude de centres français de recherche sur l'Asie centrale, notamment l'Institut Français d'Études sur l'Asie centrale (IFEAC), qui compte en son sein de nombreux spécialistes à l'image de Catherine POUJOL ou d'Olivier FERRANDO, et qui, outre sa revue *Les Cahiers d'Asie centrale*, publie des ouvrages scientifiques cofinancés avec des partenaires scientifiques locaux.

⁵ *Ibid.*

espace terrestre résultant de la jonction des continents européens et asiatiques. Il n'est toutefois pas aisé de définir de façon précise ce qu'est l'Asie centrale, d'où l'abondance de terminologies qui existe depuis des siècles dans le jargon des historiens et des géopoliticiens : *Turkestan*, *Asie intérieure*, *Asie moyenne*, *Asie du milieu*, ou encore *Asie médiane*.⁶ Un véritable brouillard terminologique entoure historiquement le terme *Asie centrale*, né à l'aube du 19^{ème} siècle dans les récits des voyageurs russes et dans les écrits de nombreux savants occidentaux, à l'image de l'orientaliste allemand Julius Klaproth. Alors que les occidentaux Alexandre Von Humboldt, puis plus tard Ferdinand Von Richthofen se sont attelés à définir l'Asie centrale autour de paramètres strictement géographiques et géologiques⁷, les russes utilisaient l'appellation Asie centrale dans un sens plus large, en y dressant des limites généreuses.⁸ Par la pluralité de ces définitions historiques, on constate que l'Asie centrale est appréhendée de diverses façons selon le référentiel dans lequel elle est étudiée.⁹ Par exemple, pour la Russie et le monde post-soviétique, cette région correspond principalement à la région économique formée par les quatre républiques du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan.¹⁰ Parallèlement, les observateurs géopolitiques du monde sinisé considèrent l'Asie centrale comme correspondant aux territoires de l'Ouest de la Chine (c'est-à-dire Xinjiang, Gansu, Qinghai et le Tibet) auxquelles il faut additionner le Sud de la Sibérie et la Mongolie. Dans cet écrit, nous considérerons l'Asie centrale comme étant l'ensemble géopolitique formé par les cinq républiques post-soviétiques du Kazakhstan, du Kirghizstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan.

Composée au trois-quarts de peuple turciques (karakalpak, kazakh, kirghiz, ouïgour, ouzbek et turkmène),¹¹ l'Asie centrale est riche d'une superposition d'expériences historiques

⁶ Par exemple, le terme Turkestan trouve son origine dans des écrits perses où il désignait le « Pays des Turcs ». Ce terme sera repris par le pouvoir soviétique qui désignera sous son appellation l'ensemble formé par les républiques soviétiques de l'Ouzbékistan et du Turkménistan. Dès la fin des années 1920, le terme Turkestan fut supplanté par l'expression « d'Asie Moyenne », dont le Kazakhstan était exclu.

⁷ Comprenant les espaces dépourvus d'accès à la mer, les terres enclavées.

⁸ Alors que Humboldt et Richthofen ont défini l'Asie centrale comme un grand plateau central aux critères géo-hydrauliques précis, les russes considéraient l'Asie centrale comme une terre plus vaste s'étendant au Nord et à l'Ouest jusqu'à la Chine, aux frontières floues et mal définies

⁹ DJALILI, M.-R., KELLNER, T., « Moyen-Orient, Caucase et Asie centrale : des concepts géopolitiques à construire et à reconstruire ? », *Central Asian Survey*, vol. 19, n° 1, 2000, pp. 117-140.

¹⁰ GORSHENINA Svetlana, « Comment penser l'Asie du Milieu et l'Asie du Centre ? », *Espace, populations et sociétés*, 2007-1, pp 15-31

¹¹ Source : Encyclopédie «Clartés» février 1999

qui ont conduit à sa diversité contemporaine. Géographiquement, cet espace se distingue par sa situation d'hyper-continentalité particulièrement remarquable, caractérisant les territoires d'Asie centrale d'une situation d'enclavement, qui résulte de l'aridité du climat et du caractère endoréique de la région. Les cinq républiques post-soviétiques sont ainsi considérées comme faisant partie des États les plus enclavés du monde, ce qui les isole de la scène internationale en les rendant peu accessibles par les territoires limitrophes. Ce poids de la continentalité place l'Asie centrale dans l'angle mort des échanges économiques globaux. Ces cinq républiques d'Asie centrale sont des États – globalement - faiblement peuplés. La somme des populations du Turkménistan, du Tadjikistan et du Kirghizstan comptabilise environ 8 millions d'habitants. Parallèlement, l'Ouzbékistan, l'État le plus peuplé de la région totalise un peu moins de 30 millions d'habitants, soit le double de la population du Kazakhstan.¹² Ce faible peuplement est d'autant plus remarquable si l'on prend en considération l'indicateur de la densité de population. Comme l'écrit le géographe Daniel Balland, l'immense Kazakhstan, cinq fois plus vaste que la France métropolitaine, détient un taux de densité de population extrêmement bas.¹³ Ce faible peuplement est directement lié à la disponibilité des ressources naturelles et notamment de l'eau. Le Turkménistan, et le Kirghizstan présentent également des taux de densité de population relativement bas.¹⁴ Seul l'Ouzbékistan apparaît comme fortement peuplé avec une densité de population d'environ 76hab/km², selon les estimations fournies par la Banque Mondiale.¹⁵ D'après Julien Thorez, chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS),¹⁶ la répartition de la population en Asie Centrale dépend de la disponibilité en eau et des formes de mise en valeur de l'espace.¹⁷ En plus d'être faible en taux, la population est inégalement répartie. Les individus ont délaissé les steppes arides et les montagnes pour s'installer quasiment toutes dans les cuvettes fertiles des vallées. On dénote aussi une forte corrélation entre la présence humaine et la dotation de ressources naturelles indispensables à la vie et à son développement. Ces indicateurs témoignent de la forte dépendance à l'eau dont sont sujettes les populations centrales asiatiques.

¹² « La population des continents et des États », *Population & Avenir*, n° 695, novembre/décembre 2009

¹³ 6,67/habitants au km², [en ligne] : <https://www.populationdata.net>

¹⁴ Respectivement : 11hab/km², et 29hab/km², [en ligne] : <https://www.populationdata.net>

¹⁵ Estimations de la Banque Mondiale, *Densité de la population pour l'année 2017*, [en ligne] : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/en.pop.dnst?view=map>

¹⁶ THOREZ Julien, « Flux et dynamiques spatiales en Asie centrale : géographie de la transformation post-soviétique », *Cestan*, Université de Nantes, 2005

¹⁷ THOREZ Julien, « La population du Kazakhstan post-soviétique, héritages et évolutions contemporaines » dans Y. Richard, A.-L. Sanguin, *L'Europe de l'Est, quinze ans après la chute du mur de Berlin – Des pays Baltés à l'ex-Yougoslavie*, Paris, Harmattan, 2004, pp. 61-76

En Asie centrale, les indices de développement témoignent d'une situation où la pauvreté de masse cohabite avec des niveaux de développement, d'éducation et d'espérance de vie relativement proches de ceux atteints dans les pays développés occidentaux. Cette région forme un singulier espace en situation de sous-développement malgré les nombreuses politiques déployées par les États collectivistes pour y améliorer la qualité de vie. L'économie régionale reste largement dépendante des rentes tirées de l'exploitation et de l'exportation des matières premières agricoles. Considérée comme une région spécialisée dans la production de matières premières, l'Asie centrale est insérée dans la mondialisation mais largement dominée par une dépendance économique qui ne lui laisse pas un large champ de manœuvre. Outre le Kazakhstan qui se démarque avec un indice de développement humain relativement élevé (0,800), en raison notamment d'une richesse acquise grâce au secteur pétrolier, et de nombreux partenariats économiques déployés avec des grandes puissances, les données des autres États d'Asie centrale témoignent des difficultés de développement auxquelles fait face la région.¹⁸ La pauvreté de masse est une conséquence directe des politiques collectivistes mises en place à la période soviétique qui avaient pour visée de réguler et modérer la prospérité des habitants. On estime que quasiment la moitié de la population des cinq *stans* vit sous le seuil de pauvreté et ne dispose pas de suffisamment de ressources naturelles pour subvenir à ses besoins vitaux.¹⁹ Cette situation de précarité explique en partie pourquoi la guerre pour les ressources naturelles est si vive en Asie Centrale.

L'Asie centrale abrite sur ses terres d'importantes quantités de ressources énergétiques, qui font de la région un terreau fertile pour la venue des capitaux étrangers. Le Kazakhstan est le premier exportateur mondial d'uranium, tandis que le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan possèdent d'importants gisements d'or et de minéraux. Le Turkménistan et le Kazakhstan exportent quant à eux d'importantes quantités de gaz naturel et de pétrole. Le Turkménistan est le sixième plus grand détenteur de réserves de gaz naturel au monde avec plus de 618,1 billions de mètres cubes sur son territoire.²⁰ Via ses importantes ressources naturelles, l'Asie centrale est au croisement des intérêts géo-économiques des grandes puissances.

¹⁸ Pour l'année 2017 : l'Ouzbékistan possède un IDH de 0,710, le Tadjikistan de 0,650, le Turkménistan 0,706, et le Kirghizistan 0,672. Chiffres fournis par PopulationData.net, [en ligne] : <http://www.opulationdata.net/palmares/idh/>

¹⁹ Données fournies par la Banque Mondiale, [en ligne] : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SI.POV.DDAY?locations=UZ-KZ>

²⁰ NICHOL Jim, « Central Asia : Regional Developments and Implications for US Interests », March 2014, [en ligne] : <https://fas.org/sgp/crs/row/RL33458.pdf>

Capacité hydro-électrique sans précédent et sources de charbon, d'uranium et de pétrole sont autant de facteurs de convoitises et de frictions entre les nations de la région et leurs partenaires extérieurs. La présence de pétrole et de gaz s'avère être autant un fardeau qu'un avantage dans cette région. Les trois producteurs de pétrole et de gaz de la région - le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan - montrent de plus en plus de signes d'une "malédiction des ressources"²¹ qui empêche ces pays, pourtant richement dotés en énergie, de prospérer. Leurs situations géographiques ont lié ces États à la Russie, via laquelle la plupart de leurs exportations d'énergie transitent encore aujourd'hui. Moscou s'avère être un partenaire peu fiable, utilisant son contrôle sur les pipelines pour exercer des pressions commerciales ou politiques. Chaque pays d'Asie centrale développe activement sa puissance énergétique et ses capacités d'exportation, poursuivant le but ultime d'assurer sa sécurité énergétique. Pour y parvenir, ils tentent chacun d'investir dans leur capacité de production hydroélectrique, ainsi que dans la mise en valeur de nouveaux gisements de pétrole et de gaz, et la remise en état des infrastructures existantes. La coopération régionale est souhaitable entre ces États qui ont pris très tôt conscience que les questions énergétiques créaient de l'instabilité dans cette région.

Gaz, pétrole, ambitions sécuritaires et tensions religieuses, les grandes puissances de ce monde ont trouvé un nouveau terrain d'affrontement au sein des cinq États indépendants que sont le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Cette présence internationale renforce tout autant la complexité géopolitique de la région qu'elle y permet et y encourage un développement économique sans précédent.

Bien qu'ils soient indépendants depuis 1991, ces États restent lourdement marqués par la *path dependency* soviétique notamment au niveau de leurs régimes politiques, de leur structure économique, ainsi que dans la gestion de leurs ressources. Alors que dans nos sociétés occidentales, l'intérêt politique pour l'écologie et les problématiques environnementales est très présent depuis le début des années 1970, il n'est pas de même en Union Soviétique, où les objectifs de production économique prirent souvent le pas sur la protection des ressources naturelles. Ainsi, au lendemain de l'indépendance, nombreux sont les territoires d'ex-URSS, et notamment les cinq républiques d'Asie Centrale, qui témoignent d'un environnement sinistré. Pollution des eaux, épuisement des sols, érosion liée à une surexploitation agricole des terres, détournement et assèchement d'un certain nombre de fleuves majeurs de la région sont autant

²¹ International Crisis Group, "Central Asia's Energy Risk", Report, 133, Europe/Central Asia, 24 May 2007

de facteurs qui entravent la stabilité écologique de l'Asie centrale. Cette dégradation accrue des milieux naturels tient largement à l'intervention humaine et notamment à des politiques économiques et de construction qui n'ont pas tenu compte de caractéristiques écologiques des milieux naturels. L'Union Soviétique a cherché à moderniser son économie tout en développant un rapport à la nature fortement anthropocentrique, faisant fi des enjeux environnementaux. La politique du régime était largement axée sur la performance économique, privilégiant une forte industrialisation - dénuée de toute conscience écologique -, à un développement économique durable. La course aux armements qui a marqué la période de Guerre Froide et la rivalité russo-américaine ont occulté toutes formes de préoccupations environnementales dans ces territoires. Le lourd passé nucléaire de la zone a encore aujourd'hui un impact énorme sur la santé humaine et la fragilité des écosystèmes. Les cultures de coton de l'Union Soviétique, et leurs systèmes d'irrigations sont en grande partie responsables de l'assèchement de la mer d'Aral. Les conséquences d'un colonialisme autoritaire, la sécularisation forcée, l'économie planifiée et l'établissement de frontières artificielles dans la région ont ainsi contribué à une sévère détérioration écologique. En dépit de certains écrits alarmistes et engagés à l'image de l'ouvrage de Boris Komarov, « *Le rouge et le vert, la destruction de l'environnement en URSS* », publié en 1981, ainsi que la mobilisation de certains activistes soviétiques, la préoccupation environnementale est restée très marginale au sein de l'URSS. L'élection de Mikhaïl Gorbatchev, le 11 mars 1985, au poste de secrétaire général du Parti Communiste de l'Union Soviétique apparaît toutefois comme une étape charnière dans la prise de conscience environnementale. En effet, les réformes de la *Perestroïka* et de la *Glasnot* ont encouragé la levée de la censure et l'émergence de la société civile au sein de l'Union. Nombreux intellectuels, activistes, et écrivains élèvent la voix pour dénoncer une situation de cataclysme écologique.

Les rivalités au cœur de l'Asie centrale existent autant entre les États membres de cette aire géographique qu'entre les grandes nations qui en sont limitrophes. Lutte pour les ressources, ou le leadership régional, ainsi que tensions politiques rythment cette région, au sein de laquelle les problématiques sécuritaires sont multiples. La sécurité, qui peut être comprise comme la sûreté d'un État et de ses populations, conférée par l'absence de menaces et l'éloignement de toute forme de danger, est loin d'être prédominante en l'Asie centrale. Les tensions frontalières contemporaines entravent la sécurité environnementale et humaine des populations de la région. Convoquer une conception contemporaine de la sécurité, telle qu'elle n'est pas uniquement assurée par le volet politico-militaire, semble particulièrement pertinente

dans cette région, où la dégradation de l'environnement et la lutte pour les ressources menacent la vie des populations locales et le développement régional. Cette conception contemporaine de la sécurité résulte d'un changement de paradigme dans les études traitant de cette thématique. Si l'on en étudie l'étymologie, le terme sécurité trouve son origine dans le terme latin *securitas*, qui signifiait dans la civilisation romaine l'exemption de soucis et la tranquillité de l'esprit et de l'âme. Selon la théorie du Contrat Social, de Jean-Jacques Rousseau, publiée en 1762, les individus se subordonnent volontairement à un corps politique, représenté par l'État, dans le but d'accroître et d'assurer leur sécurité personnelle. Pendant de nombreuses années, le concept de sécurité a ainsi été façonné par l'hypothèse d'une possibilité de conflits entre deux ou plusieurs États nations, et la sécurité était alors assimilée aux menaces pesant sur les frontières et la souveraineté nationale. Les armes sont longtemps apparues comme étant les seuls moyens d'assurer la sécurité des individus et de leurs nations. Pendant la Guerre froide particulièrement, un consensus semble s'être formé soutenant que la sécurité est une sécurité nationale, une lutte pour la survie de l'État et pour l'intégrité du territoire. Pourtant, pour la plupart des populations, le sentiment d'insécurité naît généralement plus de la vie quotidienne que de la peur d'un événement cataclysmique. La définition de la sécurité comme étant seulement assurée et basée sur une défense militaire pour la protection des intérêts étatiques s'est ainsi trouvée de nombreux détracteurs au fil des décennies, donnant naissance à une multiplicité de courants révisionnistes au sein de la théorisation sécuritaire. Comme l'écrit le professeur d'études stratégiques et diplomatiques, Charles-Louis David, nombreux sont ceux qui « ont constaté que les dimensions non-militaires de la sécurité prenaient désormais une place très importante dans les comportements étatiques ».²² Les débats entourant la redéfinition du concept ont conduit à l'émergence de l'idée selon laquelle les menaces sortant du cadre strictement militaire sont à prendre avec autant de sérieux pour garantir la sécurité d'un État et de ses populations. Ainsi, les changements climatiques, les dégradations environnementales, les catastrophes écologiques et la lutte pour les ressources naturelles, dont le nombre n'ont fait qu'augmenter ces dernières années, sont apparus peu à peu comme des facteurs d'instabilités. On pourrait globalement résumer l'évolution du concept de sécurité en trois étapes. La première correspond à la publication du rapport Meadows²³ en 1972, ainsi que la création la même année du programme onusien pour l'Environnement (PNUE) et sa mise en

²²DAVID Charles-Philippe, « La crise des études stratégiques », *Études internationales*, vol. 20, n° 3, septembre 1989, p. 512

²³ Le rapport Meadows également connu sous le nom « *The Limits to Growth* », est un rapport commandé à des chercheurs américains du Massachusetts Institute of Technology par le Club de Rome en 1970. Il est l'un des premiers écrits scientifiques reconnu à souligner les dangers de la croissance économique et démographique pour l'avenir de la planète Terre.

exergue des problèmes environnementaux comme menace potentielle. L'accentuation des problèmes environnementaux en termes de nombre, mais surtout en complexité, a donné lieu à une redéfinition du concept même de sécurité. Dans les années 1980, la définition traditionnelle de la sécurité continue d'être largement critiquée, jugée trop restreinte, et peu à peu l'environnement est reconnu comme source de crises. Le rapport Brundtland, publié en 1987, qui relate les conclusions de la Convention Mondiale sur l'Environnement et le Développement des Nations Unies (1983), joue un rôle majeur dans la mise en lumière du lien entre environnement et insécurité des populations. Rédigé par des experts écologiques et des responsables politiques, le rapport est célèbre pour son utilisation précurseur du concept de développement durable.²⁴ C'est également à la suite de débats nés chez les universitaires nord-américains que l'environnement s'est vu être considéré comme une source potentielle de conflit. Au cours des années 1980, la voix de Lester Brown, agroéconomiste et analyse environnemental s'est fait de plus en plus entendre. Il est l'un des premiers à critiquer le monopole militaire sur la notion de sécurité qui plane aux États-Unis, et qui selon lui, marginalise et sous-estime toutes les autres menaces. En 1983, Richard Ullman, historien américain spécialisé dans les questions internationales et diplomatiques, dénonce à son tour la conception trop étroite de la sécurité comme étant seulement une question militaire. Il souligne que cette définition a pour effet de nier des menaces pouvant provenir d'autres champs, notamment celui constituant la relation homme-nature. Pour combler les lacunes affiliées à la notion de sécurité, il propose une définition élargie de la menace. D'après lui, « *une menace à la sécurité est une action ou une suite d'évènements qui menacent radicalement et en un court laps de temps de dégrader la qualité de vie des habitants d'un État...* ».²⁵ Plus tard, au début des années 1990, une équipe de l'université de Toronto, évoluant sous la direction de Thomas Homer-Dixon tente de donner un contenu rigoureux à cette nouvelle notion de sécurité environnementale. L'équipe énonce l'idée selon laquelle la pénurie de ressources (*scarcity* en anglais), est susceptible de générer de nombreux conflits internes ou externes. Dans le même temps, des équipes sous la direction de Günther Baechler de la Swisspeace Foundation de Berne, et de Kurt Psillman de l'École Polytechnique de Zurich, ont conclu que les conflits environnementaux avaient de fortes probabilités de se produire dans les régions marginales caractérisées par de fortes tensions écologiques, provoquées notamment par le passage de

²⁴ Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, Rapport Brundtland « Notre avenir à tous », 1987, [en ligne] : https://www.diplomatie.gouv.fr/sites/odysee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf

²⁵ ULLMAN Richard H. "Redefining Security", *International Security*, 8 (1983), pp. 129–53

l'autosubsistance à l'économie de marché. C'est finalement Robert Kaplan, qui, dans son article « The Coming Anarchy » publié en 1994, a popularisé auprès du grand public la relation entre l'environnement et la sécurité, en affirmant que l'environnement sera la grande question sécuritaire du XXème siècle. Il prédit que le XXIème siècle sera le témoin de dangereuses pénuries d'eau, dans diverses régions du monde à l'image de l'Arabie Saoudite et de l'Asie centrale.²⁶ Ce thème devient alors présent dans les discussions onusiennes. Aujourd'hui on pourrait résumer la sécurité environnementale comme étant inhérente à quatre éléments fondamentaux : l'État, la menace, le substrat environnemental, et l'intégrité des populations. Michel Frederik, chercheur autonome à l'université de Laval, redéfinit la sécurité environnementale dans les termes suivants : « *Il s'agit pour un État, d'une absence de menaces non-conventionnelles contre le substrat environnemental essentiel au bien-être de sa population, et au maintien de son intégrité fonctionnelle* ». ²⁷ Dans un monde global et interdépendant, la notion de sécurité a ainsi acquis un nouveau sens, loin de son unique approche militaire. Il est à présent acquis que les facteurs environnementaux, culturels, ou économiques peuvent menacer la survie d'une nation et la sécurité de ses individus. C'est précisément ce qui prévaut aujourd'hui en Asie centrale, région propice aux luttes pour les ressources naturelles et théâtre d'un milieu naturel fortement dégradé.

Initialement, je me suis engagée dans la rédaction de ce mémoire pour y développer deux thématiques qui me sont chères : *la sécurité et l'environnement*. En effet, passionnée par l'analyse des risques et les problématiques environnementales, il me semblait très intéressant d'élargir la notion de sécurité pour ne pas la considérer uniquement par son volet politico-militaire, et montrer que d'autres facteurs à l'image de la dégradation environnementale pouvaient apparaître comme des entraves à la stabilité. Au fil de mes recherches, en raison de l'absence de littérature sur la sécurité environnementale et du fait de mon intérêt croissant pour d'autres problématiques touchant la région, ce thème m'est apparu trop restrictif et j'ai choisi d'élargir mon champ de recherche. J'ai ainsi développé une analyse plus ample portant sur l'héritage laissé par l'Union Soviétique dans ces États d'Asie centrale, et les conséquences de celui-ci sur l'évolution de la région, traversée par des hostilités liées à la lutte pour les ressources naturelles. Dans cette étude, nous comprendrons ainsi les *rivalités* comme les luttes

²⁶ KAPLAN Robert D. "The Coming Anarchy", *The Atlantic Monthly*, 1994

²⁷ MICHEL F., « La sécurité environnementale : éléments de définition » (Note). *Études internationales*, 24(4), 1993, 753–765.

politiques intestines qui sévissent entre les États de la zone pour le contrôle des ressources et le leadership régional. *L'héritage* sera envisagé comme le legs soviétique transmis de façon intentionnelle mais aussi informelle par l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) avant son effondrement.

Pour construire ce mémoire, je me suis principalement appuyée sur des travaux de chercheurs occidentaux – majoritairement français, allemands, américains -, spécialistes du monde post-soviétique et des relations internationales. J'ai particulièrement apprécié l'ouvrage d'Alain Cariou, « *L'Asie centrale : territoires, société et environnement* » ainsi que le récit de voyage d'Anne Nivat intitulé « *Par les monts et les plaines d'Asie centrale* ». Ces deux lectures m'ont profondément aidé à structurer mon propos et à élaborer un plan qui soit cohérent. Bien évidemment, une certaine distance avec leurs visions fut nécessaire car il était pour moi primordial de me détacher d'une approche trop « occidentalocentrée » susceptible de biaiser mon analyse et me cantonner dans une étude très restrictive de mon sujet. Ainsi, parce qu'il me semblait crucial de développer d'autres points de vue, j'ai convoqué plusieurs sources locales. Lorsqu'elles étaient en russe, leur lecture m'a demandé une traduction car je ne maîtrise pas cette langue. Heureusement, certains écrits ont été traduits en français, à l'image du livre de l'historienne ouzbèke Svetlana Gorshenina, qui s'intitule « *Asie centrale : l'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique* ». Celui-ci retrace l'histoire de la colonisation de l'Asie centrale ainsi que la formation de ses frontières. Il m'a été extrêmement utile pour construire la partie historique de mon mémoire et mieux comprendre les enjeux de l'horogénèse²⁸ de cette région. Ainsi, les sources secondaires qui façonnent cette étude sont majoritairement des sources occidentales, mais des points de vue plus locaux ont été étudiés. S'agissant des sources primaires, provenant généralement d'institutions internationales ou d'organisations régionales, celles-ci m'ont été accessibles en anglais. D'après moi, le fait de ne pas maîtriser le russe n'a pas entravé le déroulement de mon travail sur le fond, étant donné que les archives soviétiques n'étaient de toute façon pas accessibles en ligne. Toutefois, je crois qu'il aurait été très enrichissant de lire le russe pour mieux analyser les discours des chefs d'États centre-asiatiques et parvenir à y percevoir l'ironie ou les double-sens, qui ne sont pas détectables lorsque l'on s'appuie sur des traductions. Finalement, ce qui me semble avoir été le plus délicat dans ce

²⁸ Le terme "horogénèse", proposé en 1989 par M. Foucher dans son ouvrage *Fronts et frontières – Un tour du monde géopolitique*, désigne le processus de formation des frontières.

travail est sans doute le développement de la notion sécurité environnementale qu'il me tenait à cœur d'approfondir.

L'Asie centrale, mosaïque identitaire et économique au profond héritage soviétique, est le théâtre de luttes d'influences intra-régionales et externes, de la part des puissances qui cherchent à assouvir leurs intérêts politico-économiques. Témoin d'une détérioration environnementale accrue, l'Asie centrale est sujette à des situations d'insécurité – environnementale, humaine et alimentaire – qui menacent directement la vie de ses populations. *Dans quelle mesure les situations d'insécurité en Asie centrale résultent-elles d'un important legs soviétique dans la région, qui en a façonné la géopolitique interne et les rapports de forces après l'indépendance ?*

Afin de traiter de cette problématique, cette étude se concentrera en premier lieu sur les ***path dependencies*** dans les sociétés centre-asiatiques et le poids de l'héritage soviétique sur les structures de ces États. Dans un second temps, il s'agira d'analyser à quels enjeux sécuritaires l'Asie centrale fait aujourd'hui face, elle qui se trouve dans une situation de détérioration écologique accrue. Enfin, les luttes intestines et les ingérences extérieures qui sévissent dans cette région, vide d'un régionalisme 'fort', seront abordées dans une troisième partie.

« Ne soyons pas trop fiers de nos victoires sur la nature. Pour chacune de ces victoires, la nature prendra sa revanche sur nous. Certes, la première fois, chacune de ces victoires a les conséquences attendues, mais les seconde et troisième fois les conséquences sont tout à fait différentes et imprévues et détruisent généralement la signification des premières »

Friedrich Engels, *La Dialectique de la Nature*.

PARTIE I : LES PATH DEPENDENCIES DANS LES SOCIÉTÉS CENTRE-ASIATIQUES : QUEL HÉRITAGE SOVIÉTIQUE EN ASIE CENTRALE ?

Chapitre 1 : l'Asie centrale dans le giron historique de la Russie

1. La colonisation de l'Asie centrale, une région stratégique : de l'Empire tsariste à l'URSS.

La rivalité coloniale et diplomatique entre la Russie et le Royaume Uni qui s'y est déroulée au cours du XIXème siècle, évoquée en premier lieu par Arthur Conolly, puis popularisée par Rudyard Kipling à travers la dénomination du *Great Game* (littéralement le Grand Jeu)²⁹ a eu d'importantes conséquences sur l'Asie centrale. Région dénuée de colonisation impériale, l'aire centre-asiatique est devenue au fil des décennies le terrain d'une guerre froide défensive, entre la Russie et la Grande-Bretagne, pour le contrôle des territoires et des ressources. La rivalité russo-britannique qui s'illustre sur une longue période allant des années 1830 à 1917, a profondément bouleversé la géopolitique de la région, les frontières et les contours de celle-ci. Si l'Asie centrale fut aussi longtemps un terrain de rivalité entre les grandes puissances, c'est probablement parce qu'elle est considérée, dans de nombreuses théories, comme un point

²⁹ KIPLING R, *Kim*, MacMillan & co, 1901

névralgique, une zone continentale jouant un rôle central de pivot de l'Histoire. Ces considérations géostratégiques apparaissent notamment dans les travaux du géographe britannique Sir Halford Mackinder, qui interprète les processus de l'Histoire en se basant sur l'hypothèse d'un monde intrinsèquement divisé en zones isolées, chacune ayant une fonction spécifique à remplir.³⁰ Il découpe ainsi le globe terrestre en deux parties : l'une à majorité océanique, et l'autre territoriale, que l'on appelle l'hémisphère continental, ou *île monde*. D'après Mackinder, l'Europe, l'Afrique et l'Asie constituent l'essentiel de l'hémisphère continental, dont l'Eurasie est le pivot, renommé le *Heartland*. Véritable centre du monde historique, c'est l'Eurasie qui sert de fondation à toutes les transformations géopolitiques de dimensions historiques globales. Cette théorie, qui replace la géographie au cœur de la géopolitique, a notamment été explicitée dans le célèbre article « The Geographical Pivot of History » publié en 1904, dans lequel Sir Halford Mackinder entend rechercher une « *formule exprimant certains aspects de la causalité géographique dans l'Histoire universelle* ». ³¹ Le célèbre axiome résumant la pensée du géographe est tel que :

« *Qui domine l'Europe de l'Est maîtrise le Heartland*
Qui domine le Heartland maîtrise l'île mondiale.
Qui domine l'île mondiale maîtrise le monde »

Le décret du britannique Lord Ellenborough, promulgué le 12 janvier 1830, qui établit une nouvelle route commerciale allant de l'Inde à Boukhara, en passant par la Turquie, la Perse et l'Afghanistan, est communément considérée comme le point de départ du Grand Jeu.³² Le but du Royaume-Uni était de créer une zone tampon contre la Russie pour l'empêcher d'opérer un contrôle sur tous les ports donnant sur les golfes persans. Dans le même temps, la Russie souhaitait établir une zone neutre en Afghanistan, afin de se permettre l'utilisation des routes commerciales cruciales dans la région. Les ambitions russo-britanniques étant rivales, les deux empires se sont confrontés indirectement via les avancées simultanées au sein de nombreux territoires d'Asie centrale. Ainsi, l'Asie centrale, sorte de point névralgique sur la scène internationale s'est vue être le théâtre des rivalités diverses entre grandes puissances. Si l'on se réfère à l'ouvrage de Peter Hopkirk, le *Great Game* s'est globalement traduit par trois

³⁰ MACKINDER Sir Halford, "The Geographical Pivot of History", *Royal Geographical Society*, 1904, pp. 421-437

³¹ *Ibid.*

³² INGRAM Edward, *In Defence of British India : Great Britain and Middle East 1775-1842*, Frank Cass & co, 1984, p. 7-19

principales phases. La première débute avec l'expansion de l'Empire russe dans le Caucase et l'Asie centrale, au cours du XVIIIème siècle, et au début du XIXème siècle. La seconde phase s'étend selon lui sur une dizaine d'années – de 1907 à 1917 – durant lesquelles la Russie tsariste s'est implantée en Asie centrale en manipulant les élites locales. Enfin, la troisième phase survient selon lui, juste après la Révolution russe de 1917, lorsque les Bolchevik sous le commandement de Lénine ont cherché à libérer les territoires asiatiques de toute domination impériale.³³

Avant ses nombreuses expansions vers son étranger proche, la Russie possédait à l'ouest, à l'est et au sud de son territoire, des espaces périphériques ouverts, donnant sur des mondes enclavés et dotés d'une sortie sur l'océan. Il semblerait que l'expansion de ses frontières découle d'une volonté inconsciente des élites russes d'atteindre les limites du Heartland. C'est ainsi au XVIIème siècle, que l'empire du tsar débute son expansion à but commercial et politique vers les deux axes de ses futures conquêtes, à savoir le Turkestan occidental et la périphérie méridionale de la Sibérie. A mesure que la colonisation européenne continue de s'étendre dans la région, la Russie tsariste lance d'importantes campagnes d'annexion des terres d'Asie centrale occidentales. Guidé par Alexandre le Grand, l'Empire russe s'intéresse principalement aux oasis ouzbèkes de Kokand, Boukhara et Khiva, appartenant à l'actuel Ouzbékistan, et occupe progressivement les rivages de la mer Caspienne, en s'étendant jusqu'à la mer d'Aral. Bien que Pierre le Grand ait tenté une première invasion russe du Turkestan, ce n'est qu'au milieu du XIXème siècle que la pénétration russe dans la région est explicite. Le tsar considère l'Asie centrale comme une terre de ressources inexploitées, au potentiel énergétique et agricole énorme, susceptible de devenir si il est exploité, un centre commercial majeur. L'invasion de ces terres est également un bon moyen pour lui d'ajouter des millions de nouveaux sujets à sa population. Malgré les tentatives d'incursions russes, l'Asie centrale parvient à repousser, non sans de nombreuses difficultés, les avancées impériales jusqu'au milieu du XIXème siècle. A la suite de multiples tentatives, les Russes entrent en contact avec les États indépendants de Kokand, Boukhara et Khiva, dirigés par des dynasties ouzbèkes musulmanes et conservatrices, - respectivement les Ming, les Manghit et les Quanghrat -. Parallèlement au renforcement de la présence tsariste dans la région, les élites russes défendent l'idée qu'il leur faut se déplacer vers le sud, et prendre les villes de Turkestan et de Tachkent. Bien qu'ils ne reçoivent pas d'autorisation officielle du tsar,

³³ HOPKIRK Peter, *Le Grand Jeu : officiers et espions en Asie centrale*, John Murray, 1990

les gouverneurs en place envoient des expéditions de reconnaissance, qui se soldent par la prise de Pispek et de Tokmak en 1862, puis de Suzak en 1863. La prise de Tachkent, en 1865, par le général Cernjaev, est certainement l'une des étapes les plus significatives de la conquête russe de l'Asie centrale.³⁴ L'année d'après, la ville devient la capitale de la nouvelle Guberniya du Turkestan. En 1869, les principautés de l'actuelle centre Asie sont les cibles principales de l'Empire russe qui a gagné en puissance. Les décideurs politiques impériaux estiment que ces territoires doivent être maîtrisés pour des raisons économiques et politiques, notamment du fait de leur opposition armée à l'expansion russe dans la steppe kazakhe. Le 19 février 1876, les Russes abolissent le khanat de Kokand et le remplacent par la région du Ferghana, placée sous l'autorité d'un gouverneur militaire. L'ensemble du territoire de l'Ouzbékistan actuel passe alors sous domination russe directe ou sous protectorat. Les traités établissant les protectorats sur Khiva et Boukhara donnent à la Russie le contrôle sur ces territoires. Après l'annexion, le Ferghana devient le centre du Turkestan russe et la principale région productrice de coton de l'Empire. Les républiques d'Asie centrale telles que nous les connaissons actuellement ont ainsi été les cibles des conquêtes expansionnistes de la Russie tsariste au cours des siècles, et dans un contexte de rivalité géopolitique internationale avec les puissances européennes. Ainsi, le Kazakhstan, le Kirghizstan, et le Tadjikistan sont les conquêtes de Nicolas Ier au début du XIXème siècle. L'Ouzbékistan est conquis par Alexandre III, empereur régnant de 1881 à 1894, à la suite d'une guerre contre la Perse. A ce moment précis de l'Histoire, les russes gouvernent plus d'individus turcophones que les turcs Ottomans eux-mêmes. Les possessions de la Russie en Asie centrale sont administrées comme une seule et unique unité sous le nom de Turkestan.

Si les présences tsaristes et russes ont considérablement bouleversé les destins des républiques centre-asiatiques, elles y ont également considérablement façonné l'horogénèse.³⁵ L'expansionnisme russe a remodelé les terres d'Asie centrale sur une base économique et politique, sans respecter les peuples et coutumes qui y prévalaient alors. Les pays d'Asie centrale tels que nous les connaissons aujourd'hui sont en effet les héritiers des républiques socialistes soviétiques (RSS) fondées dans les années 1920 et 1930, sur la base de la politique des nationalités développée par Staline. La question des frontières de l'Asie centrale prend en effet un tout nouveau tournant après les événements survenus lors de la Révolution d'octobre

³⁴ Bibliothèque Numérique Mondiale, Blocus et siège de la ville fortifiée de Tachkent du 9 au 15 juin 1865, [en ligne] : <https://www.wdl.org/fr/item/14833/>

³⁵ Le terme "horogénèse", proposé en 1989 par M. Foucher dans son ouvrage *Fronts et frontières – Un tour du monde géopolitique*, désigne le processus de formation des frontières.

1917, à la suite de laquelle l'accent est principalement mis sur l'affirmation et l'établissement des frontières internes de la puissance pour contenir certains débordements émergents. En effet, à la suite de leur prise de pouvoir en 1917, les Bolcheviks font face à d'importantes résistances en Asie centrale de la part des basmatchis, un groupe de nationalistes musulmans, qui se soulèvent contre la domination coloniale exercée par la Russie soviétique. La situation politique en Asie centrale est ainsi marquée de profondes velléités indépendantistes et d'une explosion de revendications autonomistes où esprits fédéralistes et nationalistes-séparatistes se mêlent dans des proportions variables.³⁶ La menace d'une guerre civile, l'accroissement d'une population anti-russe, et les volontés indépendantistes font craindre aux bolcheviks une révolution imminente. Ils craignent particulièrement un rassemblement potentiel de tous les peuples turcophones, sorte de pantouranisme, qui menacerait l'équilibre de la région ainsi que la stabilité du pouvoir en place. Dans l'optique de contenir les nationalismes, et de satisfaire des logiques ethniques, les bolcheviks deviennent les principaux architectes de la construction des États-nations centre-asiatiques. Dans les premiers mois suivant la révolution bolchevik, précisément les 10 et 11 décembre 1917, l'autonomie du Turkestan est proclamée à Kokand par le IV^{ème} congrès régional musulman dans le cadre de la République russe.³⁷ Il est ensuite très rapidement question d'y apaiser la situation interne, en y contenant les revendications religieuses musulmanes, des panislamistes et les nationalistes. Les territoires imbriqués et enclavés de l'Asie centrale que nous connaissons aujourd'hui sont ainsi le résultat d'une véritable reconfiguration politique et territoriale. Cette division territoriale de l'Asie centrale évolue profondément au cours du XX^{ème} siècle, pour se baser finalement en 1936 sur un principe de division ethnolinguistique, idée importée du concept européen westphalien, au sein duquel les frontières des États représentent « *la forme la plus claire, la plus lisible, et la plus achevée d'une expression absolue de souveraineté* ». ³⁸ Des études préliminaires à la délimitation sont effectuées dès 1917, notamment via une Commission pour l'étude de la composition ethnique de la population de Russie (*Komissika po izuceniju plemennogo sostava naselenija Rossii i sopredel'nyh stran*). En 1923, c'est un recensement linguistique qui est opéré par une commission ethnographique, dans le but d'analyser et classifier les différentes langues et dialectes parlés dans la région. Sous l'autorité soviétique, il est surtout question d'un

³⁶ GORSHENINA Svetlana, *Asie centrale : l'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris, CNRS Éditions, 2012 381 pages, page 192

³⁷ HAYIT B., *Die Nationalen Regierungen von Kokand und Alash Orda*, Munster, 1950

³⁸ GORSHENINA Svetlana., *Asie centrale : l'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris, CNRS Éditions, 2012 381 pages, page 192

découpage administratif qui soit susceptible d'assurer l'union économique des républiques centre-asiatiques. L'idée est de figer cartographiquement les principaux foyers économiques de la région, avec leur spécialisation propre, afin de créer une délimitation pertinente sur le plan des ressources économiques. Comme l'écrit Catherine Poujol, « *le XXème siècle soviétique a cherché à dompter la géographie, à soumettre la politique par l'économie...* ».³⁹ Les élites nationales, à l'image des dirigeants kazakhs, ou des kirghizes, souhaitent créer une Fédération centre-asiatique, nécessaire selon eux au développement des échanges économiques dans la région. Les premières dissensions entre ouzbèkes, turkmènes, kirghizes, kazakhes et tadjikes apparaissent à cet instant, trouvant leurs origines dans la crainte des représentants turkmènes de se faire exploiter par les ouzbèkes, qui prennent alors position contre un projet de Fédération centre-asiatique.⁴⁰ Le 11 octobre 1924, les autorités soviétiques créent finalement les républiques de Turkménie et d'Ouzbékistan faisant passer les entités du statut de république autonome dans le cadre de la RSFSR (République Socialiste Fédérative Soviétique de Russie) à celui des républiques fédérales dans le cadre de l'URSS. La république du Tadjikistan devient le 24 octobre 1924 une entité autonome à son tour, tout en restant liée à la république socialiste soviétique d'Ouzbékistan. La reconfiguration de l'Asie centrale telle que nous l'a connaissons aujourd'hui s'est achevée en 1936.

Les républiques centre-asiatiques créées entre 1924 et 1936 devaient théoriquement recouvrir un ensemble de population homogène, la doctrine de soviétisation ayant eu pour objectif d'homogénéiser un ensemble de structures hétérogènes héritées de l'époque tsariste. Toutefois, de nombreuses incertitudes concernant les identités linguistiques ont été commises. En effet, nombreux écarts et incohérences ont été effectués, donnant des résultats partiels et imprécis notamment lors des recensements de population. Les frontières soviétiques en Asie centrale ont ainsi été tracées sur une base bancale, résultante d'une partition des territoires sur des critères ethniques, culturels, linguistique mais aussi et surtout économiques et politiques.

Souvent commentées, ces frontières posent de nombreux défis à la région contemporaine qu'est l'Asie centrale. Dès 1992, Olivier Roy évoque les frontières « *aberrantes* » des anciennes républiques d'Asie centrale, ainsi que « *l'artificialité* » de leur

³⁹ POUJOL Catherine « Limites spatiales, frontières sociales : du visible à l'invisible dans l'espace géographique, économique et social de l'Asie centrale contemporaine », Diogène, 2014/2-3 (n°246-247) page 76

⁴⁰ GORSHENINA Svetlana, *Asie centrale : l'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris, CNRS Éditions, 2012, 381 pages, page 223

tracé.⁴¹ D'après Mohammed Reza Djalili, la logique stalinienne du 'diviser pour mieux régner' ne s'est pas seulement limitée aux questions ethniques mais également aux ressources naturelles. Le partage territorial mis en place par les politiques soviétiques a ainsi encouragé les disparités entre les différentes régions, qui sont devenus des États indépendants en 1991. Ainsi, « *il en a été de même de la subdivision des républiques du bassin de la mer d'Aral en États ayant des surplus d'eau (Tadjikistan et Kirghizstan) en États déficitaires en eau (Turkménistan et Ouzbékistan). Cette division avait deux avantages pour Moscou : d'abord elle générait inévitablement des contentieux interétatiques sur la question de l'eau, ce qui avait pour effet de renforcer les oppositions des pays concernés ; ensuite quand les différends entre États à propos de l'eau s'aggravaient, les dirigeants des républiques étaient obligés de demander à Moscou d'intervenir comme médiateur, avec pour conséquence de consolider le rôle de la Russie dans la région* ». ⁴² La carte de la nouvelle Asie centrale comprend également de nombreuses périclaves, c'est-à-dire des portions d'espaces situés sur un territoire national mais exclusivement accessible par un transit via un pays voisin. Par exemple, les individus souhaitant se rendre dans le sud-ouest du Kirghizistan, depuis la capitale Bichkek, doivent nécessairement traverser une portion du territoire ouzbèk et tadjik. Les tracés des frontières effectués pendant la période soviétique s'affranchissent de choix politiques au profit de stratégies techniques, et ces questions territoriales deviennent de réelles sources de tensions lorsqu'elles interfèrent avec les réseaux énergétiques et hydrauliques. Les soviétiques ont, semble-t-il, pensé le territoire de l'Asie centrale comme un immense réseau en interdépendance, et non comme un ensemble d'États indépendants les uns des autres. Ainsi, de nombreuses incursions territoriales existent, mettant en relations malgré eux, des États limitrophes. De nombreuses oasis d'Ouzbékistan, à l'image du delta de Zeravchan, sont alimentés en eau par des canaux dont la source est au Turkménistan. A l'inverse, la partie turkmène du delta de l'Amou-Daria, située en aval, est approvisionnée par le Turkménistan. Pour certains observateurs, ces nombreuses imbrications territoriales, mêlant les États les uns avec autres, était une volonté du pouvoir soviétique pour empêcher toute velléité d'indépendance.⁴³ Globalement, la région a été modelée et remodelée pour répondre au mieux aux besoins économiques de la Russie, et l'arbitraire politique est intervenu pour rééquilibrer les capacités

⁴¹ ROY Olivier, *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Paris, Éditions du Seuil, 1997

⁴² DJALILI Mohammed-Reza, "Républiques méridionales de l'ex URSS : nouveaux États du Sud ?", *Nouveaux cahiers de l'IUED*, n°12, 2011, pp 75-76.

⁴³ Olivier ROY. « Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des États centrasiatiques », *Hérodote*, n°84, 1997 p. 77 – 123.

économiques des différentes républiques. Ces frontières restent imaginées telles que de simples barrières administratives, au sein d'un grand ensemble fort et en apparence homogène, et il semble évident que les autorités russes n'ont pas conçu ces frontières dans l'optique d'une potentielle indépendance. Loin d'être éthiquement irréprochables, elles correspondent surtout aux besoins idéologiques des autorités soviétiques.

Au lendemain de l'indépendance, le souhait d'une révision radicale des frontières se fait entendre dans toutes les républiques au sein de milieux élitistes et intellectuels notamment, qui réclament une redéfinition des territoires historiques. De vives tensions ont éclaté entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan au sujet de la récupération des territoires tadjiks de Samarkand et de Boukhara. Ces revendications n'ont pas été prises en compte par les dirigeants centro-asiatiques qui se sont engagés dans un processus de normalisation de leurs frontières. En 1991, chacun des cinq États de l'Asie centrale a ajouté le suffixe « *stan* » (qui signifie peuple de) au nom de sa république. La nation est ainsi définie comme celle d'un peuple, ce qui est plutôt surprenant lorsqu'on sait qu'aucune des frontières ne respecte une ethnicité propre et particulière.

Longtemps mouvantes et souvent discutées, les frontières de l'Asie centrale héritées de la période soviétique, invitent à réfléchir à la l'articulation entre nations, ethnies et ressources.

2. L'Asie centrale, grenier de l'URSS.

Parallèlement à la rivalité russo-britannique, et la volonté soviétique de contrer l'expansion européenne, l'abondance des ressources naturelles dans la région constitue certainement l'un des facteurs pouvant expliquer l'intérêt russo-soviétique en Asie centrale. Avant même l'inclusion de l'Asie centrale dans l'URSS la production de coton a été amorcée par le colonisateur tsariste qui y décelait un potentiel cotonnier sans précédent, principalement dans les vallées irriguées qui, contrairement aux steppes dominées par le nomadisme, témoignent d'une longue tradition de peuplement sédentaire. Suite à la Guerre de Sécession américaine, ayant eu lieu de 1861 à 1865, et qui a privé les usines russes de l'approvisionnement indispensable en coton, l'Asie centrale apparaît aux yeux de Moscou comme une région au potentiel stratégique évident. Le coton y est ainsi déjà cultivé au cours du 19^{ème} siècle, dans la région bordant les fleuves Syr-Daria et Amou-Daria, bien avant de devenir le pilier de la politique agricole russe en Asie centrale. Dès l'année 1912, le commandant soviétique Seymon

Krivoschein déclare, lors d'un de ses déplacements dans l'ancien Turkestan que « *le développement actuel des plantations de coton peut et devrait davantage être intensifié grâce à une réduction accrue des cultures céréalières plantées sur les terres irriguées...* ». ⁴⁴ Le coton y devient alors la rente principale, particulièrement en Ouzbékistan, et dans une moindre mesure au Turkménistan et au Tadjikistan.

Bien que le processus ait été amorcé durant la période tsariste, c'est véritablement durant les années suivant la révolution bolchevik que les choses se sont accélérées en Asie centrale, bouleversant profondément le paysage agricole de la région. La collectivisation des terres et l'établissement de l'empire soviétique modifie considérablement le destin agricole et économique de l'Asie centrale, qui voit ses terres remodelées à des fins économiques. En 1918, Lénine promulgue un décret affirmant que l'irrigation en Asie centrale doit assurer une indépendance totale de la Russie face aux importations de coton. ⁴⁵ La production de coton est organisée via des coopératives de productions, les kolkhozes, ainsi que des fermes pilotes appartenant à l'État, les sovkhozes, établis au début des années 1930. Sous la direction de Lénine, le double objectif de collectivisation et d'indépendance dans la production de coton est mis en place. Opérant une profonde transformation de l'écosystème centrasiatique, les soviétiques font construire de gigantesques canaux à l'image du grand Canal du Ferghana, édifié en 1939. L'une des contributions les plus remarquables apportées à la production de coton est certainement l'achèvement du Canal Karakoum (allant de Kerki à Achgabat, sur plus de 1,200 kilomètres), qui détourne l'eau de l'Amou-Daria vers les régions désertiques du sud de l'Ouzbékistan et du Turkménistan, réquisitionnées dans la culture cotonnière. Les territoires centre asiatiques sont profondément transformés par cette politique d'irrigation massive, et leur surface irriguée augmente de 1,5 millions d'hectares en 1950 à plus de 3 millions d'hectares en 1989. ⁴⁶ L'Asie centrale est entraîné dans un important processus de spécialisation agricole et industrielle, planifié par Moscou qui proposait des spécificités régionales. Dans cette perspective, l'Ouzbékistan était supposé produire du coton en quantité suffisante pour toute l'URSS, tandis que l'Ukraine devait faire de même en fournissant du blé. Dans l'Asie centrale soviétique toute entière, l'économie est ainsi organisée et planifiée autour de deux activités

⁴⁴ LIPOVSKY I. , "The central Asian cotton Epic", *Central Asian Survey*, Vol 14, No 4, 1995, page 530

⁴⁵WEINTHAL E., "Lenin & Stalin, Articles and Speeches on Central Asia and Uzbekistan" (1940), Tashkent, Uzbekistan, *Central Committee of the Communist Party of Uzbekistan*, Tashkent, Uzbekistan, 1940 pp 54-9

⁴⁶ VICHENVSKI Anatoli, « L'Asie centrale post-soviétique, entre le colonialisme et la modernité », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1995

principales, l'agriculture et l'élevage, nécessitant toute deux d'énormes quantités d'eau ce qui a été rendu possible via une irrigation extrêmement poussée. Des aménagement hydro-agricoles ont vu le jour dans l'ensemble du territoire de l'URSS - et principalement en Asie centrale - avec l'objectif d'irriguer plus de 50 millions d'hectares. Le système agricole mis en place exigeait des volumes d'eau considérables en raison de la place primordiale accordée à la culture du coton. En effet, le cotonnier est une plante habituée aux milieux humides qui se plaît particulièrement sous 700 mm de précipitation. En dépit de ces considérations biologiques, l'URSS a mené une politique cotonnière intensive, si bien que dans les années 1980, la culture du coton à elle seule absorbait plus de 50% de l'eau agricole utilisée dans le bassin, et les moyennes de consommation pour l'irrigation étaient de 16000 m³/ha au Kazakhstan et en Ouzbékistan et de 20 000 m³/ha au Tadjikistan et au Turkménistan.⁴⁷ L'Asie centrale a ainsi été cantonnée par la planification soviétique, à un rôle, presque naturel et évident, de fournisseur de matières premières (coton, gaz, pétrole, minerais), en échange de quoi elle importait des produits manufacturés.⁴⁸ Les objectifs productivistes soviétiques ont entraîné la mise en culture de sols inadaptés, une irrigation outrageuse et un usage excessif d'intrants. Cette monoculture cotonnière présentait des caractéristiques coercitifs en enlisant des grandes couches de la population, et notamment des enfants, pour travailler au sein des récoltes. Cette organisation agricole programmée, en instrumentalisant la terre, a bouleversé les rapports entre l'Homme et la nature et cette quasi monoculture a eu un impact énorme sur la capacité de l'Ouzbékistan et du Turkménistan à accomplir un développement agricole viable et de long-terme. Incontestablement, la superficie consacrée au coton a été étendue continuellement jusqu'à atteindre son maximum dans les années 1980. Les rendements ont augmenté via l'utilisation massive d'engrais et de pesticides.⁴⁹

Ainsi, avec l'expansion de l'irrigation, l'utilisation de produits chimiques et la construction de chemins de fer, la production de coton est passée de 246 000 tonnes en 1913 à 750 000 tonnes en 1940, pour excéder un million de tonnes dans les années 1950, transformant l'Union soviétique en exportateur cotonnier. Avec la mécanisation de l'agriculture, la

⁴⁷ ALLOUCHE Jérémy, « Les politiques publiques de l'eau en Asie centrale post-soviétique : Continuité et discontinuité dans la politique de l'eau en Asie centrale », *Cahiers d'Asie centrale, Gestion du legs soviétique en Asie centrale*, 13/14, 2004, p.285-300

⁴⁸ CHUVIN Pierre, LETOLLE René, PEYROUSSE Sébastien, *Histoire de l'Asie centrale contemporaine*, Fayard, 2008, 368 pages

⁴⁹ THURMAN J. Michael, "The 'Command-Administrative' System in Cotton Farming in Uzbekistan 1920s to Present", *Indiana University Papers on Inner Asia*, No. 32, Bloomington, Indiana University, 1999

production de coton en Asie centrale a encore augmenté dans les années 1980 pour représenter environ 2,5 millions de tonnes, soit plus de 20% de la production mondiale totale.⁵⁰ Parallèlement à l'augmentation de la production cotonnière, une certaine élite politique liée à des complexes agro-industriels de production s'est développée, et une nomenklatura du coton s'est ainsi affirmée.

Parce qu'elle a instauré un important arsenal d'aménagements hydraulique et remodelé en profondeur le paysage économique et social de l'Asie centrale, la culture du coton ne peut pas s'arrêter du jour au lendemain. Celle-ci est largement ancrée dans les traditions régionales, et requiert une importante quantité de main-d'œuvre ce qui freine aujourd'hui la reconversion des terres vers d'autres activités. Par conséquent, malgré l'indépendance et la fin des planifications soviétiques, la culture cotonnière persiste en Asie centrale. Dès 1991, les pays centre-asiatiques se sont embarqués dans des programmes de réformes destinées à accomplir une transition, de leur économie planifiée, vers une économie plus en phase avec les principes du marché. Dans le secteur agricole, ces réformes sont notamment impulsées dans l'objectif de supprimer le gaspillage des ressources et d'améliorer ainsi la productivité. Pour ces pays dont l'agriculture représente plus de 30% du PIB,⁵¹ améliorer les performances agricoles est perçu comme le gage d'une augmentation de qualité de vie des ménages vivant dans les zones rurales. Cet objectif était supposé être atteint par la mise en place de réformes agraires, et la restructuration des exploitations agricoles. L'une des principales caractéristiques de ces évolutions est le passage de la prédominance de grandes entreprises fermières (kolkhoze) à une majorité de fermes familiales à taille humaine. Cependant, ces changements structurels se heurtent fortement à l'idéologie soviétique héritée qui considérait les petites exploitations familiales comme nuisibles et même préjudiciables à une agriculture à forte intensité capitaliste, hautement mécanisée, et à vocation commerciale. En tant qu'États indépendants, les républiques centre-asiatiques réduisent l'utilisation des ressources naturelles et s'ouvrent aux marchés mondiaux. Toutefois, malgré le poids grandissant du pétrole et du gaz dans les économies centre-asiatiques, celles-ci restent fortement dépendantes du secteur agricole, essentiel aux moyens de subsistance et au bien-être des populations. Un rapport de 2005 de l'ICG (International Crisis Group) pointe la délicate situation économique de ces États qui

⁵⁰ GLEASON G., "Marketization and Migration: The Politics of Cotton in Central Asia," *Journal of Soviet Nationalities*, pages 68-80, 1990

⁵¹ Chiffres fournis par la FAO sur la plateforme de connaissance sur l'agriculture familiale, *Structure and Performance of Agriculture in Central Asia*, [en ligne] : <https://ageconsearch.umn.edu/record/164530>

dépendent partiellement de la production de coton, notamment en terme d'échanges avec l'étranger et de l'emploi rural.⁵² C'est particulièrement le cas de l'Ouzbékistan et du Turkménistan, où l'économie cotonnière reste prédominante.

Ainsi, en Asie centrale, le coton fait partie intégrante de l'histoire politique, économique et sociale de la région, et est un enjeu majeur pour le développement futur des nations centro-asiatiques et notamment de l'Ouzbékistan dont l'économie dépend largement de la production cotonnière. Bien que celles-ci aient été grossièrement asséchées et détournées pour des besoins agricoles, la région dispose d'abondantes sources d'eau et possède le climat approprié pour la croissance de cette récolte. En dépit de la réalisation d'investissements pour améliorer les systèmes d'irrigations, et les rendre moins gaspilleurs en eau, l'ensemble des infrastructures reste défaillant. La conséquence principale des pertes d'eaux entraînées par un mauvais système hydraulique est que, dans la plupart des régions d'Asie centrale productrices de coton, la quantité d'eau nécessaire pour produire un hectare de coton est nettement supérieur à la quantité nécessaire dans d'autres États producteurs, où les aménagements hydraulico-agricoles sont efficaces.

Chapitre 2 : Les États d'Asie centrale face à l'indépendance : ***« année zéro » ou continuité avec la période soviétique ?***

Le 4 janvier 1993 à Tachkent, les présidents des cinq républiques nouvellement indépendantes du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et du Kirghizstan se réunissent pour esquisser un rapprochement régional, destiné à compenser les faiblesses de la CEI.⁵³ A cette occasion, ils décident collégialement d'un changement de

⁵² International Crisis Group, « The Curse of Cotton : Central Asia's destructive monoculture “ », Asia Report n°93, February 2005

⁵³ RADVANY Jean, « La voie étroite du Kazakhstan », *Le Monde Diplomatique*, février 1995, page 15, [en ligne] : <https://www.monde-diplomatique.fr/1993/02/RADVANYI/45087>

nomenclature, avec l'adoption du terme *Central'naja Azija* (Asie centrale) dans le jargon officiel pour remplacer *Srednjana Azija* (Asie moyenne), utilisée sous la domination soviétique et n'incluant pas le Kazakhstan. Cette prise de distance symbolique avec la période soviétique aurait pu être le point de départ d'une réelle et profonde distanciation avec les habitudes du passé, et une nouvelle étape vers la formation d'États indépendants, autant dans leurs idéologies que dans leurs ambitions. Alors que les conceptions « transitologiques »⁵⁴ de certains chercheurs occidentaux voudraient qu'émerge naturellement une rupture avec le passé, et que soit amorcé un profond remaniement au sein des républiques centre-asiatiques, force est de constater que dans les faits une réelle continuité persiste dans les États d'Asie centrale.

1. L'héritage soviétique dans la fabrique politique des nouvelles nations

Par les profonds changements géopolitiques, politiques, économiques et sociaux qu'elle instaure, l'année 1991 est communément présentée comme un tournant radical dans l'Histoire des États d'Asie centrale. Le 19 août 1991, le président de la Fédération de Russie Boris Eltsine, proclame l'indépendance de son pays, marginalisant Mikhaïl Gorbatchev, le dernier des chefs d'états soviétique, et accélérant la dissolution de l'URSS. Immédiatement à la suite de cette déclaration, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan proclament leurs indépendances (respectivement les 31 août, 1^{er} et 9 septembre 1991), suivi par le Turkménistan en octobre et le Kazakhstan en décembre de la même année. L'Union Soviétique n'a pas disparu d'une défaite ou d'un événement précis, elle s'est effondrée sur elle-même. Comme l'écrit Sébastien Peyrouse, docteur à l'Institut National des Langues et des Civilisations Orientales (INALCO) les républiques d'Asie centrale ont accompagné le pouvoir soviétique dans ses derniers soubresauts.⁵⁵ Après l'indépendance, les États d'Asie centrale se trouvent face à la nécessité d'inventer des identités nationales qui leur soient propres, et doivent à cette fin surmonter diverses contraintes, à l'image d'un héritage politique, économique et culturel très fort.

Malgré de profondes évolutions et changements, une certaine continuité des pratiques russes au niveau des domaines économiques, politiques, sociaux ainsi que dans la composition des élites nationales est observable en Asie centrale. Les dirigeants des nouveaux États

⁵⁴ PEYROUSSE Sébastien, « Gestion de l'indépendance et legs soviétique en Asie centrale », *Cahiers d'Asie Centrale*, 13/14, 2004

⁵⁵ *Ibid.*

semblent tous se ranger derrière les rouages de l'ancien pouvoir soviétique. D'après Sébastien Peyrouse, ces États sont ancrés dans des logiques de paternalisme autoritaire,⁵⁶ et bien que l'Asie centrale soit présentée comme un espace nouveau notamment au sein des médias occidentaux, elle est avant tout une aire culturelle profondément marquée par son passé soviétique. Le domaine dans lequel la continuité soviétique est la plus visible est indéniablement le champ politique. En effet, bien que de nouvelles figures politiques émergent dans plusieurs des républiques centre-asiatiques, notamment au Kazakhstan et au Kirghizstan, beaucoup de mécanismes hérités du passé restent en place. On remarque un caractère reproductif des élites au niveau de leurs origines politiques et sociales. A l'exception d'Askar Akeav, président du Kirghizistan de 1990 à 2005 et physicien d'origine, tous les premiers présidents des républiques centre-asiatiques indépendantes ont été au préalable les premiers Secrétaire du Parti Communiste de leur république. Le constat de cette certaine continuité dans le personnel politique n'est pas un jugement négatif mais simplement une interrogation quant à la neutralité de ces individus et leur proximité avec le régime de Moscou. A des degrés différents mais tout de même conséquents, les régimes indépendants d'Asie centrale disposent ainsi de caractéristiques idéologiques et politiques héritées de la période soviétique. Tous les États de la région semblent être ancrés, dans des proportions diverses, au sein de contours hérités d'un schéma commun d'autoritarisme, et de populisme-régime.⁵⁷ En dépit de la multiplicité de discours favorables à une transition démocratique, on assiste dans plusieurs cas à une mise sous tutelle de la société civile et à une hyper-concentration du pouvoir dans les mains de présidents plutôt autoritaires. On peut cependant différencier les cinq républiques centre-asiatiques, et les catégoriser entre deux camps, en considérant que toutes n'ont pas fermé la porte à une forme de démocratisation. Dans cette visée, le Kirghizstan et le Kazakhstan ont été les témoins d'une réelle ouverture vers la liberté et la démocratie, avec une présence grandissante de partis d'oppositions sur l'échiquier politique. A contrario, on peut considérer que le Turkménistan et l'Ouzbékistan ne se sont jamais libéralisés politiquement, et le Tadjikistan est un cas particulier en termes de droits et libertés, puisque la guerre civile qui a ravagé le pays entre 1992 et 1997, a brouillé toute étude rationnelle du respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. A la sortie du conflit, le Tadjikistan passé sous la

⁵⁶ PEYROUSSE Sébastien, « L'Asie Centrale 15 ans après l'indépendance : un bilan en demi-teinte » *Politiques Étrangères*, 2006, page 397

⁵⁷ TAGUIEFF Pierre-André., « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel » , *Vingtième siècle, revue d'histoire*, année 1997, 56, pages 4-32.

direction d'Emomali Rakhmonov, a restreint les libertés politiques au profit d'un pouvoir politique fort quasiment sans-limites qui a privilégié le népotisme en tentant de faire face à l'effondrement d'un système étatique défaillant. De ce constat émerge l'épineuse question de la possibilité de démocratisation de ces sociétés issues du « *totalitarisme soviétique* ». ⁵⁸ Pierre-André Taguieff évoque une hyperpersonnalisation du pouvoir et un contrôle accru de la société, malgré un discours exaltant la nation et la démocratie. ⁵⁹

Bien entendu, il faut nuancer ce propos et rendre compte également des prises de distances avec le modèle antérieur. On constate qu'au sein de l'Asie centrale, Moscou ne dispose pas d'une faction politique locale pouvant s'identifier aux intérêts russes, à l'exception d'un Parti Communiste tadjik implanté dans la province de Leninabad. Comme l'écrit Olivier Roy, Moscou ne dispose pas de profonds appuis, officiels, dans la région, puisque même le clan Koulabi, l'un de ses plus fidèle allié, ne milite pas en faveur d'une réintégration à la Russie. ⁶⁰

Globalement, les cinq républiques présentent des traits communs en terme de restrictions de libertés et d'absence de société civile. En effet, dans ces territoires, les associations sont quasiment inexistantes et les mouvements citoyens à l'image des écologistes sont très souvent tenus à l'écart du pouvoir et marginalisés sur la scène publique. Comme elle l'était sous le régime soviétique, la corruption en Asie centrale est très fréquente et d'une forte intensité, situation largement encouragée par la crise économique qui sévit dans la région. Cette caractéristique façonne largement les rapports entre le politique et le citoyen. D'après l'ONG *Transparency Index*, qui a vocation à étudier le niveau de corruption qui prévaut au sein des différents pays du monde, tous les États d'Asie centrale sont des nations où un fort niveau de corruption est recensé. Pour l'année 2018, l'Ouzbékistan est classé 158^{ème} sur 180 pays, le 1^{er} étant le moins corrompu, et le 180^{ème} étant le maximum. Le Turkménistan obtient la 161^{ème} place, le Tadjikistan la 152^{ème}, le Kirghizistan la 132^{ème}, et enfin le Kazakhstan se situe à la 124^{ème}. ⁶¹ Tous se classent dans le dernier quartile du classement, celui qui recense les pays les plus corrompus du monde.

⁵⁸ DJALILI MR, et KELLNER T « Géopolitique de la nouvelle Asie centrale », *Diploweb*, 2001

⁵⁹ TAGUIEFF Pierre-André, *L'illusion populiste*, Paris, Berg International, 2002, page 19

⁶⁰ ROY Olivier, « L'Asie centrale contemporaine : Que sais-je », n°3601, 2001

⁶¹ Transparency International, chiffres consultables : <https://www.transparency.org/research/cpi/overview>

Dans le domaine académique, on constate encore une fois un changement minime en terme de personnel et d'élite depuis l'indépendance. Les postes les plus hauts gradés restent globalement aux mains des mêmes individus, sous le contrôle de grandes familles influentes. Comme l'écrit Sébastien Peyrouse, le « *savoir idéologique reste soumis aux besoins idéologiques du pouvoir en place* »,⁶² et les travaux des élites restent largement au service de la nation. Sur le plan culturel toutefois, Moscou n'a pas tenté de mettre en place de réelles initiatives de coopération sur un modèle identique à la Grande Bretagne et ses colonies, avec un financement de l'éducation, des bourses pour étudier en Russie, ou encore l'envoi de personnels russes dans les territoires d'Asie centrale. On assiste en conséquence à un certain déclin de la pratique du russe, la plupart des professeurs qualifiés pour enseigner la langue ayant quitté l'Asie centrale.

Malgré un effacement significatif de la présence politique russe dans la région à la suite de l'effondrement de l'URSS, la Russie conserve une position et une influence militaro-stratégique dans la région. Moscou s'attèle notamment à développer de multiples partenariats sécuritaires avec les anciennes républiques soviétiques afin de reconstituer à terme, une zone d'influence sur l'espace de son ancien empire, en tentant d'inclure systématiquement des clauses militaires et de sécurité dans tous les accords de coopération économique signés avec les républiques d'Asie centrale. Longtemps, Moscou a souhaité mettre les gardes-frontières sous commandement russe et prévoyait un état-major commun avec les États membres de la CEI (Communauté des États Indépendants). De tous les membres de la CEI, c'est le Kazakhstan qui le premier, signe un traité d'amitié de coopération et d'assistance mutuelle avec la Russie dès 1992. Par ce traité, Moscou conserve son autorité sur des sites symboliques pour la sécurité et la grandeur nationale du Kazakhstan.⁶³ Les majeurs d'entre eux sont le cosmodrome de Baïkonour, le centre d'essais de missiles de Sary-Shagan et le centre de système d'alerte aux attaques par missiles de Balkhash.⁶⁴ Ainsi, au Kazakhstan, environ 11 millions d'hectares sont occupés par des infrastructures militaires appartenant à l'armée russe. Les autres républiques d'Asie centrale n'échappent pas à la règle, puisque le Kirghizstan accueille sur son sol la base

⁶² PEYROUSSE Sébastien, « Gestion de l'indépendance et legs soviétique en Asie centrale », *Cahiers d'Asie Centrale*, 13/14, 2004

⁶³ The Embassy of Russia Federation to the Republic of Kazakhstan, site web : http://www.rfembassy.kz/eng/lm/dvustoronnie_otnosheniya/rossiya-kazakhstan/

⁶⁴ PARAMONOV Vladimir et STOLPOVSKI Oleg., « Russia and Central Asia : Bilateral Cooperation in the Defence Sector », *Central Asian series*, Defence Academy of the United Kingdom, 2008

militaire russe de Kant depuis 2003, qui compte environ 800 soldats. Au total, ce sont près de cent-vingt traités de coopération bilatérale qui composent la coopération russo-kirghize en terme de sécurité. En 2004, c'est avec le Tadjikistan que la Russie signe un important texte permettant à Moscou d'ouvrir sa plus grande base militaire au-delà de ses frontières nationales, à Douchanbé. La Russie participe également activement à la formation des agents militaires des pays centre-asiatiques, en dispensant des formations destinées à l'apprentissage du métier pour les militaires kazakhes, sur la base d'un traité de coopération signé entre les deux États en 2002. Elle est également le principal fournisseur d'armes de pointes au Kazakhstan, ce qui permet à l'armée kazakhe d'être plus performante que ses voisins. Dans la même perspective, les forces armées kirghizes suivent des formations dans les camps d'entraînement russes.

Ainsi, malgré l'indépendance, la Russie reste un majeur contributeur et instigateur des mécanismes de défense des États d'Asie centrale, ce qui impose une certaine dépendance des républiques post-soviétiques à l'égard de Moscou, dont elles sont tributaires pour un grand nombre de questions militaires. Les objectifs sécuritaires russes dans la région vont de pair avec un contrôle étroit des frontières centre-asiatiques. Dans son rôle de garant de la sécurité, la Russie cherche à s'imposer comme gardien de la stabilité aux frontières et particulièrement à la frontière tadjik-afghane, dont la stabilité est régulièrement menacée par les incursions des talibans. C'est près de huit milles gardes-frontières qui y sont déployées depuis 2005 sous l'autorité du FSB (Service Fédéral de Sécurité de la Fédération de Russie). Ce contingent russe a joué un rôle prédominant lors de la guerre civile tadjike en limitant considérablement l'arrivée d'armes et de munition provenant d'Afghanistan. Cependant, depuis 2004 et la signature d'un accord russo-tadjik autour de coopération sur les problématiques frontalières (*Agreement between the Russian Federation and the Republic of Tajikistan on Cooperation on Border issues*), ne subsistent sur place que des conseillers du FSB.⁶⁵

Si la Russie s'active autant à assurer la stabilité des États centre-asiatiques, c'est notamment parce qu'une sécurité régionale est nécessaire à l'acheminement des ressources naturelles. Une entente cordiale entre les cinq républiques est cruciale pour éviter toutes tensions susceptibles de conduire à des sanctions et à des ruptures de production. On constate que la Russie reste

⁶⁵ President Vladimir Putin signed the Federal Law on Ratification of the Agreement between the Russian Federation and the Republic of Tajikistan on Cooperation on Border Issues, March 20 2006, [en ligne] : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/35235/print>

prédominante dans le paysage politico-sécuritaire des États d'Asie centrale malgré l'indépendance de ceux-ci. Une réelle prise de distance avec le pouvoir moscovite semble délicat, tant ces États sont dépendants des ressources militaires russes et de la protection de leur ancienne puissance coloniale.

2. Entre réformes économiques et continuité avec le passé : quel legs soviétique ?

Après avoir été unifiés durant des décennies derrière les frontières de la puissance soviétique, les États formant l'Asie centrale sont apparus, après leurs indépendance, comme un ensemble fissuré et non unitaire, notamment dans le domaine économique où de profondes divergences caractérisent leurs trajectoires respectives. Le niveau de dotation en ressources naturelles des États étant très disparate, leurs insertions dans le flux des échanges mondiaux ont été diverses. Le Kazakhstan, pays fortement doté en ressources naturelles, a très tôt fait le choix d'une ouverture libérale aux investissements étrangers, principalement occidentaux, dans son secteur d'hydrocarbures, ce qui l'a propulsé au rang de puissance exportatrice d'hydrocarbures. Ceci contraste fortement avec la situation au Tadjikistan, qui, en plus d'avoir subi une guerre civile, ne dispose d'aucune ressource autre que son eau. Ainsi, les États centre-asiatiques ont suivi des trajectoires d'ouvertures économiques très variées, en fonction de leurs orientations politiques et de leurs dotations économiques, tout en conservant d'importantes caractéristiques résultantes de leur passé soviétique.

Bien que l'indépendance aurait pu théoriquement bouleverser le paysage économique et politique des États d'Asie centrale, les réformes économiques impulsées dans certains d'entre eux ont favorisé l'émergence de pratiques comparables à celles mises en place sous l'ère soviétique, à l'image de l'accaparement des entreprises nationalisées par les anciens *apparatchiks* qui les géraient alors. Même dans les États ayant pratiqué une thérapie de choc, à l'image du Kazakhstan et du Kirghizistan, les traits communs au système soviétique au niveau structurel restent visibles et l'économie continue d'être pensée par le politique. Bien entendu, cette observation est à nuancer au cas par cas. Malgré des trajectoires et des réformes quelques peu différentes, les États d'Asie centrale ont quasiment tous vécu, au sortir de la Guerre Froide, une situation de détérioration économique. Ce constat ancre les États dans un schéma d'évolution post-soviétique commun, malgré des traits respectifs à chacun d'entre-deux. On

pourrait grossièrement diviser les États centre asiatiques en deux groupes : ceux ayant tenté de mettre en place des réformes de libéralisation, en se calquant sur la thérapie de choc russe, à l'image du Kirghizstan, du Tadjikistan et du Kazakhstan, et de l'autre, ceux qui ont fermé la porte à toutes réformes de libéralisation, comme le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

Le Kirghizstan, en instaurant le premier sa monnaie nationale en 1993 et en mettant en œuvre une vaste politique de privatisation, semble avoir pris une certaine distance avec son passé communiste en empruntant le chemin d'un système libéral. Il est le seul des cinq États post soviétiques à avoir adopté très vite les règles commerciales imposées par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) pour pouvoir entrer dans l'organisation dès l'année 1998. La faible quantité de ressources naturelles présente sur son territoire, ainsi que sa large dépendance à l'égard des économies russes, kazakhs et chinoises ont rapidement placé le pays dans une situation d'endettement et de fragilité économique sans précédent favorisant la continuité de ses relations économiques avec Moscou. Toutefois, touché par la Révolution des tulipes⁶⁶ en 2005, le pays voit ses réformes économiques d'ouvertures largement entravées par une situation politique tumultueuse. Le Kazakhstan quant à lui, est généralement considéré comme étant la transition économique réussie de la région. Pourvu d'importantes ressources énergétiques, le pays semble avoir allié pragmatisme et volonté politique pour parvenir à préserver son indépendance économique. Son important taux de croissance annuel (près de 9% en 2007),⁶⁷ suscite les convoitises des grandes entreprises de la finance mondiale, et place le Kazakhstan au cœur du système économique multilatéral. Néanmoins, malgré qu'il soit considéré comme un modèle de réussite économique dans la région, il y demeurent de fortes disparités sociales, entre une classe moyenne d'urbains enrichis et une masse rurale très appauvrie. Bien qu'il ait vu sa reconversion économique et politique interrompue par des années de guerre civile (1992-1996), le Tadjikistan a réussi à entreprendre sa reconstruction et affiche un taux de croissance de 6,9% pour l'année 2016.⁶⁸ Pays rural et montagneux, éloigné des grands axes économiques, le Tadjikistan constitue un axe privilégié de passage pour les trafics de drogue en provenance d'Afghanistan et en direction de la Russie et de l'Europe. Il présente un important taux de chômage endémique, ce qui pousse fortement ses populations à partir travailler en Russie.

⁶⁶ La Révolution des Tulipes est le nom donné au coup d'État politique du 24 mars 2005 qui renversa le président kirghize Askar Akaïev, et qui marque le début d'une période de tumultes politiques

⁶⁷ Données fournies par le site internet Perspective Monde, consultables : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=KAZ&codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.MKTP.KD.ZG>

⁶⁸ Tadjikistan, Données fournies par la Banque Mondiale, [en ligne] : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/tadjikistan>

Parmi les États qui n'ont pas cherché à emprunter la voie de la libéralisation, l'Ouzbékistan semble suivre un chemin économique unique et propre à ses caractéristiques, cherchant à privatiser de façon restrictive afin que l'État conserve le monopole des rentes les plus importantes constituant le PIB, à savoir le coton, l'or, et le gaz. Ses difficultés à accepter la convertibilité de sa monnaie nationale, malgré les injonctions répétées des organismes financiers internationaux, ainsi que sa législation économique considérée comme peu propice aux entreprises étrangères ont vu, depuis quinze ans, la réduction notoire du nombre d'investisseurs occidentaux au profit des russes et des asiatiques. Des cinq républiques post-soviétiques, l'Ouzbékistan est certainement l'État qui a profondément modifié sa politique extérieure en effectuant une prise de distance notoire avec la Russie dès l'indépendance, et en se rapprochant des États-Unis et en opérant un revirement de situation à partir de 2005, à la suite des massacres d'Andijan. Islam Karimov, le leader ouzbèk de 1991 à 2016, a su se tenir à égale distance du Kremlin et de la Maison-Blanche pendant des années, flirtant avec l'un et se brouillant avec l'autre. Le Turkménistan, enfin, est le pays qui a opéré le plus faible niveau de réformes à la suite de son indépendance. En effet, l'État conserve de lourdes caractéristiques propres à sa période soviétique, à l'image du monopole de l'État sur les hydrocarbures et sur la production de coton, qui sont les deux principales composantes de son PIB. Le secteur privé n'y existe quasiment pas, et les principaux outils économiques du pays sont aux mains du président qui cherche à négocier avec la Russie les gains liés à sa rente gazière.

En dépit de quelques changements et initiatives économiques, les élites culturelles, politiques et économiques des États centre asiatiques sont globalement restées identiques à celles qui prévalaient sous l'ère soviétique. L'indépendance des cinq républiques a toutefois eu une influence sur leur degré de dépendance économique envers la puissance russe. Selon les statistiques fournies par le FMI, les exportations totales du Kazakhstan vers la Russie ont évolué de 42,8% à 35% entre 1992 et 1998, et ont été divisé de moitié en ce qui concerne l'Ouzbékistan.⁶⁹ Seul le Turkménistan a renforcé sa coopération économique avec Moscou en augmentant ses exportations gazières vers la Russie, son principal acheteur. Mais parallèlement, le pays a aussi développé en 2009 des relations avec la Chine pour l'exportation de son gaz, empruntant toutes les possibilités qui s'ouvrent à lui. Malgré la persistance de certains liens d'interdépendance avec Moscou, les États d'Asie centrale ont tous plus ou moins cherché à

⁶⁹ International Monetary Fund "Regional Economic Outlook : Caucasus and Central Asia", October 2016, [en ligne] : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2016/mcd/eng/pdf/cca1016p.pdf>

élargir leur éventail de partenaires économiques. Hormis le fait qu'elle représente une réelle fenêtre d'exportation pour leurs hydrocarbures, Moscou n'offre plus autant d'opportunités économiques aux États d'Asie centrale qu'elle n'a pu le faire par le passé. La relation avec Moscou reste forte dans le cas de l'envoi de main-d'œuvre en Russie, demandeuse de main-d'œuvre peu qualifiée pour les services agricoles et urbains. Ainsi, les populations les plus pauvres d'Asie centrale cherchent à migrer en Russie pour travailler, et toucher un salaire qu'elles enverront ensuite à leur famille restée en Asie centrale. Dans le cas de certains États, à l'image du Tadjikistan, le renvoi de ce salaire peu représenter jusqu'à 50% du PIB national.⁷⁰

Globalement, les réformes ont été délicates à mettre en place dans ces États où les terres sont longtemps restées vouées à des pratiques agricoles intensives, notamment cotonnières. Au vue de la désaffectation du secteur industriel le poids de l'agriculture est plus que jamais prépondérant dans les républiques centre-asiatiques. L'agriculture nécessitant d'importantes ressources hydrauliques, nous verrons dans un prochain chapitre l'évolution de la politique de gestion de l'eau depuis l'indépendance, et ses conséquence sur la géopolitique régionale. Au niveau du contrôle des ressources, encore, il est possible de démontrer une certaine continuité avec le passé soviétique de la région. Globalement, on constate que les ressources premières telles que le coton, le gaz et le pétrole sont restées sous le contrôle des même milieux avant et après l'indépendance, qu'ils soient étatiques ou déjà privatisés selon les républiques.

Chapitre 3 : *L'eau, une ressource au cœur de la géopolitique régionale*

L'eau a toujours occupé une place prédominante dans l'histoire politique de l'Asie centrale, en contribuant à la définition géographique même de la région. En effet, bordée de l'Oxus (l'Amou-Daria), et l'Iaxarte (le Syr-Daria), l'Asie centrale est une terre entourée d'eau, qui en est un caractère historique de son identité. L'Amou-Daria et ses 2450 kilomètres de longueur suit les frontières de quatre pays qu'il traverse : le Tadjikistan, l'Afghanistan, le Turkménistan, et l'Ouzbékistan. Le Syr-Daria quant à lui, mesure environ 2 212 kilomètres de long et traverse

⁷⁰ Podcast France Culture « Entre la Chine et la Russie : les enjeux de l'Asie centrale », 19/11/2016

le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kazakhstan. En dépit de sa traditionnelle aridité, l'Asie centrale n'en est pas pour autant dépourvue d'eau, car elle est traversée par ces puissants fleuves qui fécondent des foyers de peuplement à travers ses terres. Comme le constate Paul de Lapradelle, les délimitations fluviales dans la région suivent l'histoire même des frontières politiques,⁷¹ jouant un rôle de frontières naturelle.⁷² En effet, l'Amou-Daria et le Syr-Daria ont durant des siècles séparés l'Asie centrale du reste du monde. L'Amou-Daria par exemple, a servi de zone tampon durant la période du Grand Jeu, opposant l'empire britannique en Inde et la Russie tsariste. Dans une perspective plus récente, le fleuve servait également de séparation entre les terres centre-asiatiques et l'Afghanistan, constituant une barrière naturelle contre la progression des talibans. En plus d'être une frontière, l'eau a très rapidement constitué un instrument de pouvoir. Par sa prédominance, elle a côtoyé les évolutions géopolitiques de la région, et fut utilisée maintes fois à des fins de pouvoir, comme lorsque les russes ont achevé la prise de Boukhara en 1868, après avoir coupé son approvisionnement en eau.⁷³ Ainsi, au rythme des conquêtes et des établissements humains, l'eau en Asie centrale a été instrumentalisée par les gouvernants à des fins économiques et politiques, plaçant la ressource au cœur de la géopolitique de la région.

1. L'importance de « l'or bleu » sous l'ère soviétique : Moscou et la mission hydraulique

La quête de l'eau a longtemps été la préoccupation majeure des populations centrasiatiques, qui se sont installées dans les zones où elles pouvaient y avoir le plus accès. Par le passé, les rudes conditions climatiques de l'Asie centrale ont eu des conséquences sur l'installation de l'activité humaine et des répercussions sur les modalités d'activités économiques de la région. Une grande partie du territoire, abritant des écosystèmes fragiles et uniques (à l'image des steppes, de la toundra et la taïga), est restée vierge de tout peuplement humain pendant de nombreuses années voir encore maintenant. La présence hydraulique a ainsi joué un rôle

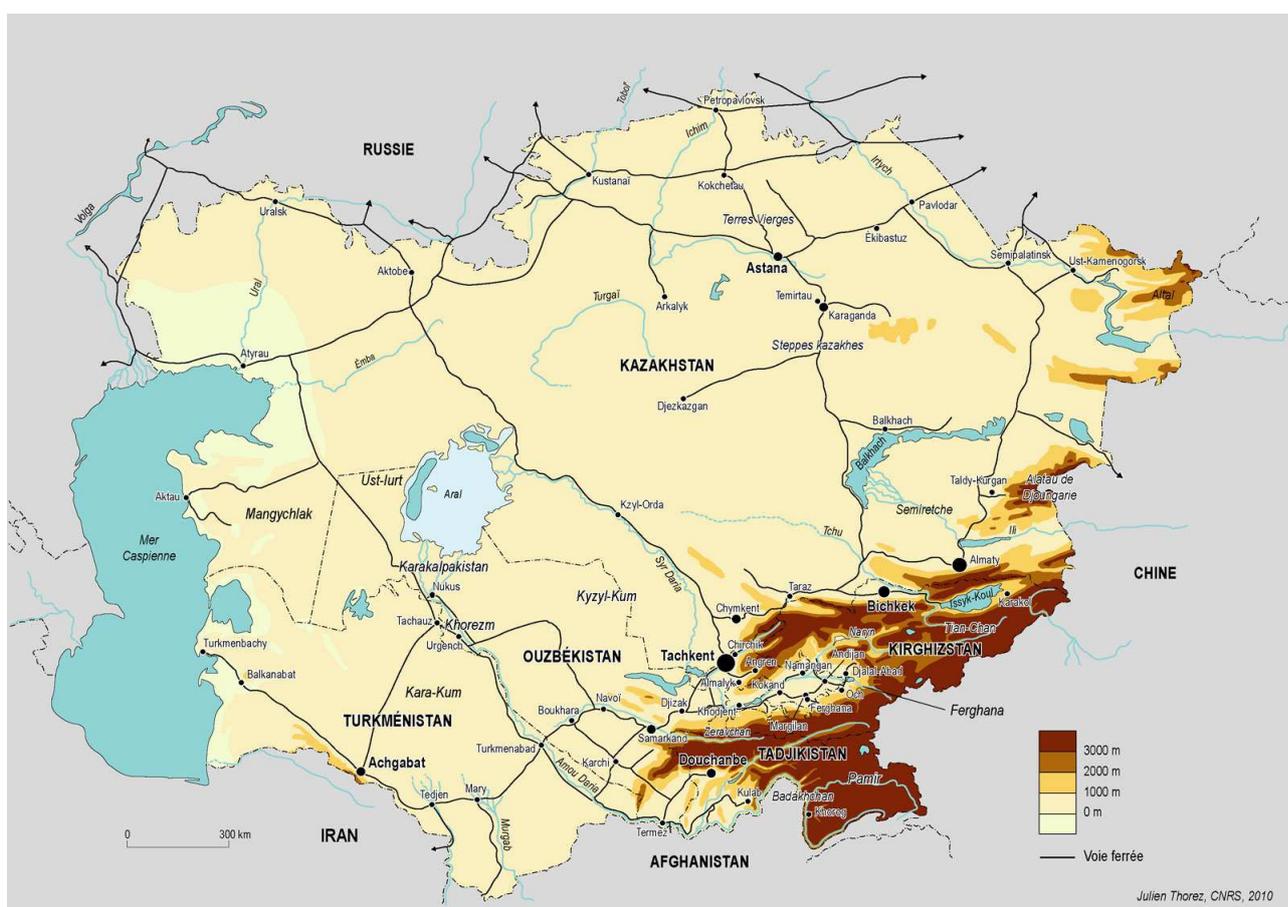
⁷¹ DE LAPRADELLE Paul, *La frontière*, Paris, Éditions Internationales, 1928, page 201

⁷² BALLAND Daniel, "Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des États centrasiatiques", *Hérodote*, 1997, n°84, pp. 77-123

⁷³ GERMANOV V., traduction de Vanessa Balci et Carole Ferret, « Eléments d'histoire identitaire de l'Asie centrale », Cahiers d'Asie centrale, 19-20, 2011, page 27-50

important dans l'aménagement du territoire en Asie centrale, et l'installation des populations au sein de celui-ci.

En raison de ses terres contrastées entre des montagnes dotées en ressource d'eau, et des basses terres plus sèches, l'Asie centrale est un exemple classique de situation d'interdépendance entre les nations qui la composent. Divisée entre une zone montagneuse au Nord (comprenant le Tadjikistan et le Kirghizistan), et une zone plate au Sud (comprenant l'Ouzbékistan, le Kazakhstan et le Turkménistan), la région n'offre pas à ses habitants les mêmes dotations en ressources. En effet, les États situés en amont sont de véritables châteaux d'eaux, qui fournissent l'essentiel de l'eau aux populations de la région. Les États en aval, quant à eux, ne possèdent pas cette ressource sur leurs territoires, et dépendent de l'eau provenant des hautes montagnes tadjikes et kirghizes.



*Reliefs de l'Asie centrale*⁷⁴

⁷⁴ THOREZ Julien, *Les nouvelles frontières de l'Asie centrale : États, nations, et régions en recomposition*, 2011

Le transfert de l'eau à travers la région permet de doter toutes les populations de quantités suffisantes en eau, mais entraîne également une situation de forte dépendance entre les États. Ainsi, contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'Asie centrale ne manque pas d'eau. La ressource présente en relative abondance, mais elle est, depuis longtemps, largement accaparée par l'agriculture. Il est intéressant de consulter les travaux de la chercheuse suédoise Malin Falkenmark, qui étudie le degré de stress hydrique auquel sont soumises les différentes régions du monde. L'indice de Falkenmark pour l'Asie centrale démontre que la disponibilité en eau renouvelable, par habitant, est globalement suffisante⁷⁵ mais que l'important prélèvement de cette ressource peut conduire à une situation de stress hydrique. Cet indicateur est particulièrement pertinent pour l'étude de la situation centre-asiatique car il a été conçu pour calculer la disponibilité d'eau dans des pays aux conditions climatiques et hydrologiques similaires, et dont l'alimentation des populations dépend principalement d'une production agricole intérieure et irriguée.

Région au riche potentiel hydraulique, l'Asie centrale fut très tôt perçue comme un territoire susceptible de devenir un véritable grenier pour la production de matières premières et notamment pour la culture du coton. L'Asie centrale comprend des zones d'irrigation parmi les plus anciennes du monde. Un tournant a eu lieu dans la région à la suite de la Révolution bolchevik de 1917, à la suite de laquelle les soviétiques ont réorganisé la gestion de la ressource hydraulique. L'eau a été retirée des mains des conseils traditionnels dans lesquels elle résidait alors, pour être gérée par de nombreux organismes gouvernementaux. Moscou semble alors s'être investi d'une véritable mission hydraulique avec l'ambition de vaincre les déserts de la région et de faire de l'Asie centrale une grande oasis irriguée. Via une politique de grands travaux engagée par les soviétiques, l'eau est ainsi devenue un facteur d'aménagement du territoire. En transformant les rivières en potentielles ressources économiques, Moscou a, en quelque sorte, dompté la nature, faisant fi des nombreux caractéristiques hydrologiques de la région. Les diverses infrastructures construites, véritables instruments de pouvoir, ainsi que le gigantisme des projets hydrauliques ont eu pour visée de « *rattraper et dépasser les pays avancés* ». ⁷⁶ L'eau et ses aménagements ont représenté une vitrine du développement

⁷⁵ Cet indicateur nous montre que tous les territoires centrasiatiques se trouvent au-dessus du seuil de pénurie, fixé à 1 000 m³/habitant/an (2 740 l/jour) et sont pour la majorité bien pourvus en eau, puisqu'ils se situent dans la fourchette de 2 000 à 7 000 m³/habitant/an.

⁷⁶ Slogan en vigueur durant la période soviétique pour justifier les grands travaux hydro-agricoles mis en place par le régime de Moscou.

soviétique en Asie centrale. La construction en quelques mois à peine, des 270 km de longueur du canal du Ferghana a été entourée d'une grande propagande vantant la puissance des ouvriers soviétiques.⁷⁷

Sous le joug soviétique, la gestion de l'eau était extrêmement centralisée, et les grandes politiques d'aménagements hydrauliques dépendaient du Ministère de l'Eau, (*Mindvodhoz*), et du Ministère de l'Énergie (*Minenergo*), dont les grandes orientations dépendaient du pouvoir central. Des agences régionales, les *Bassejnovoe vodohozjajstevnnoob'edinenie* (BVO), situés à Urgen et Tachkent organisaient la distribution de l'eau dans les bassins de l'Amou Daria et du Syr-Daria.⁷⁸ Seuls les cours d'eau dont le débit moyen était inférieur à 19m³/sec ne tombaient pas sous le contrôle de ces organismes de régulation.⁷⁹ Malgré certains désaccords inter-étatiques, Moscou s'est imposé comme le seul arbitre susceptible de régler les contentieux régionaux au sujet de l'eau. En aval, les républiques socialistes soviétiques kirghizes, turkmènes et ouzbeks se sont vues assignées de la majorité de l'eau pour l'irrigation, tandis que les républiques en amont, du Kirghizstan et du Tadjikistan étaient indemnisées par des apports énergétiques venant de leurs voisins. Dans ce système, les tensions sont évitées via l'imposition de quotas d'eau, et des prélèvements coordonnés entre les cinq républiques par le pouvoir moscovite. L'indice d'exploitation hydraulique varie fortement d'un États à l'autre, résultant d'une inégale pression sur les ressources, puisque certains États à l'image de l'Ouzbékistan et du Turkménistan, mobilisent pratiquement la totalité des ressources, tandis que le Kirghizistan et le Kazakhstan sont loin de prélever la totalité de ce qu'ils pourraient. La répartition de l'eau entre les cinq républiques est ainsi organisée selon un système de dépendance mutuelle, tel que les pays en amont s'appuient sur l'énergie fournie par les pays en aval qui eux même dépendent des ressources hydrauliques des sommets tadjik et kirghiz. Suivant ce système, et en vertu du principe de spécialisation des économies, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ont eu vocation à faire de la Russie le premier exportateur mondial de coton. Cette idéologie productiviste soviétique a été particulièrement nocive pour l'environnement. D'après Bern Stevens Ritcher, les soviétiques étaient convaincus de la supériorité de l'être humain sur la nature, et de leur contrôle

⁷⁷ CARIOU Alain, « L'eau et l'aménagement du territoire en Asie centrale », *Cahiers d'Asie centrale*, 25, 2005, pages 19-58

⁷⁸ THOREZ Pierre, « Le partage des eaux dans les républiques d'Asie centrale, une manifestation des tensions post Soviétique », 2003

⁷⁹ THOREZ Julien, THOREZ Pierre, « Les politiques publiques de l'eau en Asie centrale post-soviétique », *Cahiers d'Asie Centrale*, Gestion de l'indépendance et legs soviétiques en Asie centrale, 13/14, 2004.

sur les potentiels aléas de celle-ci.⁸⁰ C'est pour cette raison que très peu de dirigeants soviétiques se sont souciés des conséquences de leurs politiques cotonnières, malgré les alertes lancées par certains scientifiques qui avaient anticipé dès les années 1960 la diminution du volume de la mer d'Aral à cause de cette irrigation.⁸¹

Ainsi, l'URSS a attribué à l'Asie centrale une finalité géostratégique, et les barrages et canaux ont fait de l'eau une véritable arme de pouvoir.⁸² La mission hydraulique avait pour objectif de faire reculer les déserts et de dompter la nature. Parce qu'elle a profondément accéléré l'aménagement du territoire, l'eau est devenue facteur d'intégration des régions périphériques de l'URSS au pouvoir central. Au sein du système soviétique, basé sur les spécialisations économiques régionales, les infrastructures ont été bâties à l'échelle de la région, plaçant les territoires en interconnexion.

2. De la planification régionale par Moscou à la gestion individualisée de la ressource : une délicate transition

L'implosion de l'Union Soviétique en 1991 a conduit à l'émergence des cinq républiques centre-asiatiques indépendantes, de nouvelles entités aux objectifs nationaux propres. En 1991, un véritable changement de paradigme a lieu dans la région, puisque la question de l'eau autrefois gérée par Moscou devient à présent plus nationale que régionale. Avec l'apparition d'une nouvelle carte politique de l'Asie centrale en 1991, l'équilibre qui prévalait s'effondre au profit d'États nations qui tentent de développer leur propre politique hydraulique.

Alors qu'elles étaient considérées comme un ensemble agricole unitaire et unique par le pouvoir soviétique, les cinq républiques post-soviétiques développent dès l'indépendance des ambitions multiples concernant l'utilisation de leurs terres et de la ressource hydrauliques. L'indépendance a ainsi largement renforcé la vision nationale des ressources, considérées

⁸⁰ RITCHER Bern Stevens, "Nature mastered by man : ideology and water in the soviet union", *Environment and History*, Vol 3, No 1, 1997, pages 66-69

⁸¹ MICKIN P., "The Water Management Crisis in Soviet Central Asia", *The Carl Beck Papers*, No 905, Pittsburg, University of Pittsburg Center for Russian and East European Studies, 1991, p 47

⁸² CARIOU Alain, « L'eau et l'aménagement du territoire en Asie centrale : une ressource fondamentale pour un développement à repenser », *Cahiers d'Asie centrale*, 25, 2015, pages 19-58

comme des instruments potentiels d'affirmation de puissance nationale et non plus des outils transfrontaliers et communs. Le passage de l'eau commune à l'eau partagée n'a pas été sans conséquences sur la géopolitique régionale. En 1991, les réseaux d'irrigations ont été partagés et répartis entre les États riverains aux ressources et besoins hydrauliques très diversifiés. Dans les pays situés en amont du bassin, à savoir le Kirghizstan, et le Tadjikistan, l'eau du fleuve Amou-Daria est utilisée principalement pour l'énergie hydraulique surtout en hiver. Parallèlement en aval, l'eau est utilisée à des fins agricoles en été. Les principales nations agricole que sont l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, et le Turkménistan deviennent alors dépendantes de sources externes pour leur approvisionnement d'eau.⁸³ La répartition de la ressource devient un enjeu politique, économique et social, en raison des nombreuses et fréquentes pénuries qui touchent les États situés en aval des fleuves. Il est ainsi assez surprenant de constater qu'un cadre de coopération transfrontalière a vu le jour à la suite de l'indépendance, et même quelque temps avant. En effet, avant même l'effondrement de l'Union soviétique, les cinq républiques d'Asie centrale ont pris conscience de l'importance d'une coopération autour de la ressource hydraulique, et ont décidé, par le biais d'une déclaration commune adoptée le 12 octobre 1991, de faire perdurer le système d'allocation de l'eau tel qu'il existait au temps du pouvoir soviétique.⁸⁴ Dès le 12 février 1992, les cinq républiques post-soviétiques ratifient « *l'accord sur la coopération pour la gestion l'utilisation et la protection des ressources en eau de sources internationales* » également connu sous le nom des Accords d'Almaty. Celui-ci reconnaît la communauté et l'unité des ressources en eau de la région et prévoit la mise en place d'une commission inter étatique supposée coordonner la gestion de l'eau et régler les différends frontaliers pouvant survenir.⁸⁵ La Commission Inter Étatique pour la Coordination de l'eau en Asie centrale (*Mežgosudarstvennaâ koordinacionnaâ vodohozâjstvennaâ komissiâ – MKVK*), est ainsi créée. Il s'agit d'un organe paritaire agissant théoriquement sur la base du consensus, inclus dans le Fond International pour la Sauvegarde de la Mer d'Aral (IFAS). En vertu des accords d'Almaty, les nations d'Asie centrale ont accepté la conservation des allocations telles qu'elles prévalaient sous l'ère soviétique, faisant par la même occasion perdurer les inégalités de quota. Par cet accord, les États s'engagent également à ne pas porter atteintes aux intérêts des autres Parties ni à leur causer des dommages quelconques.⁸⁶

⁸³ *Annexe Numéro 1*

⁸⁴ Interstate Commission for Water Coordination of Central Asia, [en ligne]: <http://www.icwc-aral.uz>

⁸⁵ Accord d'Almaty : Almaty Agreement on the Legal Framework of the Interstate Commission for Water Coordination of Central Asia, : <http://www.icwc-aral.uz/statute1.htm>

⁸⁶ *Ibid.*

De ce début de coopération régionale prometteur émerge un cadre institutionnel constitué d'une pléthore d'accords et de conventions, à l'image du Fond International pour la mer d'Aral (IFAS), du Conseil interétatique pour le bassin de l'Aral (ICAS), ainsi que des autorités de gestion pour les bassins de l'Amou et du Syr-Daria. Instaurées en mars 1993, l'IFAS et ICAS sont des interfaces de discussion pour l'élaboration de politiques communes ayant pour visée de lutter contre l'assèchement de l'Aral, tout en améliorant la situation environnementale dans la zone, et garantir le développement économique et social de la région. En 1997 sont fusionnées l'ICWC et l'ICAS, dans l'espoir de simplifier les procédures administratives et d'éliminer l'inertie bureaucratique.⁸⁷ Un cadre relativement complet de coopération a ainsi vu le jour, avec d'un côté l'ICWC, une autorité technique qui supervise la répartition des ressources, et de l'autre l'IFAS, qui guide l'action de l'ICWC en fonction des politiques des États membres. Outre la prévention des conflits, cette coopération post indépendance s'explique par la volonté des États de faire perdurer la culture du coton, hautement importante pour l'économie régionale.

Bien que les États d'Asie centrale se soient accordés à la suite de l'indépendance sur la continuité des quotas de l'ère soviétique, la situation géopolitique de la région a largement entravé cette dynamique. La guerre civile au Tadjikistan et la mauvaise situation économique du Kirghizistan, les deux principaux fournisseurs d'eau, ont amené à une situation de délabrement des équipements hydrauliques. Le mauvais état des infrastructures et leur non-fonctionnement chronique ont exacerbé les tensions entre les États qui se sont mutuellement accusés d'excéder leur attribution d'eau. Par exemple, le Turkménistan a été accusé d'utiliser trop d'eau au détriment de l'Ouzbékistan, qui a été lui-même tenu coupable par le Kazakhstan d'abuser de la ressource.⁸⁸ La situation s'est dégradée autour des accords tacites existants entre les nations au sujet des échanges d'eau et d'énergie. Les pays de l'amont échangent de l'eau avec l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, en échange de gaz, charbon ou pétrole. A l'instant où des tensions autour des quotas d'eau ont éclaté, les livraisons énergétiques ont été utilisé comme instrument de contrainte et de force, créant des situations particulièrement délicates pour les populations.

⁸⁷ HORSMAN Stuart, " Transboundary Water Management and Security in Central Asia ", 2018, [en ligne] https://www.researchgate.net/publication/327129656_Transboundary_water_management_and_security_in_Central_Asia,

⁸⁸ IGC Asia Report n°34, Central Asia : Water and conflict, 30 May 2002. [en ligne] : https://www.files.ethz.ch/isn/28347/034_central_asia_water_conflict.pdf

En dépit d'une coopération de surface, la situation régionale en Asie centrale témoigne d'une prédominance à l'individualisme dans la gestion de la ressource hydraulique. Cette politique du chacun pour soi se heurte à des situations d'interdépendance imposées par le système passé. Chaque État cherche à tirer le maximum de bénéfices de la ressource hydraulique, tout en s'assurant de pas être lésé dans la répartition allouée à la ressource. Les tensions sont d'autant plus fortes que la partition territoriale effectuée par le pouvoir soviétique, entre 1924 et 1936, a créé des interdépendances entre les États, en soulignant le caractère transfrontalier de multiples fleuves, bassins et infrastructures. Tous les États n'occupent pas la même position géostratégique en ce qui concerne leur rapport aux fleuves. Le Tadjikistan par exemple, dispose d'une position favorisée puisqu'il se situe en amont de l'Amou-Daria, tout comme le Kirghizistan, qui contrôle théoriquement le débit du Syr-Daria. Dans le cadre des accords existants sur l'eau, les trois États situés en aval (le Kazakhstan, Turkménistan, Ouzbékistan) reçoivent 73% des prélèvements totaux sur le bassin de la mer d'Aral contrastant largement avec la situation du Tadjikistan et du Kirghizistan, localisés en amont. Ces deux États, qui sont la source de 90% de toute la quantité d'eau disponible, ne reçoivent que 11% et 5% respectivement.⁸⁹ Ces soucis d'allocations sont extrêmement importants dans une région où près de 90% des cultures sont irriguées. Le coton, sous-tend les économies de l'Ouzbékistan et du Turkménistan. Elle assure 30% du produit intérieur brut de l'Ouzbékistan, 35% de ses emplois et 27,5% de ses exportations.⁹⁰

En dépit de la création d'un véritable cadre institutionnel censé réguler les allocations d'eau, les tensions régionales demeurent fortes au sujet des quotas alloués aux différents États. Les pourcentages d'eau répartis aux différentes républiques ne reflètent pas souvent la réalité des besoins des populations,⁹¹ et sont le témoignage direct de l'héritage soviétique dans la région. Si ceux-ci conviennent à certaines nations bien dotées en ressources hydrauliques, d'autres plus lésées à l'image du Kirghizistan souhaitent changer le système en place. Les cinq États d'Asie centrale affirment et réaffirment régulièrement leur souveraineté sur l'eau, et ont tous adopté des lois classifiant les terres et les cours d'eaux comme étant des biens nationaux,

⁸⁹ ALLOUCHE Jeremy "Géopolitique de l'eau en Asie centrale : de la colonisation russe à la conférence internationale d'aide à l'Afghanistan (1865-2002) », CEMOTI, Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien, 2003, page 148

⁹⁰ HORSMAN Stuart, " Transboundary Water Management and Security in Central Asia ", https://www.researchgate.net/publication/327129656_Transboundary_water_management_and_security_in_Central_Asia, 2018

⁹¹ Selon le rapport de la Commission ICWC, le Kirghizistan considère le Syr-Daria comme une rivière nationale, et non internationale, en gardant donc une part importante pour lui.

et non transfrontaliers. Cette situation, où chaque État exploite l'eau aux dépens de ses voisins, tout en restant membre d'un cadre de coopération, est paradoxale, et source de nombreuses frictions.

PARTIE II : L'ASIE CENTRALE, TÉMOIN D'UNE CRISE ÉCOLOGIQUE SANS FRONTIÈRES, FACE AUX DÉFIS SÉCURITAIRES CONTEMPORAINS

Chapitre 4 : *L'insécurité environnementale en Asie centrale : une situation héritée de son passé soviétique*

1. Considérée comme un front pionnier par le pouvoir soviétique, la région est le théâtre d'une destruction environnementale accrue

Longtemps considérée comme une région immaculée et sous-peuplée, L'Asie centrale est apparue aux yeux des puissances impériales comme un terrain vierge, sorte d'espace expérimental voué à accueillir des villes industrielles et des activités stratégiques à hauts risques. Durant la Guerre Froide, l'hyper-continentalité de la région et sa richesse en uranium en ont fait un laboratoire et un pôle privilégié pour la production, le stockage et l'expérimentation d'armes nucléaires. En effet, la profondeur géographique de la région, enclavée et isolée du reste du monde, la définit comme une terre potentielle à toute sorte d'essais. La course aux armements qui a marqué la période de Guerre Froide semble avoir quelque peu occulté toutes préoccupations écologiques en Asie centrale, dont l'environnement a largement été dégradé par des actions humaines. D'après l'ONG environnementale américaine, the Blacksmith Institute, cinq des dix endroits les plus pollués de la planète se situeraient actuellement en Russie et en Asie centrale.⁹² Il semblerait que l'idéologie économique dite du marxisme-léninisme ait joué un rôle important dans l'exploitation et la

⁹² La Documentation française : <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000066-environnement-et-pollution-en-russie-et-en-asie-centrale-l-heritage-sovietique/introduction>

destruction des terres en Asie centrale. Selon cette approche, une idée de domination humaine sur la nature et sur les ressources naturelles est prônée, et les préoccupations environnementales bien souvent occultées. On pourrait également émettre l'hypothèse que l'idée de ressources inépuisables sur ce gigantesque territoire était répandue sous le pouvoir soviétique, ce qui a conduit à une surexploitation de celles-ci. Au total, ce sont aujourd'hui 800 000 000 tonnes de déchets toxiques qui sont stockés en Asie Centrale, à proximité des rivières ou des villages,⁹³ menaçant directement la santé des populations. L'Asie centrale regorge de ressources naturelles abondantes tel que le minerai uranique, qui a, jadis, encouragé les extractions par le pouvoir russe. De nombreux sites d'exploitations, initiés au temps des soviétiques, sont aujourd'hui laissés à l'abandon, ancrant de profondes traces radioactives dans le sol. Les silos de stockages les plus préoccupants sont ceux des sites de Mailuu-Suu et Min-Kush au Kirghizistan, de Taboshar et Khodjent au Tadjikistan et enfin celui de Chorkesar en Ouzbékistan.⁹⁴ Au Tadjikistan, la mine à ciel ouvert de Taboshar, située à quelques kilomètres de la frontière avec l'Ouzbékistan a été fermée en 1973. Malgré sa fermeture, le manque d'encadrement fait qu'aucune barrière n'en délimite ni l'entrée ni les contours. La mine ressemble aujourd'hui à un profond trou dans lequel l'eau ruisselle, entraînant les déchets radioactifs dans les contrées environnantes. Pas très loin, dans la ville de Kanibadam, ce sont près de trois-milles tonnes de pesticides, ayant servi pour l'agriculture, qui sont enterrées.⁹⁵ L'érosion des sols contribue à la remontée en surface de ces produits toxiques, et les pluies diluviennes qui s'abattent régulièrement sur la région entraînent les substances nocives vers les rivières et les villages. Au Kirghizistan, le village de Mailuu-Suu fait face à un puissant héritage nucléaire. Petite ville de vingt-milles habitants, elle abrite dix millions de tonnes d'uraniums extraites des montagnes alentours et envoyées à Moscou pour alimenter son programme atomique. Durant les vingt ans d'extraction, environ deux millions de mètres cubes de résidus miniers radioactifs ont été stockés autour du village, entraînant de forts rayonnement radioactifs dans les plaines alentours. En 2006, cette ville a été classée quatrième au classement des villes les plus polluées de la planète par le Black Smith Institute.⁹⁶ La présence de métaux lourds et de radionucléides a été constaté dans l'eau du robinet ce qui pose un sérieux problème de santé publique. D'après un rapport du Central-Asia-Caucasus Institute, un niveau de trente micro-

⁹³ Novastan « Vie et mœurs des déchets uraniques centre-asiatiques », *Novastan*, 22 mars 2013

⁹⁴ La Documentation française « Pollution chimique en Asie centrale : la vallée du Ferghana » : [en ligne] <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/heritage-sovietique/ferghana.shtml>

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ Pure Earth, Blacksmith Institute, <https://www.pureearth.org/tag/mailuu-suu/>

sievert par heure a été mesuré à certains endroits de Mailuu-Suu, équivalent à trente fois plus que le seuil d'exposition radioactive recommandé par l'Union Européenne (le sievert étant l'unité utilisée pour donner l'impact des rayonnements radioactifs sur l'Homme).⁹⁷ La Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR) recommande de ne pas recevoir une dose annuelle de plus d'un millisievert. Dans une interview accordée à RadioFreeEurope (RFE), Rarmen Toychen chercheur à l'Académie des Sciences du Kirghizstan, a affirmé qu'un lien direct entre la radioactivité et la présence de pathologies lourdes, a été prouvé dans les zones sensibles de la région.⁹⁸ Ceci pose un important danger pour la santé et la sécurité des habitants. La rivière qui traverse Mailuu-Suu alimente en eau environ six millions de personnes, à travers le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, qui sont ainsi potentiellement contaminés. Bien que le site soit localisé, la menace est donc largement transfrontalière.

A ce lourd héritage, viennent s'ajouter les conditions naturelles difficiles du milieu, puisque l'Asie centrale est située sur une zone géologiquement instable, exposée à d'importants risques sismiques. Les tremblements de terres et inondations susceptibles de déplacer des pans entiers de terres et de provoquer des glissements de terrains représentent une véritable menace pour la sécurité des populations. L'un des endroits de l'Asie centrale qui concentre le plus de risques et de menaces est très certainement la Vallée du Ferghana, une vallée très radioactive et sujette à toutes sortes de détériorations. Partagée entre l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan, et abritant près de onze millions d'habitants, elle est la région la plus peuplée d'Asie centrale. Véritable poudrière environnementale s'étendant sur vingt-deux mille kilomètres carré, cette vallée vit sous la menace permanente d'une pollution à la radioactivité et aux métaux lourds.⁹⁹ La richesse en minerais de son sous-sol explique certainement que l'Union Soviétique s'y soit fortement intéressée au cours du XXème siècle. Bien qu'elle soit géographiquement divisée en territoires distincts, la pollution est sans frontières au sein de la vallée du Ferghana. Nombreux sont les sites sensibles qui représentent de réelles menaces environnementales et nécessitent une surveillance et une vigilance accrue. Le danger vient également du fait que ces déchets ont été enfouis dans des installations non adaptées, vétustes, construites trop rapidement, qui se voient aujourd'hui délabrées n'isolant plus les déchets de

⁹⁷ MOLDOAZIEVA Kalia, "Radioactive Tailings In Kyrgyzstan : challenges and solutions", China and Eurasia Forum Quarterly, Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Programm, 2010, Volume 8, N°2, p.203-219

⁹⁸ "The Kirgiz city built on nuclear waste ", *Radiofree Europe*, 2017, consultable : <https://www.rferl.org/a/kyrgyzstan-mailuu-suu/28570842.html>

⁹⁹ *Annexe numéro 2*

leur environnement naturel. Les substances dangereuses et mortelles contenues dans les déchets radioactifs se sont, avec le temps et les détériorations naturelles du milieu, infiltrées dans l'eau et les sols contaminant non seulement les villages alentours mais également les régions situés en aval. De nombreuses catastrophes naturelles fréquentes dans la région à l'image de séismes ou des coulées de boue favorisent l'infiltration des substances nocives et chimiques dans les sols des pays d'Asie Centrale. C'est principalement ce qu'il s'est produit en décembre 1964 au Kirghizstan lorsque le site de stockage d'Ak-Tuz s'est effondré à la suite d'un très violent tremblement de terre. Environ six-cent mille mètres cubes de déchets se sont déversés dans la rivière Kitchi-Kémin, créant des torrents de boue radioactive, se répandant dans les vallées et les villages.¹⁰⁰

Du temps de l'URSS, l'Asie centrale a servi de terre vierge à de multiples essais nucléaires. Le polygone de Semipalatinsk, situé au Kazakhstan, était l'un des principal site d'essais atomiques soviétique. Situé au nord et à l'est du Kazakhstan, au nord de la capitale Almaty, il se situe à proximité de l'habitat de trois-cent mille personnes selon l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique des Nations Unies.¹⁰¹ Opérationnel entre 1949 et 1989, l'Union Soviétique y fit exploser un total de quatre-cent soixante-huit bombes atomiques, dont trois-cent quarante-trois étaient sous-terraines.¹⁰² Bien qu'il ait été fermé en 1991 par les autorités kazakhes, ce site s'étendant sur plus de 18 540 km² présente encore aujourd'hui de graves risques pour la santé publique, d'après un rapport de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique.¹⁰³ Ce lourd passé nucléaire a encore aujourd'hui un énorme impact sur la santé humaine et la fragilité des écosystèmes. L'Asie centrale n'a pas été uniquement un terrain d'expérimentation en terme nucléaire, mais également l'un des principaux endroits de fabrication d'armes bactériologiques pendant la Guerre froide. Vozrozhdeniya, ancienne île de l'Aral, abritait pendant l'ère soviétique un laboratoire secret de fabrication d'armes bactériologiques. A quelques kilomètres de là, le cosmodrome de Baïkodonour, inauguré en 1956, sert encore aujourd'hui de base de lancement pour les fusées et les missiles russes. A des

¹⁰⁰ *Vie et mœurs des déchets radioactifs*, Novastan, 22 mars 2013, consultable : <https://www.novastan.org/fr/kirghizstan/vie-et-murs-des-dechets-uraniques-centre-asiatiques/>

¹⁰¹ Agence Internationale de l'Énergie Atomique, « Radiological conditions at the Semipalatinsk Test Site, Kazakhstan », 1998, [en ligne]: https://www-pub.iaea.org/MTCD/Publications/PDF/Pub1063_web.pdf

¹⁰² AMIARD Jean-Claude, « Les accidents nucléaires militaires : conséquences environnementales, écologiques, sanitaires et socio-économiques », 2018, page 82

¹⁰³ Agence Internationale de l'Énergie Atomique, « Radiological conditions at the Semipalatinsk Test Site, Kazakhstan », 1998. [en ligne]: https://www-pub.iaea.org/MTCD/Publications/PDF/Pub1063_web.pdf

degrés divers, tous les États d'Asie centrale subissent aujourd'hui les conséquences de leurs passées soviétiques, et de leur rôle de front pionnier pour le pouvoir russe.

En s'intéressant de plus près aux situations nationales on constate que toutes les républiques d'Asie centrale sont touchées par cette dégradation des milieux. Au Tadjikistan par exemple, les risques environnementaux majeurs sont principalement les résultantes de la salinisation croissante des sols, l'érosion de ceux-ci et la disponibilité limitée d'eau potable. Le pays est situé sur une plaque tectonique très active, produisant une activité sismique considérable.¹⁰⁴ Soumis à de nombreuses catastrophes naturelles donnant lieu à des glissement de terrain, des inondations et des coulées de boue, le pays voit sa situation aggravée par les activités humaines agricoles et industrielles. D'après une étude du PNUD, ce sont au total près de 83% de la surface du pays qui sont érodés.¹⁰⁵ La salinisation des sols, résultante de pratiques d'irrigation mal maîtrisée touche quasiment dans sa totalité le territoire tadjik, qui ne compte seulement 7% de terres arables pour l'ensemble de sa surface.¹⁰⁶ Chaque année, ce sont environ quatre-mille hectares qui sont mis hors d'usage pour l'agriculture en raison de la salinisation et de l'engorgement des terres. Au Turkménistan, 80% des terres sont désertiques, conséquence de la culture intensive du coton mise en place par Moscou, qui a drainé les réserves d'eau douce et provoqué la salinisation du fleuve Amou-Daria.¹⁰⁷

2. L'Aral : un cataclysme écologique aux répercussions importantes

En plus de son utilisation comme un front pionnier pour diverses sortes d'expérimentations scientifiques et nucléaires, l'Asie centrale, nous l'avons vu, a joué le rôle de grenier de l'URSS pour sa production cotonnière notamment. Via une irrigation pratiquée à outrance, le pouvoir soviétique a contribué au bouleversement des équilibres hydrologiques de la région et à la destruction de l'écosystème. L'un des exemples les plus célèbres illustrant les conséquences néfastes de l'irrigation outrageuse menée par l'URSS est certainement la catastrophe de l'Aral.

¹⁰⁴ Site France Diplomatie, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, « Tadjikistan : Conseil aux voyageurs », [en ligne] : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/tadjikistan/#securite>

¹⁰⁵ Poverty-Environment Initiative in Tajikistan, "The economics of land degradation for the agricultural sector in Tajikistan – a scooping study", UNDP, [en ligne]: [https://www.undp.org/content/dam/tajikistan/docs/projects/PEI/Economics%20of%20Land%20Degradation%20Report%20ENG%20pre-final%20\(2\).pdf](https://www.undp.org/content/dam/tajikistan/docs/projects/PEI/Economics%20of%20Land%20Degradation%20Report%20ENG%20pre-final%20(2).pdf)

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ *Ibid.*

C'est par le biais de cette désastreuse couverture médiatique, principalement au sein des médias occidentaux, que la situation écologique de l'Asie centrale a été révélée au grand jour à la fin des années 1990. La dévastation de ce territoire résulte pour l'essentiel de la politique cotonnière impulsée par le pouvoir soviétique et du manque de coopération entre les États riverains du bassin pour remédier à la situation. Les conséquences de l'assèchement de la mer d'Aral sont particulièrement néfastes pour les États limitrophes, à l'image de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan dont les économies ont lourdement pâti de la situation. Les ports de pêche qui faisaient autrefois la fierté des États limitrophes de l'Aral sont aujourd'hui dévastés et transformés en villes fantômes.¹⁰⁸ Plusieurs hypothèses autour du dessèchement de cette mer ont vu le jour, mais la plus plausible de toutes place la responsabilité de ce désastre dans la mauvaise stratégie économique, la surspécialisation (notamment cotonnière) et la surexploitation.¹⁰⁹ Selon Vladimir Mikhaïlovitch Kotlyakov, géographe et glaciologue russe, la destruction de la mer d'Aral remonte aux années 1950 lorsque le gouvernement soviétique a décidé de faire de l'Asie centrale son grenier agricole.¹¹⁰ Une industrialisation outrageuse a mené à la surexploitation des terres irriguées au point de rompre l'équilibre de renouvellement naturel des ressources en eau et d'entrer dans une phase de pénurie. Une autre hypothèse, énoncée par les chercheurs Michael Glantz, Alvin Z. Rubeistein et Igor Zonn, avance que le dessèchement de la mer d'Aral serait principalement dû au détournement des deux fleuves principaux de la région, l'Amou Daria et le Syr-Daria.¹¹¹ Un rapport fourni par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) semble aller dans ce sens, en relevant une baisse du débit d'eau rejeté dans la mer d'Aral entre 1956 et 1985. En effet, suivant les conclusions de ce rapport, le débit provenant de l'eau des deux fleuves se jetant dans l'Aral, est passé de 290 km³ à 10 km³ en 1985.¹¹²

Située à la frontière du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, l'Aral formait en 1960 le quatrième plus grand lac salé du monde, avec une superficie de soixante-six mille km², derrière la Caspienne, le lac Supérieur et le lac Victoria. Au cœur de la stratégie soviétique de

¹⁰⁸ CARLEY Patricia, "The price of the Plan", *Central Asian Survey*, Vol 8, 1989

¹⁰⁹ KOTLYAKOV V.M., "Concept for Preserving and Restoring the Aral Sea and Normalizing the Ecological, Public Health and Socio-Economic Situation in the Aral Region", *Post-Soviet Geography*, Vol 33, No 5, 1992

¹¹⁰ KOTLYAKOV V.M., "The Aral Sea Basin : a critical environmental zone", *Environment : Science and Policy for Sustainable Development*, 1991, 33, pages 4-38

¹¹¹ GLANTZ M, RUBEISTEIN A.Z, ZONN I., "Tragedy in the Aral Sea Basin", *Global Environment Change*, 1993, 174-193

¹¹² United Nations Environment Program (UNEP), "Diagnostic Study for the Development of an Action Plan for the Conservation of the Aral Sea", UNEP, Diagnostic Study 1992

production de coton, l'Aral a été la victime d'un programme d'irrigation prométhéen qui a mené à une rupture de son équilibre hydrologique et à une surexploitation de ses réserves. L'irrigation nécessitait une importante quantité d'eau, qu'il n'est pas aisé de trouver dans l'environnement aride entourant l'Aral. Afin de parvenir à une irrigation suffisante, les autorités soviétiques ont décidé de pomper l'eau des deux fleuves Amou-Daria et Syr-Daria, ce qui a conduit à leur épuisement au niveau de leurs embouchures. C'est cette intervention humaine qui a entravé l'alimentation de l'Aral par ces deux affluents principaux. Les pertes hydrique par évaporation et les prélèvements en amont étant restés constants, le bilan annuel de la mer est rapidement devenu négatif, ne permettant pas de régénérer le niveau d'eau comme il était habituellement possible. Les chiffres fournis par la FAO, et notamment l'organisme Aquastat considèrent qu'entre 1960 et 2009, l'Aral a perdu plus de 80% de sa superficie et 90% de son volume, si bien que le lac s'est retrouvé fractionné en quatre sous-bassins.¹¹³ Reculant de plus de cent-vingt kilomètres à certains points, l'assèchement de l'Aral a conduit à la disparition de certains points névralgiques tels que le port d'Aralsk qui était autrefois un véritable hub maritime. Dans les années 1960, l'Aral était un lac d'eau douce (comportant une salinité d'environ 10g/l), abritant une abondante population en faune lacustre (carpe, brème, brochet...) qui permettait une activité halieutique importante et indispensable à l'économie de la région. Aujourd'hui sur-salée (avec plus de 102 g/l de sel), l'eau du lac est devenue stérile. La pêche étant devenue impraticable, les populations locales ont massivement migré. La perte de près de quarante-mille kilomètres carré de mer d'Aral a également altéré le climat, qui en est devenu plus continental et sec. Auparavant, cette mer jouait le rôle d'un corridor régulateur des vents froids venus de Sibérie,¹¹⁴ ce qui permettait le maintien d'un climat plus ou moins tempéré dans la région. Désormais disparue, l'Aral ne peut plus contenir les vents secs venus du Nord, ce qui conduit à l'émergence de périodes estivales très sèches, et d'hiver glacials, résultant d'une augmentation de l'amplitude thermique de la zone, avec des températures pouvant atteindre jusqu'à -50°C.

Ainsi, autrefois quatrième plus grand lac du monde, l'Aral a subi un désastre écologique sans précédent du fait d'activités humaines mal gérées. Son assèchement progressif est l'exemple le plus tristement connu de cataclysme écologique en Asie centrale. Surtout, les

¹¹³ "Le temps est-il venu de sauver l'Aral", FAO, Département de l'Agriculture et de la Protection des Consommateurs, 1998, [en ligne] : <http://www.fao.org/ag/fr/magazine/9809/spot2.htm>

¹¹⁴ BASTIN Lucie, DESCHAMP-BERGER César, GRUSON Hugo, PETIT Antoine, *La gestion passée et actuelle du bassin de la mer d'Aral*, CERES-CERTI, École Normale Supérieure, [en ligne] : <http://www.environnement.ens.fr/IMG/Aral.pdf>

conséquences sociales, économiques et humaines de la disparition de l'Aral pèsent sur la stabilité régionale et témoignent de l'interdépendance des risques sécuritaires et écologiques qui ne peuvent pas être dissociés les uns des autres. La disparition partielle de l'Aral a aujourd'hui d'importantes conséquences sur la sécurité environnementale et humaine de la région d'Asie centrale, situation que nous détaillerons dans le chapitre suivant.

Chapitre 5 : L'Asie centrale face à des défis sécuritaires nouveaux et transfrontaliers

Traversée par la sécheresse, l'aridité, secouée par une véritable crise de l'eau et abritant une pollution accrue des sols, l'Asie centrale est une région où prévaut l'insécurité environnementale. Pour mieux comprendre ce concept, il semble pertinent de définir ce qui serait à contrario, une situation de sécurité environnementale, et quels sont les liens de celle-ci avec la sécurité humaine.

1. L'insécurité environnementale et humaine : des enjeux contemporains, conséquences du passé de la région

Les défis environnementaux, liés à la rareté des ressources minérales et à une dégradation des milieux, contribuent à l'augmentation des risques sécuritaires de l'Asie centrale. En s'appuyant sur les éléments de définition évoqués dans l'introduction, il semble à présent possible d'explicitier la situation d'insécurité environnementale et humaine qui sévit en Asie centrale. Les États de la région évoluent en effet sous la menace permanente de multiples crises liées à la dégradation des milieux, la disponibilité des ressources naturelles, et la lutte pour l'appropriation de celles-ci. La définition de sécurité environnementale énoncée par Michel Frederik, telle qu'elle est l'absence de menaces non-conventionnelles contre le substrat environnemental, essentielle au bien-être de sa population, semble correspondre aux situations

des États centre-asiatiques.¹¹⁵ Le concept de sécurité environnementale doit avant tout se concevoir dans une perspective étatique, ce sont les États qui sont responsables de leur situation d'insécurité et qui détiennent les outils nécessaires pour remédier à la situation. Les menaces non-conventionnelles, qui s'appliquent ici aux substrats environnementaux, correspondent aux menaces qui ne sont pas de nature purement militaire. Cette notion est la pierre angulaire du concept de sécurité environnementale. On peut affirmer qu'une menace à la sécurité environnementale d'un État existe dès lors qu'un élément dirigé contre un substrat environnemental est susceptible de remettre en question la qualité de vie et l'intégrité des habitants de la région. C'est dans cette perspective que l'on peut penser l'impact d'une situation d'insécurité environnementale : *Porte-t-elle atteinte à la population et sa qualité de vie ? A l'État et à son fonctionnement ? Quelles en sont les conséquences à l'échelle régionale ?*

En Asie centrale, les situations d'insécurité environnementales sont monnaie courante. En effet, le substrat environnemental, qui correspond aux écosystèmes, aux ressources, et aux cycles naturels, sont constamment, et depuis des décennies, menacés et dégradés. Les ressources naturelles ne sont pas réparties de manière équitable, ce qui entraîne des luttes entre les gouvernants pour leur appropriation. Les milieux ont été profondément dégradés par des pratiques agricoles et industrielles, impulsées à l'époque tsaristes puis soviétiques, ainsi que par de nombreux essais nucléaires et militaires. Les cycles naturels, et notamment les équilibres hydriques de certains cours d'eau et mers ont été rompus par l'action humaine, à l'image de la mer d'Aral. Parce qu'elle touche directement à la qualité de vie des habitants, la crise écologique qui sévit actuellement en Asie centrale a de fortes conséquences sur le développement économique de la région et donc implicitement sur la sécurité humaine. La notion de sécurité humaine a largement été développée dans un rapport du PNUD sur le développement humain, datant de 1994. Au sein de celui-ci, la sécurité humaine représente l'addition de sept notions de sécurité différentes : économique, alimentaire, médicale, environnementale, personnelle, collective, et politique.¹¹⁶ La sécurité humaine s'inscrit dans la même perspective que la sécurité environnementale, dont la visée conceptuelle résulte dans la volonté de ne pas comprendre la sécurité uniquement comme celle du territoire, mais bien d'en élargir la définition en plaçant l'individu au centre des préoccupations. Ces concepts

¹¹⁵ DEUDNEY Daniel, MATTHEW Richard Anthony *Contested Grounds : security and conflicts in the New environmental politics*, page 17, 1999

¹¹⁶ PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 1994

s'inscrivent dans des approches de politique étrangère qui reconnaissent qu'une stabilité, viable, ne pourra pas être atteinte tant que les individus ne seront pas à l'abri de menaces qui pèsent sur leurs droits, leur sécurité et leur développement. Cette sécurité humaine sous-entend donc que les États doivent prendre les dispositions nécessaires pour prémunir les individus face à une vulnérabilité potentielle et considère également l'importance de lutter contre les causes profondes de l'insécurité telles que la dégradation environnementale par exemple. Ces notions de sécurités environnementales et humaines ne supplantent bien évidemment pas la sécurité nationale, mais en sont bien des branches complémentaires. Kofi Annan, a défini la sécurité humaine comme le domaine qui « englobe les droits de l'homme, la bonne gouvernance, l'accès à l'éducation et aux soins de santé, et faire en sorte que chaque individu ait la possibilité de réaliser son potentiel. Chaque pas dans cette direction est un pas vers la réduction de la pauvreté, la croissance économique et la prévention des conflits. L'absence de besoins, l'absence de peurs et la liberté des générations futures de jouir d'un environnement naturel sain, sont les fondements d'une sécurité humaine, et donc d'une sécurité nationale ».¹¹⁷

Dans cette perspective, l'Asie centrale fait face à de nombreux enjeux à l'exemple de la sécurité politique, la sécurité communautaire (liée aux tensions ethniques), la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire, personnelle, économique ainsi que la sécurité environnementale. A la croisée des disponibilités d'eau, de la pauvreté, de la distribution des terres et de la dégradation de l'environnement, l'insécurité alimentaire se généralise également en Asie centrale. Parler de sécurité humaine est ainsi pertinent dans cette région au fort potentiel démographique et aux niveaux de pauvreté importants. En effet, la population des États d'Asie centrale augmente lentement mais de façon continue, ce qui accroît fortement le potentiel humain et économique de ces pays, mais également la nécessité – urgente - de satisfaire des conditions de vie décentes à ces individus. Celles-ci sont vulnérables à des risques liées à la pénurie de ressources naturelles, à la pollution des milieux, aux dangers liés aux déchets radioactifs et nucléaires, conséquences de toute sortes d'actions et politiques étatiques ayant privilégiées le développement nationale et économique, à la préservation des milieux et de la santé humaine. Si l'ensemble du territoire centre-asiatique présente, à des degrés divers, des zones de danger, certains périmètres ont une dangerosité nettement supérieure aux autres. On peut évoquer les territoires limitrophes de la mer d'Aral, ceux situés en aval des fleuves Amou-Daria et Syr-Daria, et bien sûr, toutes les anciennes zones d'essais nucléaires qui sont encore

¹¹⁷ ANNAN Kofi “ Towards a culture of peace”, 2001, [en ligne] : <http://www.unesco.org/opi2/lettres/textAnglais/annanE.html>

aujourd'hui hautement radioactives, véritables terres piégées pour les habitants. Les populations vivant aux alentours de ces points névralgiques sont les victimes directes des politiques passées.

L'utilisation excessive des pesticides et des engrais, reversés sans aucune vigilance dans les rivières, a touché directement les habitants en s'infiltrant dans leur quotidien et leur alimentation. Le rétrécissement progressif de la mer d'Aral au cours des dernières décennies a également des conséquences énormes sur la sécurité humaine, puisqu'il a laissé derrière lui cinquante-mille kilomètres carrés de fond marins, à l'air libre. Ce nouveau désert est contaminé par un mélange toxique de résidus chimiques entraînés dans les rivières du Syr-Daria et de l'Amou-Daria, qui desservent directement de nombreuses vallées où vivent des populations. Cette pollution, qui se déporte au rythme des rivières et du vent, impacte directement la santé humaine. Le docteur Spencer Wells, de la National Geographic Society de Washington a rassemblé plusieurs échantillons d'ADN d'habitants de la région du Karakalpakistan (Nord de l'Ouzbékistan), afin d'en étudier les caractéristiques. L'étude montre qu'il y a un très haut niveau de tension oxydative dans l'ADN de ces individus qui vivent à proximité de l'Aral, une tension qui favorise le développement des cancers.¹¹⁸ Les résidus toxiques dans l'air affectent les êtres humains de deux manières : en pénétrant dans le système respiratoire de façon directe via les bronches, et également par le biais de l'alimentation, en contaminant les plantes et animaux qui sont ensuite consommés par les populations. Il a été ainsi de multiples fois prouvé que les individus peuplant les régions limitrophes à la mer d'Aral, présentent des pathologies qui sont des conséquences directes de leur exposition à la pollution. Beaucoup de conséquences sur la santé sont héréditaires, à l'image des problèmes de fertilité qui sévissent en grand nombre dans la région.¹¹⁹ A la fin des années 1990, des enfants kazakhes soupçonnés d'avoir été contaminés par la pollution de la mer d'Aral, ont été envoyés dans des centres d'analyse à Almaty. Les résultats cliniques ont témoigné de la présence de lésions cutanées et de maladies cardiaques et rénales, ainsi que de profonds retards de croissance.¹²⁰ Des études menées en 2000 sur les capacités respiratoires des enfants de la région de l'Aral ont prouvé que les enfants ayant grandi dans une zone de deux-cent kilomètres aux alentours de l'Aral étaient tributaires

¹¹⁸ BLUA Antoine, "Aral Sea Catastrophe Leaving Its Mark On DNA Of Local Populations," *EurasiaNet*, November 2004

¹¹⁹ TURDYBEKOVA YG, DOSMAGAMBETOVA RS, ZHANABAYEYA SU " The Health Status of the Reproductive System in Women Living in the Aral Sea Region", *OA Maced J. Med Sci*, 2015, 474-477

¹²⁰ ZETTERSTROM R., " Child Health and Environmental pollution in the Aral Sea region in Kazakhstan", *Acta Paediatr Suppli*, 1999, 88, 49-54

d'une plus faible capacité respiratoire que la moyenne des autres enfants de la région et présentaient un taux de toux plus élevé.¹²¹ Avec la disparition des affluents se jetant dans l'Aral, l'eau potable est devenue une denrée extrêmement rare dans la région. Les pénuries d'eau ainsi que la contamination de celle-ci sont à l'origine de nombreuses infections transmises oralement aux populations. Au début des années 2000, le taux de mortalité infantile des enfants vivant dans une zone proche de la mer d'Aral était deux fois plus élevé que dans les zones centre-asiatiques non limitrophes de l'Aral.¹²²

Depuis l'indépendance en 1991, la qualité de vie des populations d'Asie centrale semble s'être détériorée, comme en témoignent les statistiques mesurant leurs espérances de vie. Ceux-ci illustrent une baisse moyenne de la qualité de vie après la dissolution de l'URSS. Ces statistiques sont particulièrement intéressants car ils dénotent deux périodes depuis l'indépendance, vitrines des évolutions des conditions de vie dans la région. La première, allant de 1990 à 2003, témoigne d'une importante baisse de l'espérance de vie au sein des cinq républiques post-soviétique. Puis, de 2003 à 2009, celle-ci augmente à nouveau, sans pour autant atteindre les niveaux qu'elle avait en 1990 (à l'exception du Kazakhstan qui parvient à retrouver un âge moyen semblable à celui de 1990).¹²³ Ces chiffres restent bien sûr des moyennes, qui ne donnent pas forcément connaissance de la réalité au niveau de la répartition de ces espérances de vie. Il est alors intéressant de constater que dans les régions situées non loin de zones à risques, comme le Kzyl-Orda, région cotonnière soumise à une forte pollution, au Kazakhstan, l'espérance a décliné de 64 à 51 ans. Les femmes et les enfants sont les plus vulnérables. Les mortalités maternelles et infantiles sont significativement plus hautes au Karakalpakistan et Kzyl-Orda, limitrophes de l'Aral, que dans d'autres parties de l'Ouzbékistan et du Kazakhstan.¹²⁴ Les populations vivant non loin des sites d'essais nucléaires, à l'image des individus kazakhes irradiés à cause du polygone de Semipalatinsk, présentent des déformations physiques et d'importantes pathologies, qui se transmettent de manière héréditaire. C'est notamment ce qu'il est possible de constater à Semeï, une ville du Kazakhstan

¹²¹ KUNII O, HASHIZUME M., CHIBA M, « Respiratory symptoms and pulmonary function among school-age children in the Aral Sea region », *Arch Environ Health*, 2003, 58, 678-682

¹²² FERRIMAN A., « Charity calls for help for people of Aral Sea area », *BMJ*, 2000, 320

¹²³ UNICEF Evaluation databases (www.unicef.org/evaldatabase/index.html), World Bank Databank (<http://databank.worldbank.org>), CIA World Factbook (www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook), et « Life Expectancy At Birth »: source International Organization for Migration 2011

¹²⁴ ATANIYAZOVA O., BAUMANN O., LIEM RA., MUKHOPADHYAY A., VOGELAAR U., « Perinatal exposure to environmental pollutants in the Aral sea area », *Acta Paediatrica*, 90, 301-308

située non loin du polygone de Semipalatinsk. Alors que la quatrième génération de population voit le jour, il est impossible de jauger jusqu'à quand les radiations radioactives continueront de contaminer les enfants de la région. Les descendants de ceux qui ont vécu à l'époque des essais nucléaires présentent aujourd'hui encore, des déformations physiques conséquentes et de lourds handicaps, qui résultent de l'exposition de leurs ascendants aux radiations nucléaires.¹²⁵

Bien que les populations locales et la communauté scientifique aient établi depuis plusieurs décennies que les problématiques environnementales avaient affecté de façon significative la santé des individus, le manque de preuves empiriques combiné à un désintérêt général des gouvernements - malgré quelques actions de certaines organisations - ont limité une action concrète.

2. Quelle réponse régionale face à ces défis sécuritaires contemporains ?

Bien qu'elle soit communément considérée comme une région homogène, l'Asie centrale est loin d'être en réalité une entité politique cohérente. Elle est surtout une construction géopolitique, résultante de la volonté occidentale de catégoriser ces États devenus indépendants suite à l'implosion de l'URSS. Considérer le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan et le Turkménistan, comme un ensemble unitaire et cohérent sur la scène géopolitique est l'idée dominante des chercheurs occidentaux de la décennie 1990. Leurs proximités géographiques et ethniques, leur histoire commune (toutes ayant été sous joug soviétique), les ressources naturelles et infrastructures partagées sont autant de traits qui renforcent cette perspective d'une aire régionale où le régionalisme et la coopération vont de soi. Les multiples étapes d'institutionnalisation régionale, dans le domaine économique notamment, ont renforcé cette hypothèse. En effet, au cours des deux dernières décennies, tous les États d'Asie centrale se sont engagés, à des degrés plus ou moins divers, dans des projets régionaux et multilatéraux au sein de structures de coopération communes. Il semblait alors y avoir un consensus mutuel sur la nécessité de s'associer pour se développer durablement. Les chefs de gouvernements des cinq républiques centre-asiatiques ont rapidement pris conscience de l'importance que revêtent, pour leur politique étrangère, les groupements macro-régionaux économiques, tels que la Communauté Économique Eurasiennne (CEEAE), l'Organisation du

¹²⁵ Reportage France 24 English "Semey Revisited : the legacy of nuclear testing in Kazakhstan" , https://www.youtube.com/watch?v=rLST_ocrWGc

Traité de Sécurité Collective (OTSC), ou encore l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Le processus de régionalisation a été impulsé dans le but de préserver les relations économiques et de s'assurer un soutien politique mutuel. Dans les années 1990, les efforts déployés étaient supposés « *surmonter les problèmes économiques rapidement, sans heurts, et organiser une intégration régionale mutuellement bénéfique* »,¹²⁶ et garantir la coopération efficace dans le domaine de la sécurité régionale et de la paix.¹²⁷

Comme l'écrit Allison Roy, ces organes multilatéraux donnent l'impression de la présence d'un « *hard-regionalism* », ¹²⁸ littéralement un *régionalisme fort*, puissant, et conquérant. Toutefois, en dépit des discours officiels des États membres qui prônent une coopération accrue, les projets communs manquent souvent de substance et les accords ne sont généralement que partiellement mis en œuvre au sein de l'Asie centrale. Parallèlement aux domaines économiques, de nombreux engagements ont également été pris dans les domaines sécuritaires et environnementaux. Le développement d'une politique régionale commune au sujet du Tadjikistan, ravagé par une guerre civile, témoigne de l'intérêt que les États d'Asie centrale se portent mutuellement. La proposition d'établir un journal régional dans la ville d'Astana, capitale kazakhe, aurait pu être la vitrine d'une entité régionale en pleine construction, mais les mésententes au sujet du langage choisi, et autour de la liberté laissée aux médias, ont causé de profondes entraves au projet. ¹²⁹

Ainsi, au sortir de l'indépendance, l'intégration et la sécurité apparaissent comme des nouveaux thèmes idéologiques, moteurs de la construction régionale dans l'Asie centrale post-soviétique. La rhétorique de la guerre de l'eau a maintes fois été utilisée pour accélérer le processus de coopération régionale. Cependant, en dépit de leurs historicités communes, il existe entre les États d'Asie centrale un réel manque de cohésion régionale. Lorsque l'on examine les situations de ces nations, dans les années suivant l'indépendance, on constate que les cinq républiques ont emprunté des trajectoires toutes à fait distinctes les unes des autres, priorisant le développement de leurs identités nationales respectives et l'affirmation de celle-

¹²⁶ LEVIN L., AZIMOV A., “ Tashkent meets presidents”, *Pravda Vostoka*, 1993

¹²⁷“ Joint Communiqué of January 4, 1993”, in *Pravda Vostoka*, 5 January 1993,

¹²⁸ ROY Allison, “Virtual regionalism, regional structures and regime security in central Asia”, *Central Asian Survey*, 27:2, 185-202

¹²⁹ SAIDAZIMOVA G., “Regional Integration in Central Asia : realities, challenges, and potentials”, *Central Asia and Caucasus*, 2000

ci, au détriment d'une réelle force régionale. Les États n'ont pas les mêmes intérêts et ne jouent pas du même degré de puissance. On a d'un côté le Kazakhstan aux ambitions internationales, et l'Ouzbékistan qui se rêve en puissance régionale, et de l'autre, les petits États himalayens du Tadjikistan et du Kirghizistan qui accumulent les retards et les difficultés. Au milieu, le Turkménistan est un pays relativement fermé, qui fait bande à part en restant à l'écart des enjeux régionaux. Le Kazakhstan, puissance locale stable et reconnue cherche aujourd'hui à s'émanciper de la région, et s'affirmer à l'international, en développant une politique étrangère « *multivectorielle* », ¹³⁰ une stratégie mise en place par N. Nazarbaïev pour promouvoir des relations « *amicales et prévisibles avec tous les États* » et jouer un « *rôle important dans les affaires mondiales* ». ¹³¹ Dans cette perspective, le Kazakhstan entretient de profondes relations avec la Russie, la Chine, mais également avec des partenaires en Afrique, en Amérique du Sud, ainsi qu'en Asie dans une logique de coopération pan-asiatique avec le Japon, la Corée du Sud, la Malaisie et Singapour notamment.

Les disparités entre les objectifs régionaux formulés et les résultats empiriquement recensés s'explique par la volonté de chaque nation de renforcer sa souveraineté et sa propre sécurité, ne priorisant pas les autres objectifs économiques ou commerciaux. De plus, les rivalités qui peuvent exister entre les différents chefs de gouvernements centre-asiatiques n'arrangent pas le cadre coopératif.

Comme le constate Mohammad Reza Djalili, « *Au-delà des considérations politiques et des divergences d'appréciations entre les États d'Asie centrale, l'obstacle majeur à l'affermissement du processus d'intégration régionale est sans aucun doute le manque de complémentarité entre les économies de ces nouveaux États* ». ¹³² Suivant cette conception, le manque de régionalisme et de solidarité régionale proviennent du fait que les États ne sont pas de réels partenaires économiques. N'ayant pas trouvé d'intérêts suffisants à s'associer économiquement, il leur est délicat de s'accorder sur les questions politiques et sécuritaires, des sphères au sein desquelles les bénéfices obtenus apparaissent plus abstraits que des bénéfices

¹³⁰ BOULEGUE Mathieu « Le Kazakhstan, une puissance régionale à vocation mondiale », *Études*, 2015, pages 19-28

¹³¹ Allocution du président de la République du Kazakhstan Noursoultan Nazarbaïev, « Stratégie Kazakhstan 2050 : mise en place d'une nouvelle politique de l'État », 14 décembre 2012. Citée dans : <https://www.cairn.info/revue-etudes-2015-10-page-19.htm#no2>

¹³² DJALILI Mohammed-Reza, « Intégration régionale en Asie centrale », *CEMOTI Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, 2005, 39-40, page 53-69

économiques, touchant directement le PIB, le pouvoir d'achat et le niveau de vie des populations. Les États centre-asiatiques ont ainsi privilégié leur développement national et la reconstruction d'une identité nationale forte, plaçant la question de l'intégration économique en second plan.

Ainsi, alors que l'Asie centrale fait face à des menaces transfrontalières, et une situation d'insécurité humaine et environnementale sans précédent, les cinq républiques centre-asiatiques sont loin d'être des partenaires et encore moins des alliés. Le manque de coopération régionale exerce des effets particulièrement néfastes sur les plus petits États de la région, plus vulnérables sur la scène géopolitique régionale, à l'image du Tadjikistan et du Kirghizistan. Ils tentent de tirer leur épingle du jeu et construisent leurs propres infrastructures. Le Kazakhstan, quant à lui, prétend jouer dans une cour des grands à l'échelle asiatique. Ceci n'arrange en rien la coopération autour des problématiques urgentes qui touchent la région, à l'image de l'assèchement de la mer d'Aral qui nécessiterait bien évidemment une réponse commune et conjointe des nations riveraines. La vallée du Ferghana, divisée entre les territoires ouzbèkes, kirghizes et tadjikes, paye au prix fort un manque évident de prise en charge commune des problématiques environnementales et sociales, qui ne cesse de créer de fortes divisions au sein du territoire. Au vue des problématiques sécuritaires et environnementales qui traversent la région, les États sont poussés – par des dynamiques internes et externes – à se rapprocher. En conformité avec les hypothèses de la théorie de complexe de sécurité régionale,¹³³ les dynamiques internes de tels complexes sont déterminées par le degré d'amitié ou d'animosité entre ses membres. Les cinq républiques centre-asiatiques ne se considèrent ni comme des ennemis potentiels ni comme des alliés en termes de sécurité militaire. Il n'y a ainsi ni relations amicales, ni animosité particulière, ni profondes tendances à la structuration régionale. La sécurité régionale n'est tout pas simplement considérée comme un dilemme pour la sécurité nationale, et l'Asie centrale semble être une construction mal structurée et disloquée.

¹³³ STONE M., "Security According to Buzan : A comprehensive security analysis", *Security Discussion Papers, Groupe d'Etudes et d'Expertise "Sécurité et Technologie"*, 2009

Chapitre 6 : Des déboires environnementaux peu encadrés qui font de l'Asie centrale une véritable poudrière écologique

1. Multiplication des menaces transfrontalières et des tensions politiques

L'accumulation des conflits liés aux ressources naturelles et énergétiques, couplés aux tensions politico-historiques résultantes du découpage territorial de la région, sonnent comme des menaces pour la stabilité de la région. L'extraction commerciale des ressources et les projets d'infrastructure à grande échelle (comme les barrages) sont source de frictions lorsque la gouvernance est antidémocratique et corrompue, ce qui est globalement le cas dans la région. Les avantages économiques ne profitent généralement qu'à une petite élite nationale et aux entreprises multinationales, tandis que la population locale (le plus souvent les communautés les plus pauvres, les groupes minoritaires et les peuples autochtones) supporte une série de charges sociales, sanitaires et environnementales. Les relations entre les nations centro-asiatiques fluctuent ainsi au gré des intérêts des différents États, de leurs concordances et leurs divergences en terme de ressources naturelles et de leur gestion. Il règne à l'heure actuelle une puissante lutte d'intérêt entre les États montagnards de l'amont (Kirghizstan, Tadjikistan), pourvoyeurs de la ressource, et les États de l'aval, surtout consommateurs de la ressource (Ouzbékistan, Turkménistan, Kazakhstan). Les contradictions entre les États de l'amont et de l'aval sont profondes. Les pays en amont, pourvu en eau, doivent la stocker en hiver et la relâcher en été. L'actuelle situation ne leur permet pas de produire suffisamment d'hydroélectricité pour subvenir aux besoins de leurs populations. Ils sont dépendants du gaz et du charbon des pays de l'aval pour leur approvisionnement énergétique. De nombreuses frictions proviennent du fait que l'Ouzbékistan et le Kazakhstan utilisent leurs ressources comme moyen de pression, en les exportant de façon irrégulière, mettant dans des situations de pénuries les pays en amont qui en sont dépendants. D'après les chiffres fournis par la FAO Aquastats, en 2010, environ 36% des habitants du Tadjikistan, 13% des Ouzbeks et 10% de la population du Kirghizstan n'ont pas accès à l'eau potable.¹³⁴

Dans cette perspective, les nations d'Asie centrale sont parfois très virulentes les unes à l'égard des autres. C'est notamment le cas de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan. Ces dernières

¹³⁴ FAO, "Irrigation in Central Asia in figures", Aquastat-Survey 2012, consultable : <http://www.fao.org/3/i3289e/i3289e.pdf>

années, les tensions entre les deux pays se sont principalement axées autour des ressources d'eau. Pour cause, 75% du fleuve Amou-Daria trouve son origine au Tadjikistan, et l'Ouzbékistan, grand producteur cotonnier, dépend de cette eau pour irriguer sa terre. Dans sa lancée pour exploiter totalement son potentiel énergétique, largement sous-développé à l'heure actuelle et devenir indépendant énergétiquement, le Tadjikistan a cherché à construire ses propres infrastructures hydro-électriques sur les affluents de l'Amou-Daria. Ceci inquiète énormément l'Ouzbékistan qui craint notamment que la construction du barrage de Rogun n'altère son pouvoir sur le contrôle de l'eau. Celui-ci représente un immense espoir pour le Tadjikistan de lutter contre les pénuries qui touchent régulièrement le pays, et assurer enfin sa propre politique énergétique. Situé sur la rivière Vask, l'un des principal affluent de l'Amou-Daria, ce barrage a créé de nombreuses tensions avec l'Ouzbékistan qui qualifie cette construction de « *projet stupide* ». ¹³⁵ Préoccupé des conséquences que pourrait avoir la centrale sur son agriculture, et inquiet des risques liés à la construction de celui-ci, l'Ouzbékistan a réaffirmé à plusieurs reprises sa fervente opposition à la construction du barrage. En 2012, lors d'un déplacement au Kazakhstan, le président ouzbek Islam Karimov a déclaré que « *les ressources en eau risquent de devenir une problématique future qui pourrait générer rapidement des tensions, non seulement dans notre région mais aussi sur tout le continent* », et que cela « *pourrait tourner à la confrontation si ce n'est à la guerre* ». ¹³⁶ Cette déclaration fait suite à la volonté exprimée par le Tadjikistan de relancer la construction du barrage de Rogun, débutée en 1976 et interrompue après l'implosion de l'URSS. ¹³⁷ Depuis le décès du président ouzbèke Islam Karimov en 2016, fervent opposant à la construction de Rogun, les relations entre les deux États semblent s'être apaisées. Chavkat Mirzoïev, à la tête du pays, a entrepris une détente avec son homologue tadjike. En janvier 2018, il a annoncé vouloir rencontrer le président Emomali Rahmon, une avancée diplomatique symbolique après plus de trente années de relations houleuses. Signe concret d'apaisement, les vols commerciaux entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ont repris du service en avril 2017 après 25 ans d'arrêt. La réouverture de la liaison aérienne entre Tachkent et Douchanbé ne signifie cependant pas la fin de la lutte pour les ressources. Si les relations ouzbèko-tadjikes se sont quelques peu

¹³⁵ NAJIBULLAAH Farangis “ Don't love your neighbor”, *Radio Free Europe / Radio Liberty*, 2010

¹³⁶ NURSHAYEVA Raushan, « Uzbek leader sounds warning over central Asian disputes », *Reuters*, September 2012

¹³⁷ HUMBER Yurity, KHRENNIKOV Ilya “ Tajikistan Plans People's IPO for Hydropower 'Plant of Destiny'”, *Bloomberg*, 2010

réchauffées depuis la prise de fonction de Chavkat Mirzoïev, la problématique de l'eau est toujours une source importante de friction en Asie centrale.

Le réservoir de Toktogul au Kirghizistan est une source de conflit avec le Kazakhstan. Construit pendant les années 1970 sur la rivière Naryn River, affluent nord du fleuve Syr-Daria, il devait assurer des ressources en eau suffisante pour l'irrigation tout au long de l'année. Au cœur des préoccupations soviétiques pour le contrôle de la nature, la modernisation de l'Asie centrale, ce barrage joue un rôle fondamental dans la gestion de l'eau. En 1996, un article rapporte que l'Ouzbékistan a menacé d'avoir recours à la force militaire pour saisir le barrage de Toktogul et le réservoir sur la section kirghize de celui-ci, si le Kirghizistan cherchait à modifier quelconque politique de répartition alors en état.¹³⁸ Comme c'est le cas au Tadjikistan, le Kirghizistan souhaite augmenter sa production d'hydroélectricité en construisant le projet Toktogul II, ce qui déplaît aux pays en aval qui objectent que le Kirghizistan libère déjà beaucoup trop d'eau en hiver et pas en suffisance en été. Les champs cotonniers en Ouzbékistan et au Kazakhstan ont été inondés durant les hivers 1993, 1998 et 2001 du fait d'une mauvaise gestion de l'eau par le Kirghizistan. En plus d'augmenter son potentiel hydro-électrique, le Kirghizistan cherche à développer son irrigation pour s'assurer l'auto-suffisance alimentaire. Pour cela, le pays souhaite accroître sa consommation d'eau des fleuves transfrontaliers dans les provinces de Chu, Jalal-Abad.¹³⁹ Cette perspective ne convient pas aux pays voisins et notamment au Kazakhstan, qui craint que le Kirghizistan ne s'approprie trop de ressource hydraulique, au dépend de ses réserves nationales.

Le Turkménistan et l'Ouzbékistan connaissent également des points de frictions intenses à l'égard des allocations d'eau de l'Amou-Daria. Les provinces limitrophes de Dashhowuz (au Turkménistan), de Khorazm, (en Ouzbékistan), et la république autonome du Karakalpakistan (en Ouzbékistan), dépendent toutes de la distribution d'eau de l'Amou-Daria. Les tensions sont apparues lorsqu'après l'indépendance, le Turkménistan a édifié un canal partant de Tuyamuyun pour améliorer son approvisionnement en eau, sauf que ce réservoir, construit durant la période soviétique est sous contrôle de l'Ouzbékistan. Ceci a conduit à une situation de frictions intenses entre les deux pays.¹⁴⁰ Malgré les efforts de coopération

¹³⁸ International Crisis Group, "Central Asia : Water and Conflict", n°34, 30 May 2002, page 2

¹³⁹ "Kazakhstan, Kirghizstan Working over-Trans-Border Water Management", *Times of Central Asia*, 1 august 2006

¹⁴⁰ SMITH David "Environmental Security and Shared Water Resources in post-soviet Central-Asia", *Post-Soviet Geography*, 35, 1995, 351-70

institutionnalisée, les tensions restent fortes, notamment entre l'Ouzbékistan et le Kirghizistan. En effet, durant l'hiver 1998, les autorités ouzbèkes ont à plusieurs reprises décidé de couper l'approvisionnement de gaz au Kirghizistan, plongeant le pays dans une situation de précarité extrême. En réponse à ceci, le Kirghizistan a ouvert les vannes du réservoir hydraulique de Toktogul, inondant les cultures ouzbèkes. Cet exemple d'incident n'est pas unique dans la région, et les conflits indirects au sujet des ressources sont très fréquents.¹⁴¹

Chaque gouvernement justifie sa politique hydraulique par la nécessité de subvenir aux besoins de sa population.¹⁴² Derrière cet argument officiel se cachent des facteurs économiques, notamment visibles dans le cas de l'Ouzbékistan, où la production de coton représente plus de 65% des exportations mondiales, un secteur qui emploie plus de 40 % de la population du pays.¹⁴³ Par la richesse qu'il apporte à l'économie nationale, le coton est qualifié d'or blanc en Ouzbékistan. D'après l'analyste Rafael Sattarov, l'ambition du Tadjikistan s'affirme et s'illustre par la construction de la centrale hydroélectrique de Rogoun.¹⁴⁴ Le Tadjikistan est le pays le plus pauvre d'Asie centrale, où les coupures d'électricités rythment la vie des habitants de cet État montagneux. Bien que le Tadjikistan soit dépendant de l'Ouzbékistan pour l'achat de son gaz, le pays détient une ressource particulièrement convoitée dans la région : l'eau.

Ainsi, de profondes tensions prévalent en Asie centrale autour des ressources et des infrastructures énergétiques. Ces relations irrégulières et tendancieuses sont liées de près à la situation de destruction environnementale accrue qui sévit dans la région. D'une part, ces tensions renforcent le cataclysme écologique, car les intérêts politiques qui priment ne vont pas souvent dans la voie d'une protection des milieux et des ressources, bien au contraire. D'autre part, la destruction environnementale agrmente ces tensions politiques en rendant nécessaire et primordiale à la survie des nations la détention de ressources. L'insécurité environnementale et l'instabilité politique en Asie centrale sont toutes deux en situation d'interdépendance, l'une entraînant l'autre et vice-versa. Tant que les gouvernements centre-asiatiques ne parviendront

¹⁴¹ DUSKAEV K.K. , « Transgraničnye problemy vododeleniâ v Central'noj Azii » [Les problèmes transfrontaliers de partage de l'eau en Asie centrale]. Meždunarodnyj èkologičeskij Forum Balhaš 2000 [Forum écologique international Balkhach 2000], Almaty, 2000, pp. 354-359

¹⁴² RABALLAND Gaël, « L'eau en Asie Centrale. Entre indépendance régionale et vulnérabilités nationales », *Géoéconomique*, Numéro 18, 2001, pages 120-128

¹⁴³ RUMER Boris « Central Asia's Cotton Economy and its cost », *Soviet Central Asia : the failed transformation*, Boulder, San Francisco, Oxford, Westview Press, 1991

¹⁴⁴ EGAMOV Aziz, SATTAROV Rafael, « A New Era for Uzbekistan, » *Atlantic Council*, April 10, 2018, [en ligne] : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/a-new-era-for-uzbekistan>

pas à trouver des accords viables et durables concernant l'eau et l'énergie, pour qu'aucun ne soit lésé et que chacun reçoive en fonction de ses besoins, il sera délicat d'échapper à la situation d'instabilité qui prévaut dans la région.

2. Quelles initiatives gouvernementales, dans un contexte de changement climatique, pour la sécurité environnementale de la région ?

Il prévaut en Asie centrale une forte instabilité liée de près à la dégradation des milieux et à l'héritage de tensions politiques datant de l'ère soviétique. Dans ce contexte, il est intéressant d'étudier quelles initiatives sont prises par les gouvernements pour protéger leurs territoires de la menace climatique, qui exacerbe elle-même la pression sur les ressources. Le changement climatique influe en effet de façon durable sur les facteurs de stress naturels tels que l'augmentation de la température, les phénomènes météorologiques extrêmes, susceptibles d'entraîner une fonte des glaciers et une expansion des plaines et des déserts. Ces facteurs vont exacerber la pression déjà existante sur les ressources naturelles, largement surexploitées dans un contexte d'interdépendance régionale. *Dans un contexte de changement climatique, qui risque d'entériner encore plus la situation de marasme écologique, quelles initiatives sont mises en œuvre pour contrer ce qui semble être une forme de fatalité ?*

D'après un rapport de OSCE intitulé « *Climate change and Security in Central Asia* », aucun des États centre-asiatiques n'incorpore dans sa stratégie nationale de sécurité le changement climatique, ou ne le considère comme un multiplicateur de menaces pour la sécurité.¹⁴⁵ On constate toutefois que les cinq républiques centre-asiatiques sont parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC), ce qui peut sembler témoigner de leurs préoccupations pour les questions environnementales. En tant que parties à la UNFCCC, les pays d'Asie centrale transmettent régulièrement des rapports officiels sur l'état du changement climatique, conformément aux exigences de la Convention. *Qu'en est-il de leurs réels engagements notamment à l'échelle de leurs politiques nationales ?*

¹⁴⁵ ENVSEC, "Climate change and security in central Asia" [en ligne] : <https://www.osce.org/secretariat/355471?download=true>

L'Université de Yale publie annuellement l'Environmental Protection Index où sont recensés les pays en fonction de leur niveau d'engagement en faveur de la protection environnementale. L'outil utilisé, l'Environmental Performance Index (EPI), établit ainsi un classement des États en fonction de leurs stratégies de protection de l'environnement. L'EPI est construit par le biais de calculs et de l'agrégation de plus d'une vingtaine d'indicateurs, parmi eux la vitalité de l'écosystème (gestion des ressources et leurs protections) et la santé environnementale (l'impact de l'environnement sur la santé humaine). Ce classement général indique quels sont les États qui s'en sortent le mieux par rapport aux différentes pressions auxquelles chacun d'entre eux est confronté. Bien sûr, pour une analyse plus précise il est utile d'examiner les données en mettant en parallèle les types de gouvernements au pouvoir ainsi que le degré d'ouverture des États. En étudiant quelles sont les politiques mises en place par les différents États, on remarque que ce classement établi par l'Université de Yale ne coïncide pas tout à fait avec le nombre d'initiatives environnementales mises en place selon les pays. Surtout, ce classement montre que les pays au sein desquels la pression sur les ressources est la plus forte (à l'image de l'Ouzbékistan pour l'eau, et le Kazakhstan pour le pétrole) ne sont pas ceux qui parviennent le mieux à lutter contre le changement climatique et à préserver la santé environnementale.

En effet, d'après les résultats, le pays d'Asie centrale le mieux classé de la région est le Turkménistan, qui atteint la 38^{ème} place mondiale. Le Kazakhstan est loin derrière à la 101^{ème} place mondiale, tandis que le Tadjikistan se classe à la 129^{ème} place, et l'Ouzbékistan à la 136^{ème} place mondiale.¹⁴⁶ Le Kirghizistan est le grand absent de cette analyse, mais les résultats fournis montrent que c'est étonnamment le Turkménistan, petit État plutôt fermé politiquement et peu actif sur la scène régionale, qui obtient les meilleurs scores. Ceci peut notamment s'expliquer par le nombre important d'organisations et de programmes internationaux qui œuvrent sur son territoire pour une transition 'verte'.

Le Kazakhstan a développé une multitude de stratégies clés, concepts et plan d'actions pour atténuer les effets du réchauffement climatique et se prémunir au maximum des conséquences de celui-ci sur ses ressources et son économie. Le gouvernement a notamment adopté la *Kazakhstan 2050 Strategy* en 2012, qui témoigne de la volonté du pays de concentrer ses efforts

¹⁴⁶ Yale Center for Environmental Law and Policy "2018 Environmental Performance Index", Yale University, 2018, [en ligne] : <https://epi.envirocenter.yale.edu/downloads/epi2018policymakerssummaryv01.pdf>

notamment dans le secteur énergétique, autour de la nécessité de développer des sources d'énergie plus vertes à l'image des énergies solaires et éoliennes. D'ici 2050, le pays espère que les sources d'énergies renouvelables correspondront à plus de la moitié de la consommation énergétique totale du pays.¹⁴⁷ Le Kazakhstan a également adopté en 2013 le *Green Economy Concept for the Republic of Kazakhstan* (Le Concept d'Économie Verte du Kazakhstan), un projet financé en partie par l'Union Européenne et l'UNDP, et instauré en collaboration avec son Ministère de l'Agriculture, qui pose les bases politiques d'une transition vers une économie plus verte et responsable. L'utilisation efficace et responsable de l'eau y est identifiée comme le point clef d'une transition nationale vers une économie plus verte. Parmi les objectifs énoncés, le pays souhaite accroître sa productivité de ressources, notamment en améliorant la gestion de l'eau via une modernisation des infrastructures. Le Kazakhstan souhaite également réduire son empreinte environnementale et acter pour la préservation des milieux¹⁴⁸, et le pays déploie de nombreux moyens pour dépolluer l'ancien site nucléaire de Semipalatinsk, fortement contaminé. On constate que - théoriquement - de nombreuses initiatives témoignent de l'intérêt du gouvernement kazakhes pour la préservation des ressources et des milieux.

Le Kirghizistan a mis en place une stratégie nationale pour le développement durable s'étalant sur la période 2013-2017, et cherche, via des stratégies et politiques nationales à améliorer la mise en place d'énergies renouvelables dans le domaine économique. La stratégie kirghize de l'économie verte comprend notamment l'introduction grandissante de sources d'énergies renouvelables dans l'économie, et notamment l'énergie solaire, hydraulique et géothermique.¹⁴⁹ Une fois de plus, la problématique de la gestion de l'eau est au cœur des préoccupations étatiques en termes de politiques économiques.

Le Tadjikistan de son côté, a adopté un plan national pour l'atténuation du changement climatique ainsi qu'une stratégie de développement durable. D'autres programmes nationaux autour de la préservation des glaciers, de l'efficacité énergétique, et l'hydroélectricité ont été

¹⁴⁷ InfoClimate, "Kazakhstan : Overview of Climate Change Activities", October 2013, [en ligne] http://infoclimate.org/wp-content/uploads/2014/04/Kazakhstan_Climate_Change_Profile-EN.pdf

¹⁴⁸ Green Economy Concept for the Republic of Kazakhstan, 2013, citée dans : <http://www.kz.undp.org/content/kazakhstan/en/home/presscenter/pressreleases/2016/02/24/kazakhstan-s-transition-to-green-economy-model-introduction-of-innovative-solutions-in-water-management-of-kazakhstan.html>

¹⁴⁹ National Council for Sustainable Development of the Kyrgyz Republic, "National sustainable development strategy for the Kyrgyz republic for the period 2013-2017", [en ligne] : http://www.unpage.org/files/public/kyrgyz_national_sustainable_development_strategy.pdf

également instaurés. Le Tadjikistan a développé mais pas réellement mis en application, un code de l'environnement. D'après un rapport de la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (UNFCCC), les ressources en eau vont, dans une perspective de moyen-terme, diminuer au Tadjikistan, qui possède de hautes montagnes et glaciers. Dans plusieurs régions, cette tendance à la pénurie hydraulique pourrait être catastrophique, l'écoulement d'eau étant susceptible d'atteindre un niveau bas critique. Au cours des cinquante dernières années, le réchauffement climatique a contribué au recul des glaciers du Tadjikistan, affectant considérablement l'écoulement de l'eau vers les fleuves en aval, dont les ressources dépendent de l'eau des glaciers. Afin d'appréhender au mieux les conséquences du réchauffement climatique sur les ressources et les milieux de la région, des observations sont régulièrement effectués pour rendre compte de l'avancement du phénomène.¹⁵⁰

Le Turkménistan a également développé une stratégie nationale pour le changement climatique (*National Climate Change Strategy*) afin de bâtir la résilience climatique et de s'orienter vers une économie à basse émission polluante. Dans le but d'améliorer ses pratiques agricoles, le pays a émis l'idée de moderniser son industrie dans une voie durable. Manquant cruellement de moyens financiers, cette stratégie est délicate à mettre en place. Bien que le Programme de l'ONU pour le Développement soit présent au Turkménistan, celui-ci fournit principalement une aide théorique, de conseil et de supervision.

Au vue de son développement économique rapide ces dernières années, l'Ouzbékistan a reconnu assez vite le besoin d'équilibrer sa croissance économique avec la protection de l'environnement, fortement dégradé par l'irrigation nécessaire à sa production principale : le coton. Aidé par le PNUD, l'Ouzbékistan est le leader régional des projets du *Clean Development Mechanism* (CDM), notamment dans le développement de l'énergie solaire.

Chaque État d'Asie centrale développe, à son échelle, des politiques vertes, en introduisant dans ses stratégies économiques une importante part pour les énergies renouvelables. Par ce biais, il semble qu'il soit possible de réduire la pression sur les ressources classiques de la région, à savoir l'eau et le gaz, et d'en préserver les quantités. Bien entendu, ces stratégies de long-terme ne permettent pas de répondre rapidement à toutes les problématiques énergétiques

¹⁵⁰ Main administration on Hydrometeorology and Environmental Pollution Monitoring, Ministry for Nature Protection of Republic Tajikistan, *Tajikistan's National Action Plan For Climate Change*, 2003, [en ligne]: <https://unfccc.int/resource/docs/nap/tainap01e.pdf>

qui touchent les États de l'Asie centrale. Seul l'avenir montrera si l'engagement de ces États dans une voie plus écologiquement responsable leur est bénéfique et leur permet de s'échapper de leurs situations de dépendance et de fragilité. De tous les républiques centre-asiatiques et a contrario de ce qu'avance le classement de l'Université de Yale, celle qui semble le plus engagée à lutter contre le réchauffement climatique et à préserver les ressources naturelles est certainement le Kazakhstan. Doté d'une économie florissante, et de relations géopolitiques avancées avec un grand nombre de puissances, donc implicitement d'organisations internationales à l'image de l'UE ou l'ONU, le pays bénéficie d'aides extérieures pour la mise en place de ces politiques 'vertes'. Ce n'est pas le cas de toutes les nations d'Asie centrale, même celles à l'image du Tadjikistan et du Kirghizistan, qui détiennent les ressources d'eau les plus importantes, et qui auraient grand besoin de financement et soutien externes. On constate la forte présence d'organismes internationaux au sein des pays d'Asie centrale ainsi que de nombreux programmes de coopération pour lutter contre le réchauffement climatique. Cette ingérence internationale peut apparaître comme le signal d'un manque de réussite dans ce domaine de la part des gouvernements centre-asiatiques eux-mêmes, ou simplement une inefficacité de leurs politiques écologiques et environnementales.

PARTIE III : LUTTES INTESTINES ET INGÉRENCES EXTÉRIEURES DANS UNE RÉGION DÉNUÉE DE RÉGIONALISME

Chapitre 7 : Un cadre multilatéral de coopération profondément marqué des soubresauts du passé

1. Une coopération basée sur l'héritage d'une confiance imposée

A la suite de l'effondrement de l'URSS en 1991, les cinq républiques nouvellement indépendantes semblent prendre conscience de la nécessité d'une coopération en matière de gestion de l'eau et décident de s'associer sur les questions d'allocations de la ressource hydraulique. Comme nous l'avons vu précédemment, avant même l'implosion de l'URSS, les

cinq républiques s'accordent sur le respect des quotas tels qu'ils existaient au temps de l'ère soviétique. Après l'indépendance, un large éventail d'accords favorisant une gestion conjointe des ressources, et le respect des intérêts nationaux a été mis en place, témoignant d'une forme de confiance – superficielle certainement – entre les cinq nations centre-asiatiques. L'assèchement de la mer d'Aral est très vite apparu comme un challenge pour la coopération interétatique, et les États d'Asie centrale ont mis en place des efforts collectifs dès 1993, lors d'une réunion de haute importance à Kyzylorda au Kazakhstan. La création d'une potentielle institution pour la sauvegarde de la Mer d'Aral y a été évoquée, menant en 1997 à la création de l'IFAS lors d'une réunion à Almaty qui réunissait les représentants des États d'Asie centrale ainsi que du personnel onusien.¹⁵¹

Sur le plan théorique, les États d'Asie centrale semblent avoir pris très rapidement conscience de la nécessité de collaborer sur les questions relatives à la sécurité régionale, et donc implicitement à la sécurité de leur propre territoire. Preuve de leur volonté de bâtir un espace commun de confiance et de fluidité, les États d'Asie centrale ont également cherché à désarmer leurs relations en tentant de contrôler l'arsenal nucléaire présent dans la région, qui avait été réparti par le pouvoir soviétique de façon totalement inéquitable et quelque peu parsemée. En 1991 en effet, le territoire du Kazakhstan contenait une vaste quantité de armes de destructions massives, incluant 1,040 ogives nucléaires pour des missiles balistiques intercontinentaux. Ceci représentait le plus grand arsenal nucléaire du monde derrière celui des États-Unis, de la Russie et de la Chine. Ce processus de désarmement a été troublé par les relations entre les États de la région, qui ont proposé tour à tour des plans différents de dénucléarisation de la région. En 1993, lors de la 48^{ème} assemblée générale des Nations Unies, le président ouzbèk I.Karimov a proposé d'établir une zone de désarmement nucléaire dans l'Asie centrale, projet qui a été globalement soutenu par toutes les nations centre-asiatiques, malgré plusieurs débats autour de la mise en place de celui-ci. L'étape cruciale dans la mise en place du projet a lieu le 27 février 1997 lorsque les cinq présidents des États d'Asie centrale ratifient la Déclaration D'Almaty, prévoyant la mise en place concrète de la Zone Exempte d'Armes Nucléaires en Asie centrale (CANWFZ). Après plus de dix ans de travail conjointement avec les Nations-Unies, les ministres des Affaires Étrangères centre-asiatiques signent le traité de Semipalatinsk le 8 septembre 2006, établissant la CANWFZ, témoignage d'une coopération accrue entre les nations de la région, pour se prémunir des dangers

¹⁵¹ LAMBALLE Alain, « L'eau une préoccupation constante pour l'Ouzbékistan », *Géoéconomie*, 2012, n°60, pages 21-27

nucléaires. En dépit du fort soutien pour la signature du traité, celui-ci a mis du temps à être ratifié par la Chine, la France, le Royaume-Uni, et les États-Unis, les autres puissances nucléaires. Ce traité est un exemple pertinent d'une collaboration bénéfique pouvant avoir des avantages réciproques pour la sécurité. Au-delà de son effet régional, celui-ci est une contribution remarquable au vent de désarmement global qui suit la fin de Guerre Froide. Les efforts qui ont conduit à l'établissement de cette zone dénucléarisée ont été essentiellement conduits pour des raisons sécuritaires, les États d'Asie centrale cherchant à éviter et empêcher la prolifération nucléaire. Cette initiative semble ainsi être un pas vers une forme de confiance régionale mutuelle entre les différentes républiques, exemptées de menaces nucléaires et militaires. En effet, bien qu'après son indépendance l'Asie centrale n'ait pas fait face à des dilemmes sécuritaires très importants, un manque criant de confiance entre les membres de la région existe. Cette méfiance est notamment la résultante du passé colonial soviétique, et des relations qui existaient alors entre les républiques centre-asiatiques. Bien que toutes aient été sous la tutelle de Moscou, les républiques soviétique d'Asie centrale n'ont pas toutes occupé la même place au sein de l'orbite moscovite. Par exemple, si la république du Kazakhstan a entretenu des relations quasiment d'égal à égal avec Moscou, c'est loin d'être le cas du Tadjikistan. Les rapports de forces au sein de la région, et les relations différentielles avec Moscou, ont encouragé le développement d'une méfiance entre les États.

2. *Un cadre multilatéral profondément entaché par la primauté des intérêts nationaux*

En 1991, l'effondrement de l'URSS a pour résultat la création de nouveaux États en Asie centrale, englobant une population d'environ soixante-millions d'habitants. Malgré des succès en terme de coopération régionale, celle-ci est restée très marginale, et les États indépendants ont progressivement renforcé les frontières qui les séparaient jusqu'alors. Tensions politiques, ainsi qu'intérêts économiques et sécuritaires divergents ont perturbé les liens commerciaux, affaiblissant au passage le critiquable, et vulnérable, système de gestion hydraulique commun à la région. Malgré une coopération affichée autour de la ressource hydraulique, chaque État développe dès l'indépendance sa propre politique de développement sans tenir compte des États voisins. Les conflits d'intérêts entre les différents États autour des réservoirs se multiplient depuis l'indépendance, en particulier autour des réservoirs de

Kayrakum, situé au Tadjikistan, de Tuyamuyun, en Ouzbékistan et du lac Chadara au Kazakhstan, dont les utilisations sont contestées par les pays riverains.

Pour tous les États, l'indépendance constitue une ère de construction nationale et le rapport à l'eau des États évolue en parallèle de l'affirmation de leurs ambitions économiques et agricoles. Chaque État justifie sa politique expansionniste d'irrigation en réaffirmant son caractère inévitable pour subvenir aux besoins de sa population. Tous développent des velléités expansionnistes en terme de surface irrigable, comme en témoignent les données fournies par la Banque Mondiale, qui soulignent que le Tadjikistan souhaite doubler la sienne pendant que le Turkménistan cherche à l'augmenter de plus de 600 000 ha.¹⁵² Selon un rapport de l'IGC (International Crisis Group), publié en 2002, un cycle annuel de conflit s'est développé depuis l'indépendance entre les pays situés en aval - qui sont les grands consommateurs d'eau pour leur culture cotonnière notamment – et ceux en amont. Il semble délicat de sortir de ce cercle vicieux tant que les pays en aval exigeront toujours plus d'eau pour leurs secteurs agricoles en constante expansion, ainsi que pour les besoins de leurs populations, pendant qu'en amont, les pays économiquement plus faibles chercheront à tirer profit de leur ressource hydraulique et à en gagner le contrôle pour leurs besoins en électricité notamment.¹⁵³

La gestion commune de l'eau souffre d'un legs soviétique dans le sens où elle a hérité des tensions entre les républiques, qui existaient déjà au temps de l'URSS. Derrière les constructions institutionnelles régionales un manque de consensus criant entrave toute forme de dialogue constructif entre les nations centre-asiatiques. L'ICWC, instaurée en 1992, n'a ni pris en compte les relations politiques et économiques entre les différentes nations, ni leur caractère évolutif et fluctuant. Cette institution se base sur un statut quo d'allocation des eaux définie sous l'ère soviétique, ce qui exacerbe les tensions entre les États. Cet organe fait preuve de peu de transparence et il est très difficile d'y analyser les rapports de forces internes. On peut toutefois y déceler des inégalités dans les débats, avec une hyper-présence de représentants de certaines nations et l'absence d'autres. De plus, il n'y a au sein de cette Commission, aucune représentation civile, ni dans l'incarnation de consommateurs ni d'agriculteurs. La direction de l'ICWC est largement dominée par l'Ouzbékistan, un État dont l'économie dépend grandement

¹⁵² World Bank, Fundamental provision of water management strategy in the Aral Sea Basin, Washington DC, 1998, p.53

¹⁵³ IGC Asia Report n°34, Central Asia : Water and conflict, 30 May 2002, [en ligne] : https://www.files.ethz.ch/isn/28347/034_central_asia_water_conflict.pdf

du coton, et pour qui la gestion de l'eau est plus que jamais primordiale. Ceci encourage les suspicions de la part des autres États parties qui dénoncent un favoritisme des intérêts nationaux ouzbeks. Cette situation, témoin de la faillite du caractère multilatéral de l'ICWC, a amené à la non-participation, ou à une participation moindre des États qui se sont sentis lésés dans leurs intérêts. Cette démission entraîne un important problème de financement de l'ICWC, qui en devient quasiment un organe failli sur la scène régionale. Les sessions de négociations n'aboutissent que très rarement à des consensus entre les États, et certains à l'image du Kirghizstan se sentant régulièrement lésé dans les discussions, ont pris une certaine distance avec cette instance de coopération. Les rapports de force inégaux trouvent leurs origines dans la politique soviétique qui favorisait les États situés en aval, principaux consommateurs d'eau. Près de vingt ans après l'indépendance, ce legs soviétique continue d'influencer la situation de l'Asie centrale, en façonnant les relations intra-régionales.

Si la coopération semble si délicate à assurer, c'est également parce que certains États, tel que l'Ouzbékistan, mettent en place des stratégies relevant de l'hydro-hégémonie. En raison de sa position géographique proche des deux bassins de l'Amou-Daria et du Syr-Daria ainsi que son importance démographique, l'Ouzbékistan apparaît dans la région comme un État particulièrement offensif dans la défense de ses intérêts nationaux. Puissance militaire, très peuplée, producteur massif de coton, et contrôlant les systèmes électriques de la région,¹⁵⁴ l'Ouzbékistan peut apparaître comme un État hydro-hégémonique dans le sens où il détient suffisamment de pouvoir au sein des bassins pour contrôler les ressources en eau et prendre le rôle de leader face aux États riverains.¹⁵⁵ Sa dépendance économique au coton le rendant extrêmement vulnérable à une quelconque mauvaise gestion de l'eau, son objectif principal est de maintenir sa position géostratégique dans la région telle qu'elle existait sous le pouvoir soviétique, en bénéficiant d'allocations d'eau croissantes. En plus de s'assurer des ressources en eau suffisantes, l'Ouzbékistan qui a atteint une autosuffisance alimentaire, cherche à accroître sa production pour l'exportation. Parallèlement à sa place sur la scène régionale, l'Ouzbékistan a activement pris part à des projets internationaux dans le domaine de l'environnement, financés par des organismes internationaux et extérieurs à l'Asie centrale, dont il a largement tiré parti. *L'Aral Sea Water & Environmental Management GEF Project*,

¹⁵⁴ SOJAMO S., "Illustrating co-existing conflict and cooperation in the Aral Sea basin with twins approach", *Water and Development Publications*, 2008, [en ligne]: <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.502.4485&rep=rep1&type=pdf>

¹⁵⁵ ZEITOUN M., et WARNER J., "Hydro-hegemony : A framework for Analysis Transboundary Water Conflicts, *Water Policy*", 8, 2006, pages 435-460

l'un des projets majeurs internationaux pour la sauvegarde de l'Aral, a été présenté comme un projet venant de l'Ouzbékistan, ce qui a redoré son image et confirmé sa posture de leader dans la région.¹⁵⁶

On peut également analyser le manque de coopération comme résultante du niveau d'ouverture politique et économique des États de la région. Si l'on considère que la capacité d'un pays à coopérer avec ses voisins dépend de son niveau de développement démocratique et de son économie de marché, l'Asie centrale, où la démocratie est loin d'être le régime politique majoritaire, n'est pas un terrain favorable à la coopération régionale. Les chefs d'États centre-asiatiques ont pour la plupart adopté des stratégies économiques diverses, menant à la divergence de leur politique commerciales respectives, ce qui a largement détourné l'essence et la nécessité d'une coopération régionale. Le niveau de complémentarité commerciale entre les républiques centre-asiatique est relativement bas, ce qui ne les pousse pas à collaborer à l'échelle régionale. Les inégalités entre les États, au niveau de leurs dotations en ressources naturelles et leur situation économique, entravent donc fortement une coopération harmonieuse en Asie centrale.

Les instances de coopération ne fonctionnent pas de manière efficace. L'IFAS, qui s'occupe de la mer d'Aral, est victime d'un problème de financement qui a vu le jour assez précocement. Il avait d'abord été proposé que son financement s'appuie sur des contributions des États membres à hauteur de 1% de leur PNB individuel, ainsi que de dons internationaux supplémentaires. Les contributions ont ensuite été réduites de 0,3% pour le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, et de 0,1% pour le Tadjikistan et le Kirghizstan. Malgré ces révisions financières, certains États n'ont pas été en mesure, ou disposés à payer les contributions définies. D'un point de vue général, l'engagement politique et financier des gouvernements d'Asie centrale à l'IFAS, et à d'autres initiatives régionales de coopération, a été très faible, à l'exception du Kazakhstan, dont les bonnes performances économiques lui permettent de fournir une importante contribution. L'IFAS n'a pas non plus été en mesure de développer une réelle autorité institutionnelle distincte de ses membres, amenant au consensus et à la participation équitable de tous.¹⁵⁷ Au niveau des associations qui gèrent l'eau des fleuves

¹⁵⁶ L'Aral Sea Water & Environmental Management GEF Project est un projet mis en place entre 1998 et 2004, mené notamment par la Banque Mondiale. Les thèmes principaux abordés dans ce projet étaient concentrés autour du développement humain et de la gestion des ressources naturelles.

¹⁵⁷ JOZAN Raphaël, Les débordements de la mer d'Aral : une sociologie de la guerre de l'eau, 2012, page 37

Syr-Daria et Amou-Daria, celles-ci n'ont aucune réelle autorité car elles ne sont ni reconnues dans les différentes législations nationales, ni subventionnées. Elles ne disposent pas de suffisamment de moyens pour parvenir à une action concrète et adaptée aux réalités du terrain. En effet, le manque de statistiques disponibles sur les débits exacts du Syr-Daria et de l'Amou-Daria tronque le système d'allocation de l'eau qui se révèle finalement peu fiable. Bien que les cinq républiques se soient officiellement associées pour une coopération sur les questions de l'eau, chaque État cherche en réalité à sauver ses intérêts et à bénéficier du maximum de ressources pour se prémunir d'une pénurie. C'est ainsi qu'en 1997, alors qu'ils étaient supposés verser des volumes d'eau conséquents, le Kirghizstan et le Tadjikistan n'ont versé respectivement que 17 et 33% des fonds qui avaient été préalablement fixés lors de la réunion de la Commission en 1992.¹⁵⁸

Les obstacles à la coopération sont ainsi nombreux. Ils incluent d'importants déséquilibres de pouvoir au sein des instances de discussions de gestion de l'eau ainsi que des soupçons mutuels. Les élites locales ne semblent pas prêtes à se livrer à une coopération régionale avant que leur propre indépendance et leur propre affirmation ne soient totalement acquises. L'économie et l'environnement deviennent également des terrains de tensions. Des facteurs plus implicites jouent également sur la coopération régionale, tels que les relations personnelles entre les présidents des républiques centre-asiatiques, et la compétition pour le leadership régional a longtemps empoisonné les rapports entre le Kazakhstan et l'Ouzbékistan.¹⁵⁹

Bien qu'elle soit basée sur divers accords régionaux et cadres multilatéraux, l'entente entre les cinq républiques centre-asiatiques est très loin d'avoir mené à une coopération sur les questions environnementales et sécuritaires qui pèsent sur la région. Pourtant, comme le stipule le rapport du Programme des Nations-Unis pour le Développement (PNUD) de 2005, le développement d'un consensus et la mise en place d'une action consécutive valorisant la coopération régionale est nécessaire pour assurer une plus grande sécurité entre les cinq républiques post-soviétique.¹⁶⁰ Les efforts pour améliorer la coopération entre les États d'Asie

¹⁵⁸ ALLOUCHE Jeremy "Géopolitique de l'eau en Asie centrale : de la colonisation russe à la conférence internationale d'aide à l'Afghanistan (1865-2002) », CEMOTI, Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien, 2003, pp. 123-154

¹⁵⁹ PORTER Sergei, "Visit of Regional Significance", *Gazeta.kz*, 23 March 2006

¹⁶⁰ UNDP, Human Development Report, 2005, page 179 à 181, version consultable : http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/266/hdr05_complete.pdf

centrale sur les questions sécuritaires doivent passer par une coopération dans le domaine commercial pour que les États devenus de réels partenaires, trouvent des raisons pertinentes de collaborer sur des questions plus larges, et notamment celle de l'énergie et de l'eau, liées de près à leurs économies.

Chapitre 8 : *Changement d'échelle et multiplication des acteurs : l'Asie centrale dans le jeu des grandes puissances*

1. *Multiplicité des acteurs, des tensions et des intérêts : l'Asie centrale au cœur de l'ingérence internationale*

Depuis 1991 et la fin du monde bipolaire, plusieurs facteurs ont redessiné le rôle et la place de l'Asie centrale dans le monde, telle que sa localisation, à l'orée de la Russie, la Chine, l'Iran, l'Inde et le Pakistan. L'abondance des ressources naturelles, et notamment les grandes réserves en pétrole que comprend la région, attirent les convoitises des grandes puissances. Ce périmètre géographique est effectivement riche de ressources, le Kazakhstan étant un grand producteur de pétrole, tandis que le Turkménistan est le plus grand exportateur de gaz naturel de la région. Depuis la chute de l'URSS, les puissances étrangères se précipitent en Asie centrale et y établissent des relations géopolitiques sur fond de nécessité énergétique. La région devient ainsi le terrain d'une lutte politique, économique et sécuritaire entre les puissances extérieures. Dès l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques en 1978, les États-Unis s'opposent à la Russie dans la région, ainsi qu'aux intérêts chinois et iraniens dans la zone.

Deux processus interdépendants ont semble-t-il permis de propager une telle multiplicité d'ingérences internationales. Premièrement, la perception d'un vide de pouvoir dans la région après la dissolution de l'Union Soviétique, et la vision d'une terre à contrôler. Également, le manque d'une cohésion régionale forte et établie entre les nations centre-asiatiques, qui laisse champ libre à toute forme d'interventions extérieures. Une sorte d'anarchie semble flotter au-dessus de cette région dès 1991 et sa sortie du joug soviétique. La perception d'un vide de pouvoir découle notamment de l'incapacité de la Russie, le traditionnel '*big brother*' de la

région de s'y affirmer dans la période suivant l'implosion de l'Union Soviétique. Ce retrait russe couplé à la volonté des nouvelles nations indépendantes de s'affirmer sur la scène internationale a encouragé les États centre-asiatiques à développer des partenariats et des relations bilatérales avec de nombreuses puissances extérieures. Le fait que la région soit limitrophe de l'Afghanistan, pays au cœur des problématiques sécuritaires du début du XXIème siècle constitue également un facteur d'attractivité de l'ingérence internationale. L'attrait pour la région est si fort que certains évoquent même un « nouveau Grand Jeu », ¹⁶¹ en référence au *Great Game* qui prévalait au XIXème siècle entre la Russie et la Grande-Bretagne, pour le contrôle de l'Eurasie. L'accession à l'indépendance des cinq États d'Asie centrale s'est ainsi accompagnée d'une diversification des acteurs engagés sur les territoires centre-asiatiques, directement ou indirectement, de manière formelle ou non. Cette implication internationale peut sembler bénéfique pour la région, mais elle peut également être un facteur de la distanciation mutuelle entre les pays d'Asie centrale, qui ne cherchent plus à trouver un règlement régional aux problématiques environnementales et sécuritaires, mais qui prennent plutôt part à de multiples programmes internationaux pour servir leurs intérêts.

Il est intéressant de voir comment des organisations extrarégionales se sont massivement impliquées en Asie centrale autour des questions de l'eau. Ces institutions ont généralement joué un rôle important dans le domaine de l'assistance technique, et autour du renforcement des institutions et des capacités de coopération. Multitude de donateurs internationaux ont ainsi œuvré pour la création et la mise en œuvre de cadre institutionnel pour la coopération régionale. Par exemple, l'IFAS et la CIAS ont été instauré sous la pression des donateurs internationaux pour améliorer la coopération régionale en matière de politique et de gestion de l'eau. La Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) ont participé à la mise en place de *l'Aral Sea Basin Action Plan*, un programme divisé en trois phases successives sur vingt ans, ayant pour principal objectif de stabiliser et réhabiliter la situation environnementale autour du bassin de l'Aral. Lors de la première phase du projet, la Banque Mondiale a temporairement abandonné ses prérogatives financières et techniques pour devenir un participant actif dans les négociations connexes. Pendant la seconde phase du plan, elle est retournée à un rôle plus traditionnel en se contentant de fournir une aide financière et un soutien à la gestion régionale de l'eau, tout en étant assistée par le PNUD et le programme WARMPA (*EU-TACIS's Water*

¹⁶¹ KLEVEMAN Luc, *Asie centrale, le nouveau grand jeu*, 2003, Paris, Harmattan, pages 178-186

Ressources Management and Agriculture Production). Les grandes puissances interviennent également via le financement de grands projets hydrauliques, au cœur de la géopolitique régionale. C'est notamment le cas du barrage de Rogun source de profondes tensions entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, qui est financé en grande partie par la société italienne Salini Impreglio. L'Iran et la Russie financent également de nombreuses infrastructures hydro-électriques dans la région.

L'Union européenne est une actrice présente à des degrés variés et modérés en Asie centrale autour des questions énergétiques. Malgré qu'elle soit un acteur commercial de premier plan dans la région, elle peine à transformer ce levier économique en influence politique. Bien qu'elle développe depuis 2007 une relation renforcée avec les pays d'Asie centrale, il a fallu concrètement attendre juin 2015, pour que soit publié sous l'influence de la présidence lettone, la stratégie de l'Union Européenne pour l'Asie centrale.¹⁶² Éducation, Droits de l'Homme, énergie, transport, gestion des ressources naturelles et environnement sont tout autant de secteurs clefs au sein desquels l'Union Européenne et les nations d'Asie centrale ont développé une étroite collaboration. L'action européenne en Asie centrale s'effectue ainsi à diverses échelles, encadrée au niveau institutionnel par le Représentant Spécial de l'Union Européenne en Asie centrale (EUSR), un mandat qui comprend notamment la coordination politique de l'Union dans la région, la cohérence de son action, ainsi que la promotion d'un cadre de coopération multilatérale entre les États centre-asiatiques. Au niveau des ressources naturelles, l'Union européenne soutient un projet concernant les ressources aquifères et l'environnement.¹⁶³ Pour l'UE, la sécurité est à la base du développement économique,¹⁶⁴ vision qui a mené en 2015 à une rencontre intitulée « *UE-Central Asia High Level Security Dialogue* » à Douchanbé. Ce sommet avait pour objectif principal l'instauration d'une plateforme pour traiter des risques politiques et sécuritaires en incluant le terrorisme, l'extrémisme, le trafic de dialogue et les risques CBRN (chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires). En 2015 à Tachkent a été ouvert un CBRN (Centre d'Excellence de l'Union Européenne) afin de prévenir des risques sécuritaires liées à ces composantes dans la région. Cependant, les relations entre l'Union Européenne et l'Asie centrale sont loin d'être

¹⁶² Council of the European Union, Conclusions on the EU Strategy in Central Asia, Brussels, 19 June 2017, [en ligne]: <https://www.consilium.europa.eu/media/23991/st10387en17-conclusions-on-the-eu-strategy-for-central-asia.pdf>

¹⁶³ APOKINS Igor, « Reviewing the EU Strategy for Central Asia: Results and Future Prospects », *L'Europe en Formation*, 1/2015, n° 375, p. 10-17

¹⁶⁴ Council of the European Union, Conclusions on the EU Strategy in Central Asia, Brussels, 19 June 2017. Consultable : <https://www.consilium.europa.eu/media/23991/st10387en17-conclusions-on-the-eu-strategy-for-central-asia.pdf>

multilatérales et recouvrent plutôt un dialogue bilatéral avec le Kazakhstan, le principal partenaire commercial de l'UE dans la région. Ceci amène à une présence européenne à géométrie variable car les États membres de l'UE ne sont pas tous impliqués au même niveau. En dépit d'initiatives européennes pour une meilleure coopération entre les États d'Asie centrale, Bruxelles reste un acteur aux capacités limitées dans la région du fait de son manque de visibilité et de clarté dans les capitales centre-asiatiques, ainsi que les divergences internes qui limitent les perspectives d'actions stratégiques dans la région.

Préoccupée par la situation en Asie centrale, et arborant un discours liant sécurité et environnement, l'Organisation de Sécurité et de Coopération Économique (OSCE) a mis en place *l'Environment and Security Initiative* (ENVSEC). En partenariat entre le RECCE (Regional Environment Center for Central and Eastern Europe), le PNUD, le PNUE, l'OTAN et la Commission des Nations-Unies pour l'Europe, ce programme vise à réduire les risques liés à l'environnement en terme de sécurité en renforçant la coopération au sein des pays centre-asiatiques. Lancée en 2003, l'ENVSEC cherche à prévenir des conflits étant susceptibles d'émerger d'une dégradation des milieux et des ressources naturelles. S'autoproclamant comme une interface de dialogue entre divers acteurs de la sphère privée et publique, l'ENVSEC affiche l'ambition d'encourager la cohésion et la coopération entre les États centre-asiatiques. A cette fin, un vaste projet de régulation autour de l'utilisation des barrages et des aménagements hydrauliques dans la région a vu le jour entre 2006 et 2017, divisée en trois phases successives. La première résultait en une stratégie de coopération visant à promouvoir l'utilisation rationnelle de l'eau et de l'énergie, via la mise en place d'un dialogue entre les parties. L'ENVSEC a également instauré des consultations nationales, sorte de rencontres multipartite dans chacune des cinq républiques centre-asiatiques. Le 6 octobre 2015 à Bichkek a eu lieu une rencontre de coordination régionale organisée par l'ENVSEC, présidée notamment par le gouvernement national et le PNUD. Via la collecte de données et l'analyse du terrain, l'ENVSEC travaille en coopération avec les autorités locales nationales, ainsi qu'avec les populations des zones les plus à risques de la région.

Les États-Unis de leur côté, sont des acteurs importants de la sécurité en Asie centrale. L'engagement américain dans la zone trouve son origine dans les années 1990. Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale sous la présidence de Jimmy Carter, observe que « depuis que les relations internationales ont commencé à s'étendre à l'échelle de la planète, voilà près de cinq cent ans, le continent eurasien a constitué le foyer de la puissance

mondiale. ». ¹⁶⁵ Très vite, les États-Unis s'intéressent principalement au Kazakhstan et à l'Ouzbékistan, même si Washington va fournir une aide conséquente à tous les États centra-asiatique entre 1992 et 2014, s'élevant à environ 6,8 milliards de dollars en assistance économique et militaire. ¹⁶⁶ Les États-Unis ont déployé une stratégie sécuritaire et anti-terroriste dans la région, en raison notamment de sa proximité avec l'Afghanistan, qui, accueillant des talibans est considéré comme partie intégrante de l'Axe du Mal d'après les dires du président Bush. ¹⁶⁷ Cherchant à stabiliser la zone et à y établir des bases militaires, Washington s'est impliqué massivement en Asie centrale, depuis la fin de la Guerre Froide mais surtout depuis le tournant des attentats du 11 septembre 2001. En dépit de la relation conflictuelle avec Tachkent qui a mené à la fermeture de la base américaine à Karshi Khanabad en 2005, Washington a accompli en grande partie ses objectifs sécuritaires dans la région. Sur le plan économique, Washington y est également très présente pour contrer les Nouvelles Routes de la Soie chinoises qui visent à relier la Chine à l'Europe. Des milliards de dollars y ont ainsi été investis, témoignage de l'engagement américain pour contrer l'expansion chinoise dans la région.

Comme elle l'était au XIXème siècle, l'Asie centrale est redevenue après son indépendance, un véritable échiquier géopolitique. Elle est théâtre de profondes et divergentes luttes d'influences entre des grands acteurs du monde contemporain qui tentent de développer des partenariats stratégiques avec les États d'Asie centrale, au nom d'ambitions sécuritaires ou pour le contrôle de ressources énergétiques. Ainsi, la Chine s'engage dans la région afin d'y exploiter une grande quantité de gaz naturel, la Russie accroît ses échanges commerciaux avec de nombreux pays d'Asie centrale à des fins militaires et stratégiques, et les États-Unis cherchent à apporter démocratie et stabilité en Asie centrale pour éviter qu'elle ne devienne un berceau du terrorisme. Cette forte présence d'acteurs externes sur les territoires d'Asie centrale, couplée à la lutte interne entre les nations de la région, y complexifient l'atmosphère déjà conflictuel et instable.

¹⁶⁵ BRZEZINSKI Zbigniew, « Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde », Paris, Bayard, 1997, pp. 23-24

¹⁶⁶ RUMER Eugene, SOKOLSKY Richard, STRONSI Paul « U.S. Policy Toward Central Asia », *Washington D.C, Carnegie Endowment for International Peace*, Janvier 2016, p. 17, [en ligne]: https://carnegieendowment.org/files/CP_259_Central_Asia_Final.pdf

¹⁶⁷ RIGAL-CELLARD Bernadette, « Le président Bush et la rhétorique de l'axe du mal : Droite chrétienne, millénarisme et messianisme américain », dans *Études* 2003/9, Tome 399, page 153

2. L'Asie centrale au cœur de la rivalité sino-russe : quelles conséquences pour la région ?

Nous l'avons vu, les pays d'Asie centrale sont situés à la charnière géographique, politique, et économique de plusieurs empires et tentent, chacun à leur manière, de tirer le meilleur profit de cette localisation. L'une des rivalités dont les conséquences sont les plus importantes dans la région est certainement la rivalité sino-russe. L'intérêt de l'Asie centrale pour ces deux puissances s'est intensifiée depuis plusieurs années, en raison d'une part de la volonté de Pékin de pivoter vers l'Ouest, et d'autre part, pour la Russie qui, subissant les conséquences des sanctions occidentales après la crise ukrainienne, a besoin d'une coopération avec l'Asie centrale pour son apport énergétique. Les cinq États d'Asie centrale conjuguent ainsi de nombreux défis imposés par la mondialisation tout en s'accommodant tant bien que mal des ambitions rivales de la Russie et de la Chine sur leurs territoires. Les États centre-asiatiques jouent de la concurrence entre la Chine et la Russie et choisissent leurs partenaires en fonction de leurs intérêts et de leurs possibilités économiques. Ils mènent ainsi des politiques étrangères très diversifiées à l'égard des deux puissances régionales que sont la Chine et la Russie. Face à ce que certains appellent le Nouveau Grand Jeu, les pays d'Asie centrale ne font pas partie commune, mais rivalisent au contraire en fonction de leurs atouts énergétiques.

Cette rivalité sino-russe entrave la cohésion régionale déjà fragile en renforçant l'individualisme et la primauté du choix national pour des États d'Asie centrale qui cherchent à se servir de leur relation avec ces puissances pour s'échapper de leurs interdépendances au niveau des ressources. La Chine développe sa politique des Nouvelles Routes de la Soie vers l'Ouest en multipliant les partenariats avec les États centre-asiatiques, tandis que l'Union Économique Eurasiennne, créée à l'initiative de la Russie, exclue la Chine. La coopération entre la Russie et la Chine est limitée du fait de leur concurrence pour les ressources naturelles. Depuis la chute de l'Union Soviétique, la Russie est restée l'un des leaders incontesté dans la région et tente de maintenir une influence économique et politique en Asie centrale. Devenue une puissance reconnue sur la scène internationale, la Chine a peu à peu fait son entrée dans cet espace stratégique pour Pékin. L'Asie centrale est ainsi le théâtre d'un rééquilibrage important du pouvoir entre une Russie déclinante et une Chine émergente. L'affirmation chinoise dans la région s'explique notamment par sa vision prônée d'une certaine connectivité régionale – elle est limitrophe de l'Asie centrale par la province du Xinjiang notamment - et d'un appétit pour

les ressources énergétiques centre-asiatiques. *Quelles sont les principales ambitions russo-chinoises dans la zone ? Quelles en sont les conséquences pour la géopolitique régionale ?*

En quelques années, la Chine est devenu un acteur incontournable de la géopolitique centre-asiatique, malgré des relations plutôt conflictuelles avec les républiques soviétiques d'Asie centrale pendant la Guerre Froide. Ceci s'expliquait notamment par des litiges territoriaux notamment au Tadjikistan,¹⁶⁸ où la délimitation des frontières avait suscité rancœurs et méfiance des populations. A la suite de la fixation des frontières - via une succession d'accords signés entre 1994 et 2010 successivement avec le Kazakhstan - le Kirghizistan et le Tadjikistan, les relations entre les États se sont pacifiées. Le développement du dialogue économique et politique entre la Chine et l'Asie centrale a renforcé la coopération entre les deux. L'intérêt chinois pour l'Asie centrale résulte avant tout dans une volonté nationale de développement économique, et notamment de la province du Xinjiang. La Chine a rapidement pris conscience que cette province, rattachée culturellement à l'Asie centrale, ne pourra que se développer si l'environnement régional tout entier se développe également. Il est donc primordial pour la Chine d'investir et d'encourager la compétitivité de l'Asie centrale. La priorité du gouvernement chinois pour cette province est le développement agricole et notamment la production de coton, activité nécessitant l'irrigation et l'utilisation de l'eau. La vision prônée par la Chine, contrairement aux doctrines étatsuniennes et russes, est celle du 'win-win', soit la stratégie du gagnant-gagnant, celle selon laquelle il n'y a pas de relations asymétriques mais que des partenaires potentiels. La Chine entretient ainsi de profonds liens économiques avec la région, en étant notamment la première partenaire commerciale du Tadjikistan et du Kirghizistan, et le premier importateurs de produits turkmènes.¹⁶⁹ Pékin possède d'importants ancrages historiques dans la région notamment du fait de la présence d'une forte communauté ouïghours (des populations originaires de l'Ouest de la Chine), au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Tadjikistan. La Chine a insufflé un rapprochement politique dans la région en adhérant à plusieurs organisations politiques telles que l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), ou encore le Programme Régional de Coopération Économique en Asie Centrale (CAREC), jouant un rôle prédominant dans la coopération autour des ressources naturelles. Par le biais de la mise en place de la Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (BAII) en

¹⁶⁸ KELLNER Thierry, « Le règlement des questions frontalières entre la République populaire chinoise et ses voisins centrasiatiques », *Relations internationales*, n° 145, p. 27-51, 2011

¹⁶⁹MOGILEVSKII Roman " Trends and Pattern in foreign trade of Central Asian Countries", *Institute of Public Policy and Administration*, Working paper n°1, 2012, pp. 17-27

2014, la Chine a affirmé sa présence dans la région, se rendant utile et indispensable auprès des nations centre-asiatiques. Elle y est ainsi un acteur économique de premier plan, dans le secteur des hydrocarbures, des infrastructures et du commerce. En 2010 le commerce entre la Chine et l'Asie centrale atteint 22,5 milliards d'euro, contre 16,4 milliards d'euro entre la Russie et l'Asie centrale.¹⁷⁰ La Chine dépend fortement du gaz et du pétrole d'Asie centrale pour réduire sa dépendance aux importations d'énergie venues du détroit de Malacca, tenu principalement par les États-Unis. Bien que le Kazakhstan exporte toujours la majorité de son gaz vers la Russie, la Chine a réussi à s'en procurer d'importantes quantités venues des réserves du Turkménistan. En dépit de la fin de la Guerre Froide et de la dissolution de l'URSS, l'Asie centrale reste un élément de base dans la stratégie de sécurité de la République Populaire de Chine. Celle-ci, en établissant une continuité entre la Chine intérieure, et la sécurité extérieure, est passé d'une stratégie d'influence à une adaptation pragmatique aux nombreux développements sur la scène internationale après les attaques terroristes du 11 septembre. La Chine, second de Moscou au sein de l'OCS guide annuellement des exercices militaires avec le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, et soutient ouvertement les gouvernements centre-asiatiques, considérés aux yeux de Beijing comme un rempart à l'islamisme dont les autorités chinoises craignent l'influence sur leurs territoires.

La Russie reste le principal partenaire des États centre-asiatiques, et c'est à son initiative que sont nées plusieurs organisations multilatérales, à l'image de la Communauté Économique Eurasiatique (CEEAE), ou de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC). Moscou a posé les bases d'un cadre institutionnel de coopération russo-centro-asiatique. Ces nombreux projets ont pour visée l'approfondissement des échanges économiques et l'ouverture des marchés. Comme l'affirme Vladimir Poutine, ces organisations participent à la création d'un lien intercontinental qui promeut l'intégration économique à travers l'Eurasie.¹⁷¹ L'Asie centrale représente pour la Russie un marché de près de soixante-deux millions de consommateurs, ce qui permet à Moscou d'augmenter son commerce extérieur d'une façon considérable. Le contrôle des ressources énergétiques centre-asiatiques confère à la Russie une position stratégique de force dans le dialogue vis-à-vis des autres puissances à l'image de l'Union Européenne. La disponibilité énergétique d'Asie centrale est indispensable à la Russie qui fait face au vieillissement de son industrie. Du fait du manque de technologies d'exploration

¹⁷⁰ NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie centrale », Perspectives chinoises, 2006, 96, pp.2-10

¹⁷¹ Nouveau projet d'intégration pour l'Eurasie. Disponible sur <<http://izvestia.ru/news/502761>>

sophistiquée, il est possible que Moscou voit sa production de pétrole diminuer considérablement d'ici 2035.¹⁷² Les motifs de l'engagement russe en Asie centrale sont multiples, et l'on peut notamment citer la sécurisation des frontières, le contrôle des hydrocarbures (notamment l'uranium et l'électricité), et le contrôle de ce que Moscou considère, encore et toujours, comme sa sphère d'intérêt, son étranger proche. Depuis 2012 et la réélection de Vladimir Poutine, qui marque le début de réajustements en termes de politiques sécuritaires en Asie centrale, le soutien actif à l'intégration eurasienne a été défini et affirmé comme la priorité de la politique étrangère de Moscou.

Les deux projets d'intégration russe et chinois apparaissent contradictoires sur divers points. L'importance des ressources énergétiques pour les deux pays peut représenter des sources de frictions, notamment du fait que les États d'Asie centrale profitent de la présence chinoise pour réduire leur dépendance à la Russie, via l'utilisation de l'oléoduc Turkménistan-Chine notamment.¹⁷³ En profitant du marché chinois, les pays exportateurs d'énergie centre-asiatiques ont augmenté leurs prix vers la Russie.¹⁷⁴ Ceci leur a permis de s'émanciper quelque peu du joug russe qui les contraignait jusqu'alors. Le Kazakhstan, qui échangeait par le passé largement avec Moscou, oriente à présent massivement ses exportations vers la Chine. Ainsi, entre 2004 et 2014, les exportations kazakhes énergétiques vers la Chine ont doublé (en passant de 4,18% à 8,52%), tandis que celles vers la Russie ont chuté de 7,12% à 1,63%.¹⁷⁵ Parallèlement à ces antagonismes au sujet des ressources, nombreux responsables politiques centre-asiatiques se sont tournés vers la Chine pour la construction de leurs infrastructures énergétiques. Ainsi, dans le cadre de ses Nouvelles Routes de la Soie, la Chine a bâti de nombreuses pipelines et gazoducs dans la région.

Ceci a renforcé l'individualisme des nations centre-asiatiques qui ont cherché des aides extérieures pour consolider leurs propres puissances, et s'assurer une certaine autonomie dans leur production énergétique. Cela ne va pas dans le sens d'une coopération régionale pour des ressources partagées et des installations d'extractions communes. L'influence des grandes

¹⁷² OVCHAN M.Andrey, « Èkonomičeskij FAQ. Kak možet vygljadet' poterja èkonomikoj Rossii stabil'nosti (à quoi ressemblerait la perte de stabilité économique en Russie?) », *Carnegie Moscow Center*. [en ligne] : <http://carnegie.ru/commentary/2016/04/19/what-would-economic-disintegration-in-russia-look-like/ix9o>

¹⁷³ GENTE Régis « Le Turkménistan oriente son gaz vers la Chine », *Le Figaro*, mars 2009

¹⁷⁴ PETERSON A., BARYSCH K., "Russia, China and the geopolitics of Energy in Central Asia", *Centre For European Reform*, 2011. P.48

¹⁷⁵ Detailed Country Analysis, World Integrated Trade Solution. Consultable : <http://wits.worldbank.org/detailed-country-analysis-visualization.html>

puissances dans la région joue ainsi le rôle de diviseur au sein des États locaux, qui cherchent tous à se rapprocher d'une ou plusieurs grandes puissances pour subvenir à leurs besoins nationaux.

Bien que certains observateurs évoquent un Nouveau Grand Jeu en référence au *Great Game*, - rivalité russo-britannique qui prévalait en XIXème siècle - la réalité semble assez différente de la situation antérieure. En effet, alors que la Russie tsariste et le Royaume-Uni cherchaient à imposer un contrôle total sur la zone, la Chine et la Russie contemporaines cherchent seulement à développer des partenariats économiques et s'assurer un accès à des ressources nécessaires à leurs développement nationaux.

Chapitre 9 : Quelles perspectives d'évolution de la situation dans un contexte de mondialisation et de changement climatique ?

1. Face à l'inaction gouvernementale, une solution incluant des initiatives locales et citoyennes est-elle envisageable ?

Les républiques d'Asie centrale existent en tant que nations indépendantes depuis l'éclatement de l'Union Soviétique, à partir duquel elles ont évolué hors de l'orbite juridique de Moscou. Bien que le processus de création de nouvelles structures politiques et d'adoption de cadres juridiques dans les quinze États fraîchement indépendants, conjugué à l'assistance internationale visant à introduire des principes démocratiques dans les États centre-asiatiques, ont offert des nouvelles possibilités de développement à la communauté des organisations non-gouvernementales, celles-ci restent limitées dans la région. Près de vingt ans après la chute de l'URSS, on constate que les États successeurs du pouvoir soviétique ont emprunté des chemins divers en matière de libertés et de Droits de l'Homme. Dans le Caucase et l'Asie centrale particulièrement, le processus démocratique a été relativement lent et fait face à de nombreux obstacles freinant le développement d'une véritable société civile. On considère ici la société civile comme une entité indépendante des gouvernements et des États, comprenant les grandes structures appelées les organisations non-gouvernementales (ONG), mais également les

syndicats, les militants, les défenseurs des Droits, et beaucoup d'autres groupes. D'après la définition donnée par la Banque Mondiale, la société civile constitue le « *large éventail d'organisations non-gouvernementales à but non lucratif présentes dans la vie publique, exprimant les intérêts et les valeurs de leur membre ou d'autrui, fondées sur des considérations éthiques, politiques, culturelles, scientifiques, religieuses ou philanthropiques. Ces organisations peuvent ainsi être de diverses natures, à l'image de groupes communautaires, d'ONG, de syndicats, d'organisations autochtones, d'organisations caritatives, confessionnelles, associations professionnelles ou encore de fondations* ». ¹⁷⁶ Cette société civile est susceptible d'arborer de multiples rôles, allant de prestataire de service à observateur chargé de surveiller les politiques mises en place dans un État donné.

Dans une perspective occidentalo-centrée, on pourrait s'attendre à ce que ces organisations jouent un rôle prépondérant dans l'amélioration du contexte régional, caractérisé par un environnement dégradé et une profonde lutte pour les ressources. Pour de nombreux analystes occidentaux, la société civile est la condition sine qua none au bon fonctionnement de la démocratie, à la transparence et à la consolidation de celle-ci. Cependant, dans les pays de la Communauté des États Indépendants (CEI), la notion d'une société civile forte comme condition préalable à la démocratie ne va pas de soi, et le regard des autorités porté sur le rôle des ONG reste largement influencé par la vision soviétique, dans sa définition d'une société civile qui ne s'oppose pas aux pratiques étatiques. Pourtant, en 1992, les États nouvellement indépendants, et notamment les cinq républiques post-soviétique d'Asie centrale ont signé l'Acte Final de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE), et ont été tenus de respecter les engagements évoqués lors de cette conférence. Il s'agissait notamment de garantir la liberté d'association et de réunion, sans en entraver le développement. ¹⁷⁷ Ceci représentait une avancée en matière de liberté de la société civile, par rapport au régime soviétique, où la liberté de réunion et d'association faisait l'objet de sévères restrictions. Notamment, la loi sur les associations publiques, adoptée en octobre 1990 par Moscou, imposait de très lourdes obligations d'enregistrement aux ONG et réglementait pratiquement tous les pans de leurs activités.

¹⁷⁶ World Economic Forum “ The future role of civil society” , January 2013, page 8, [en ligne] : http://www3.weforum.org/docs/WEF_FutureRoleCivilSociety_Report_2013.pdf

¹⁷⁷ Déclaration du Sommet de Helsinki, 1992, [en ligne] <https://www.osce.org/fr/mc/39531?download=true>

Dans une dynamique de continuité avec le passé, la dissolution de l'Union soviétique n'a pas entraîné une modification de la législation encadrant l'existence des ONG, et la plupart des États successeurs du pouvoir soviétique ont tout bonnement adopté leurs versions respectives de la loi d'octobre 1990. Les textes juridiques encadrant les activités des ONG, et leurs lectures, ont ainsi été soumis aux visions des dirigeants centre-asiatiques dont les interprétations ont évolué de façon relativement arbitraires. Malgré un environnement qui semble défavorable à l'action de la société civile, le Kazakhstan, le Turkménistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan sont signataires de la Convention D'Aarhus.¹⁷⁸ Celle-ci, créée dans le cadre de la Commission Économique des Nations Unis pour l'Europe (UNECE), se veut être le pilier de la démocratie environnementale. La Convention prévoit que les informations sur l'environnement, comprenant notamment la connaissance des facteurs pouvant dégrader celui-ci, ainsi que l'état de santé et sécurité humaine, soient mises à disposition du public qui en ferait une demande explicite auprès des autorités. Les prémices de la Convention remontent à la Déclaration de Rio en 1992, dont le principe 10 précise que « *la meilleure façon de traiter les questions d'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens au niveau qui convient* ». ¹⁷⁹ Cependant, malgré la ratification de la Convention, la limite entre le pouvoir et la société civile reste opaque. Alors que la Convention dispose qu'un débat public doit être effectué avant la prise de toute décision impactant l'environnement et/ou ses populations, ce n'est pas le cas au Kazakhstan sur la question du stockage des déchets nucléaires par exemple. Les citoyens ne sont pas mêlés au processus de décision, ou à quelconque mission d'observation, alors qu'ils sont les premières victimes potentielles d'un mauvais stockage. Certes, il existe bien des ONG environnementales enregistrées en Asie centrale et mieux tolérées que celles touchant directement au domaine politique, mais elles ne bénéficient pas pour autant d'un accès aux informations nécessaires au bon déroulement de leur travail. Elles sont dépourvues de moyens d'actions et de pression auprès des autorités locales, et sont quelques fois instrumentalisées par les pouvoirs en place, qui détournent largement à leur profit l'action humanitaire. ¹⁸⁰

Dans les États d'Asie centrale, certains représentants de la société civile sont quotidiennement perçus comme des dissidents et des opposants au régime, et subissent des

¹⁷⁸ Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-Making, and Access to Justice in Environmental Matters, Aarhus, Denmark, 25 June 1998. [en ligne] : https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXVII-13&chapter=27&clang=_en

¹⁷⁹ Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement, juin 1992, [en ligne] : https://www.diplomatie.gouv.fr/sites/odysee-developpement-durable/files/9/Declaration_de_Rio_1992_fr.pdf

¹⁸⁰ ROY Olivier, « Asie centrale : la société civile en débat », *Revue Internationale de Politique Comparée* 2002/2. Vol 9, pages 171 à 191

ingérences gouvernementales dans leurs activités. Cela touche particulièrement les défenseurs des Droits de l'Homme, mais également de nombreuses ONG environnementales, lorsqu'elles dénoncent par exemple les travers de la production économique comme étant un vecteur de destruction écologique. La législation joue un rôle prédominant dans les relations entre l'État et le secteur civil des ONG, puisqu'elle est l'instrument de régulation qui régit la coopération entre les deux. Les ONG sont confrontées et soumises à un lourd arsenal réglementaire impliquant notamment une longue période d'enregistrement (une sorte d'étape d'inscription), et des coûts élevés. Le rejet parfois interpellant de l'inscription de l'une ou l'autre ONG soulève les soupçons quant au fait que les obstacles à l'émergence d'un certain nombre de ces organisations relèvent de questions politiques et économiques, et que la législation permet d'empêcher l'existence et l'activité de certains groupes non désirés.

Via leur participation à des procédures multilatérales, à l'image de leur ratification de la Convention d'Aarhus, les États d'Asie centrale ont été contraints de reconnaître la nécessité d'une société civile forte et d'intégrer l'importance du rôle joué par les organisations non gouvernementales actives dans le processus de démocratisation en tant que relais potentiels entre la population et les gouvernants. Cependant, modifier du jour au lendemain des perceptions historiques et des pratiques ancrées est délicat, notamment lorsque l'on considère que sous le système soviétique même les activités les plus basiques étaient contrôlées par le haut, intégrées dans un système vertical de décisions. L'État cherchant à contrôler toute action se déroulant hors de sa structure, les ONG qui prennent réellement part à des efforts sociétaux, peuvent être qualifiées de GONGO (des ONG organisées par le gouvernement), un terme qui souligne leur proximité avec les instances politiques, et qui soulève la question de la neutralité de leur travail.

Des acteurs internationaux ont joué un rôle particulièrement concret dans l'émergence d'une société civile en Asie centrale, notamment dans le domaine des organisations environnementales. Dès l'indépendance, les agences internationales actent en effet via un financement accru à la promotion d'ONG locales et à la formation de leur personnel. Cet activisme international s'explique par la volonté de promouvoir une société civile. A mesure que des acteurs internationaux s'implantent en Asie centrale, une tendance favorable à l'émergence d'ONG est visible, conduisant à l'adoption de nouvelles lois régissant la législations des ONG. Le Kirghizstan adopte en 1999 une nouvelle encadrant les organisation non-commerciales, pouvant concerner le statut des ONG. Celle-ci remplace la loi antérieure

qui exigeait notamment de la part des ONG enregistrées qu'elles produisent des rapports trimestriels sur leurs activités et des bilans complets sur l'état de leurs finances. Cette même loi limite également les pouvoirs arbitraires du gouvernement et confie leur réglementation aux ONG elles-mêmes. Alors que l'ancienne législation en vigueur obligeait l'enregistrement officiel de tout groupe de personnes se réunissant de façon organisée, la nouvelle législation autorise expressément les groupes et associations non enregistrées à mener des activités à but non-lucratifs. Ces évolutions sont de positifs signaux pour l'encouragement des activités et initiatives citoyennes. Toutefois ces avancées doivent être nuancées, de nombreuses ONG de défense des droits de l'Homme ayant de sérieuses difficultés à s'enregistrer.

Malgré de nombreux obstacles à leur existence, les initiatives citoyennes et civiles existent ainsi depuis de nombreuses années sur les territoires d'Asie centrale. Les premiers groupes de revendications environnementaux se sont globalement formés entre 1988 et 1990, simultanément à des mouvements populaires autour des questions environnementales préoccupantes, à la suite de la catastrophe de Tchernobyl en 1986 qui a choqué l'opinion publique. Plus tard, l'écologisme est devenu un cri de ralliement donnant aux citoyens le sentiment qu'ils pouvaient s'élever contre l'ancienne structure soviétique. Attirant l'attention sur des crises telles que la dessiccation de la mer d'Aral et les conséquences néfastes des essais nucléaires sur le site de Semipalatinsk, ces mouvements ont rapidement gagné en importance. Sur décision du président Noursoultan Nazarbaïev, et suite à une forte pression des milieux de protection environnementale et humaine, le polygone d'essai de Semipalatinsk au Kazakhstan a été fermé en 1991. L'un des exemples notable de mobilisation citoyenne, ayant abouti à des améliorations est certainement la construction d'une digue dans la partie nord de l'Aral en 1996. Sous l'impulsion de M. Alachibaï Baïmirzaev, le maire de la ville d'Aralsk, une partie de la population s'est attelée à la construction d'une digue composée de sable et de roseau. Située à l'embouchure du Syr-Daria, la construction avait vocation à faire remonter le niveau de la Petite mer. Cette initiative populaire a plus ou moins fonctionné jusqu'en 1999, date à laquelle l'édifice a été détruit par une tempête. Grâce à cette digue, l'eau douce est peu à peu revenue dans la mer, ce qui a engendré une renaissance partielle de l'écosystème, et le retour de quelques espèces de poissons, qui avaient disparu. Via le financement de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), un organisme américain à but non-lucratif nommé World Learning a fourni les premières subventions de coopération entre les ONG des États-Unis et celles de l'ancienne Union Soviétique. World Learning a notamment monté un projet qui visait à développer un réseau de coopération entre toutes les ONG environnementales

présentes sur le territoire de l'ancienne Union Soviétique. Afin de parvenir à unifier la communauté des ONG 'vertes', des militants américains ont parcouru l'Asie centrale pour fournir du matériel informatique et transmettre un savoir-faire technique aux agents locaux. Par la simple technologie des e-mail, plus de cent-soixante-dix ONG ont ainsi pu communiquer au-delà des frontières, instaurant les bases d'un vaste réseau, véritable 'cyber-espace vert' à l'échelle de l'ex-Union Soviétique.

Aujourd'hui, le CAREC joue un rôle important dans le développement des organisations non-gouvernementales à visée écologique. Établi en 2011 par une décision collective des cinq États d'Asie centrale, de l'Union Européenne et du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement), ce centre fournit un soutien aux initiatives citoyennes œuvrant pour le développement durable et l'environnement.¹⁸¹ Dans la charte instituant le CAREC, les États d'Asie centrale reconnaissent que la solutions aux nombreux problèmes environnementaux existant dans la région « *exigeront des efforts communs aux gouvernements, aux organisations-non gouvernementales, et aux citoyens* ». ¹⁸² L'une des principales priorités de ce programme est d'appuyer les initiatives et les efforts de la société civile en faveur du développement durable en Asie centrale. Le CAREC a mené notamment une enquête auprès des organisations non-gouvernementales des cinq républiques d'Asie centrale afin d'améliorer et de renforcer les relations de partenariat.

En Asie centrale aujourd'hui, les ONG environnementales abordent une large variété de problématiques et leurs implications varient d'une nation à l'autre. Au Kazakhstan et au Kirghizistan, où les gouvernements ne se sentent pas particulièrement menacés, les ONG environnementales contribuent depuis plusieurs années déjà, de manière substantielle, à la construction de la société civile même si celles-ci se heurtent encore souvent à des obstacles lorsqu'il s'agit de travailler en coopération avec leurs gouvernements. Au Kazakhstan particulièrement, les ONG environnementales dénoncent un manque de transparence des activités gouvernementales, ce qui entrave leur capacité à travailler efficacement et contribue au manque général d'accès à l'information sur les questions de santé publique et de protection environnementale. Le manque de ressources et de budgets alloués aux projets de protection de

¹⁸¹ The Regional Environmental Center for Central Asia, [en ligne] : <https://carececo.org/en/main/about/history/>

¹⁸² Central Asia Regional Environmental Centre Establishment, Préambule, [en ligne] : <https://carececo.org/en/main/about/documents/>

l'environnement a considérablement réduit la capacité de travail et d'action du Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles. En Ouzbékistan et au Turkménistan, pays où les gouvernements sont réputés pour être moins tolérants à l'égard des activités non-gouvernementales, les groupes environnementaux ne parviennent pas à s'attaquer aux problèmes résultant notamment des politiques étatiques à l'image de la pollution de l'eau causée par la décision de l'État de continuer à faire de la production de coton la première source de ressources économiques. Au Tadjikistan, une organisation non-gouvernementale particulièrement active est témoin des difficultés dont font face les initiatives civiles. *Little Earth* est une ONG à but non lucratif, fondée en 1997 par un groupe de jeunes activistes. Il s'agit d'un organisme bénévole, local et autonome, dont le siège se situe à Douchanbé, au Tadjikistan. *Little Earth* possède une riche expérience dans les domaines de l'énergie durable, de l'éducation au développement durable et de l'adaptation au changement climatique. Depuis 2006, l'organisation a mis en œuvre des projets axés sur la promotion de l'utilisation efficace des ressources et des énergies renouvelables au niveau des communautés locales dans les villages de montagne isolés du pays. L'ONG est notamment le point focal du projet international sur l'application des ressources et de l'énergie (SPARE) et co-fondatrice du Réseau tadjik des ONG sur le changement climatique. *Little Earth* aide au développement et à l'accès aux énergies renouvelables qui représentent pour le Tadjikistan, État pauvre et isolé, un espoir d'éviter les conséquences désastreuses du réchauffement climatique. En 2014, *Little Earth* a ainsi équipé de panneaux et réchauds solaires les villages de la vallée du Bartrang. Cependant, malgré de grandes avancées, les membres de *Little Earth* rencontrent de nombreux obstacles dans leur travail. Ils dépendent fortement des donateurs internationaux, et la bureaucratie complique la mise en place de nombreux projets. Timur Idrissow le porte-parole de l'ONG affirme que *"ces dernières années, il est devenu de plus en plus difficile de trouver du financement pour des projets environnementaux. Il n'y a pas de soutien de la part des programmes de financement gouvernementaux. Ces circonstances influencent l'efficacité de notre travail. En fin de compte, les ONG se concentrent sur ces questions et, par conséquent, les principaux objectifs et priorités sont mis de côté"*.¹⁸³

Bien que les progrès réalisés par ces ONG pour un dialogue constructif et des avancées concrètes au sein de la société soient réels, les difficultés économiques couplées à des financements limités ainsi que l'héritage répressif du système soviétique continuent de limiter

¹⁸³ BACHTIJOROWA S., « Umweltschutz ist Ehrensache », *Deutsche Allegemeine Zeintung*, 17 März 2017

sérieusement l'influence de ces mouvements. En effet, héritage d'un passé soviétique où les libertés d'expression étaient fortement encadrées, les sociétés d'Asie centrale sont profondément mise sous tutelle. Des méthodes de censure datant de la période soviétique perdurent dans les cinq États d'Asie centrale, à l'image de la règle de l'enregistrement, qui consiste pour les médias à rendre des compte au Ministère de la Justice. Pointés du doigts comme le quatrième pouvoir, les médias sont également cibles des autorités politiques et sont régulièrement confrontés à de fortes pressions, ce qui entrave leur rôle de diffuseur des problématiques sociétales. Les régimes politiques autoritaires d'Asie centrale restent globalement peu enclins à faire participer les citoyens quant à l'avenir de leur environnement. Ceci est caractéristique de la Russie, où le domaine de l'écologie est traditionnellement rattaché à celui des ressources naturelles, dont la maîtrise constitue, depuis toujours un élément essentiel du dispositif de la politique de sécurité et plus largement de la souveraineté de l'État.¹⁸⁴ La raison d'État est un outil politique invoqué par nombreux gouvernants pour justifier des décisions dont les objectifs ne sont pas toujours rendus publics. Le difficile accès à des données indépendantes en Asie centrale, et notamment des statistiques concernant les situations écologiques et environnementales, empêchent toute action de prévention efficace.

De toutes les organisations, ce sont les ONG environnementales qui ont joué un rôle particulièrement significatif dans le développement d'une société civile en Asie centrale. Ces groupes ont la plus longue historicité sur le terrain, y sont durablement implanté, et ont apporté des contributions significatives à l'amélioration de la situation environnementale, mais aussi à la construction d'une société dans laquelle la participation citoyenne devient une réalité. Bien que la réforme démocratique n'ait pas atteint en profondeur la plupart des gouvernements d'Asie centrale, les secteurs de plus en plus influents des ONG ont instauré des mécanismes démocratiques pour résoudre les problématiques sociétales tels que les questions sociales, environnementale, et économiques. Depuis plusieurs années, on assiste ainsi à une multiplication des instances non-gouvernementales autour de l'Aral et de son sauvetage, une présence qui a permis de relancer d'autres débats autour des questions de destruction écologique de la région. Cependant, contrairement à l'activité militante autour de la question de la mer d'Aral, il n'y a pratiquement aucune activité d'ONG environnementale dans les communautés autour des champs pétroliers de Tengiz, dans le nord-ouest du Kazakhstan, territoires largement

¹⁸⁴ RAVIOT Jean-Robert, « L'écologie aux frontières de la raison d'état en Russie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, année 2005, 36-1, pp.156-177

investis par des compagnies pétrolières internationales. Bien que les circonstances qui régissent les industries cotonnières et pétrolières diffèrent substantiellement, elles partagent une force importante : celle de la production de devise forte. La primauté de l'économie maintient le contrôle du gouvernement sur ces industries, et les ONG ne sont pas les bienvenues pour venir s'attaquer aux problèmes environnementaux qui y sont associés. Les capacités de ces organisations à agir sont donc largement limitées par les questions sociales, politiques et économiques plus vastes qu'elles soulèvent.

2. *Le changement climatique, entraînant un profond bouleversement des milieux, peut-il entraîner une redéfinition de la géopolitique centre-asiatique ?*

Nombreuses sont les études qui identifient le changement climatique comme un multiplicateur de menaces pouvant contribuer à l'insécurité et à la déstabilisation d'une zone, en affectant la disponibilité en eau et la sécurité alimentaire, mais aussi la sécurité énergétique et le développement économique.¹⁸⁵ En exacerbant la pression humaine sur les ressources naturelles et énergétiques et en bouleversant les milieux, le phénomène global du réchauffement climatique est susceptible d'entraîner une réorganisation des dotations en ressources naturelles au sein des différentes républiques post-soviétiques. Les déserts devenant de plus en plus désertiques et les glaciers ne cessant de fondre, les pays qui disposaient et jouaient de leur caractéristiques naturelles (ressources hydraulique ou gazière...) vont devoir composer avec ce nouvel environnement. Ceux situés en amont, aux statuts de pays château d'eau vont très probablement faire face à une perte considérable de leur pouvoir d'action et de leur ressource majeure : l'eau. Les puissances cotonnières, en aval, fortement dépendantes de l'eau pour l'irrigation, vont devoir composer avec une avancée massive de l'aridité ce qui va nécessiter des quantités drastiques en terme d'irrigation. Le changement climatique présente un risque extrêmement sérieux pour l'Asie centrale en raison de la forte aridité de la région. Parce qu'il va bouleverser le paysage géographique de l'Asie centrale, et priver certains États de leurs principales armes naturelles, le changement climatique est un nouvel acteur géopolitique dans le champ régional de l'Asie centrale. Son entrée sur la scène politique et sécuritaire risque de

¹⁸⁵OSCE, "Climate Change and the Water-Energy-Agriculture Nexus in Central Asia", Scenario Report, [en ligne] : https://www.adelphi.de/de/system/files/mediathek/bilder/US%20524_Scenario%20Report_Central%20Asia_EN_Final.pdf

bouleverser l'ordre établi entre les cinq républiques, et conduire, peut-être, à une redéfinition des rapport de forces centre-asiatiques.

Plus que le changement climatique lui-même, c'est son interaction avec d'autres tendances mondiales telles que la croissance démographique, l'escalade de la demande énergétique, ou l'épuisement des ressources d'eau souterraines, qui va fortement complexifier la situation de l'Asie centrale.

L'agriculture, qui tient une place centrale dans l'économie de la région, repose en grande partie sur l'irrigation. Le changement climatique va supposément amener une situation de perte agricole dans la région en entraînant une diminution de l'approvisionnement en eau des bassins de l'Amou et du Syr-Daria. Les impacts du réchauffement sur la production de coton et de blé pourraient fortement compromettre la croissance économique et la sécurité alimentaire des républiques d'Asie centrale, qui se verront contraintes de trouver d'autres moyen de subsistance et d'autres biens pour leurs exportations. D'après l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), le changement climatique pourrait réduire la production de culture vivrières d'ici 2050.¹⁸⁶ Cela entraînera une hausse des prix des denrées, mettant en danger les populations les plus vulnérables. La diminution de la disponibilité de l'eau risque d'être préjudiciable aux États fortement dépendants de leurs pratiques agricoles. La sécheresse, qui représente aujourd'hui déjà un défi pour le Kazakhstan en touchant près de 66% des terres, est un enjeu pour l'ensemble de la région.¹⁸⁷ L'aggravation de la désertification va menacer plus de la moitié des terres du Kirghizistan, et risque de conduire à des vagues majeures de migrations au sein du Turkménistan. La salinité des sols qui sévit déjà dans la zone sera encouragée par les changements climatiques, ce qui impliquera une évapotranspiration et une demande d'irrigation accrue. D'ici 2050, 20% des glaciers kirghizes pourraient avoir disparu.¹⁸⁸ Cette situation va réduire considérablement les cours d'eau, ce qui aura de lourdes conséquences pour la production hydro-électriques au Kirghizistan et au Tadjikistan. A mesure que la variabilité de l'eau des glaciers va augmenter, en diminuant la disponibilité, la production

¹⁸⁶ USAID, Climate Risk Profile, Central Asia, [en ligne] : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018-April-30_USAID_CadmusCISF_Climate-Risk-Profile-Central-Asia.pdf

¹⁸⁷ USAID, Climate Risk Profile : Kazakhstan, Juin 2017, [en ligne] : https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/2017_USAID%20ATLAS_Climate%20Risk%20Profile%20-%20Kazakhstan.pdf

¹⁸⁸ Consilium Europa, "Klimawandel und Sicherheit: Empfehlungen des Hohen Vertreters zur Umsetzung des Berichts des Hohen Vertreters und der Kommission über Klimawandel und internationale Sicherheit", Dezember 2018, [en ligne] : https://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/DE/reports/104900.pdf

des centrales hydro-électriques risque d'être plus fréquemment perturbée. Si d'avantage d'eau est retenue en amont, les ressources pour l'irrigation en aval vont être diminuées. En l'absence de système d'énergie ou d'échange d'eau fonctionnels, l'eau pourrait bel et bien devenir une arme. Ces bouleversements régionaux pourraient rendre les terres improductives, et déstabiliser l'élevage.¹⁸⁹ Les tensions frontalières risquent de s'intensifier à mesure que le changement climatique va réduire l'accès aux ressources naturelles. Dans la vallée du Ferghana notamment, où les frontières entre l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan sont fragiles, les conflits ethniques risquent de s'intensifier.

Si l'on suit l'hypothèse que les conséquences des bouleversements climatiques affecteront les économies les plus vulnérables, on peut considérer que les rapports de forces ne changeront pas véritablement de paradigme et que les écarts ne feront que se creuser un peu plus entre les différentes républiques post-soviétiques. D'après le Centre International de Recherche Agricole dans les Zones Arides (ICARDA),¹⁹⁰ l'Ouzbékistan va bénéficier dans un premier temps de conditions météorologiques favorables à la culture du coton, mais ses revenus devraient diminuer d'ici 2040 en raison de la menace combinée de températures élevées et de pénurie d'eau. Au Kazakhstan, une légère augmentation des recettes liées à l'agriculture est attendue dans les zones arides du pays. Au Kirghizistan, l'impact du changement climatique pourrait avoir des conséquences positives sur cultures des zones subhumides, augmentant les revenus liés aux cultures dès 2040. Dans les régions aride du pays, la productivité globale risque de baisser. Les disparités sociales dans la région vont probablement s'aggraver en raison de la mauvaise prise en compte des changements climatiques dans les politiques énergétiques et économiques. Des conditions météorologiques de plus en plus extrêmes pourraient entraîner des restrictions d'accès à la nourriture et à l'énergie et menacer directement les communautés les plus vulnérables. D'après les conclusions de La Convention des Nations Unies contre la Désertification (CNUCLD), l'effet du réchauffement climatique sera particulièrement désastreux pour le Tadjikistan, l'une des plus faible économie de la région, où près de 80% de la population active rurale est impliquée dans la production cotonnière.¹⁹¹

¹⁸⁹ Annexe 3

¹⁹⁰ ICARDA, *Predicting and Responding to the impacts of climate change in Central Asia*, 2016, [en ligne] : <http://www.icarda.org/update/predicting-and-responding-impacts-climate-change-central-asia>

¹⁹¹ CAREC "Climate Change Impacts- Central Asia, United Nations Conventions to Combat Desertification", [en ligne] : <https://carececo.org/publications/Review%20of%20the%20implementation%20of%20MEAs%20in%20CA.pdf>

Le Kazakhstan, dont la position géopolitique au sein de la région centre-asiatique est actuellement la plus favorable - car ouverte à des ambitions internationales - va-t-il pâtir du réchauffement climatique ? D'après l'Agence USAID, c'est l'inverse qui tend à se produire. Le changement climatique va au contraire, permettre au Kazakhstan de diversifier sa production de céréales. D'après USAID, la hausse des températures lui permettra d'augmenter ses rendements et amplifiera la variabilité de la production.¹⁹² Ceci va contribuer à l'affirmation des disparités régionales entre les républiques centre-asiatiques, avec une puissance kazakhe qui ne va cesser de distancer ses voisins, en développant toujours plus son économie et ses exportations. L'Ouzbékistan, l'une des républiques hydro-hégémoniques de la région risque de voir sa position de leader dans la gouvernance de l'eau pâtir fortement du réchauffement climatique, en raison d'une disponibilité moindre de l'eau et d'une plus grande rareté des ressources.

Les hypothèses quant au futur de l'Asie centrale sont multiples, et seul l'avenir témoignera ou non d'un changement de paradigme dans les relations centre-asiatiques et la dotation des ressources naturelles. Ce qui est certain, c'est que le changement climatique impactera les relations entre les nations d'Asie centrale, et contribuera à exacerber les conflits autour des ressources. En raison de l'augmentation des situations de stress hydrique, la gestion des ressources entre les États en amont et en aval va être sujette à de nombreux conflits.¹⁹³

¹⁹² USAID, Climate Risk Profile : Kazakhstan, Juin 2017, [en ligne] : https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/2017_USAID%20ATLAS_Climate%20Risk%20Profile%20-%20Kazakhstan.pdf

¹⁹³ On évoque une situation de stress hydrique lorsque la disponibilité en eau est plus faible que la demande.

Conclusion

Qualifiée de « chaudron toxique »¹⁹⁴ par René Cagnat, qui en est l'un de ses spécialistes français, l'Asie centrale cumule les défis sécuritaires et environnementaux sur fond d'absence de régionalisme et de lutte pour les ressources naturelles. Via cette comparaison, on comprend que la région est loin de représenter un monolithe d'États harmonieux partageant des intérêts communs, bien au contraire. Les ambitions divergentes des États d'Asie centrale entravent toute forme de coopération fonctionnelle qui serait pourtant nécessaire à la région pour sortir de son marasme économique et environnemental. En plus d'être en désaccord sur une multitude de questions stratégiques, les États de la région prennent part à des alliances diverses et développent des ambitions extérieures en multipliant les partenariats avec les grandes puissances régionales que sont la Chine et la Russie. Dans une perspective sécuritaire et de continuité avec son ancien étranger proche, la Russie cherche à obtenir le soutien des dirigeants régionaux afin de créer un parapluie militaire et économique en Asie centrale. La Chine, quant à elle, tire parti de son influence économique pour continuer de s'implanter en Asie centrale, et y développe des partenariats stratégiques autour des ressources énergétiques. Les États-Unis, présents dans la région autour des questions de sécurité et de paix, font pression pour une plus grande stabilisation afin d'empêcher le terreau terroriste de se développer. Si les nombreuses actions extérieures ont encouragé le développement économique de la zone, et favorisé l'affirmation de la société civile, cette présence internationale fragilise la coopération déjà délicate entre les cinq nations d'Asie centrale. Dans ce sens, l'ingérence extérieure est tout autant un facteur de stabilité qu'une perturbatrice de l'ordre régional. En attirant les convoitises des grandes puissances du monde moderne, l'Asie centrale devient le terrain d'une lutte d'intérêts et d'influence.

Politiquement, un vent de changement semble récemment souffler sur certains États de la région, notamment en Ouzbékistan qui s'est attelé à sa transformation interne ainsi qu'à la relance d'une coopération régionale via une tournée diplomatique inédite chez ses proches voisins du Tadjikistan et du Turkménistan. Le Kirghizistan est parvenu à une nouvelle succession présidentielle en 2017, à la suite d'élections pacifiques et libres qui ont amené Sooronbay Jeenbekov au pouvoir. Ce suffrage, à la fois paternaliste et démocratique, marque

¹⁹⁴ CAGNAT René « Où va l'Asie centrale ? Entre Chine, Russie et l'Islam », *Diploweb.com*, La revue géopolitique, juin 2014

un tournant dans la vie politique interne du pays. Cependant, de nombreuses ONG ont souligné une dégradation des Droits de l'Homme, et le pays a fait son entrée parmi les 38 États mis à l'index par l'ONU sur leurs violations.¹⁹⁵ Le Kazakhstan quant à lui, est resté plutôt stable, voir stagnant à bien des égards, faisant face à une vie politique lente jusqu'à la démission de N. Nazarbaïev en mars 2019. Le pays a fait face à de nombreux défis pour remettre sur pied l'économie nationale tout en restant culturellement actif, comme en témoignent les discussions sur le potentiel changement d'alphabet – et le passage de l'alphabet cyrillique à l'alphabet latin - ainsi que la dénonciation croissante de la Russie comme étant une puissance coloniale. Le Tadjikistan semble continuer à glisser vers une restriction de sa vie politique, tandis que le Turkménistan souvent oublié dans le paysage régional connaît des évolutions sociétales lentes et discrètes, couplées à de profondes difficultés économiques, liées à la quasi absence de rente gazière.

Les non-réformes démocratiques constituent un problème en Asie centrale, notamment du fait du haut niveau de corruption qui traverse la région, empêchant toute transparence autour des politiques en vigueur. La mise en place d'un réel débat citoyen au niveau de chaque État semble nécessaire pour réguler les problématiques environnementales mais apparaît difficile à instaurer dans des pays où les initiatives citoyennes n'ont pas une grande marge de manœuvre et restent fortement contrôlées par les autorités.

Sécurité environnementale, humaine et alimentaire sont loin d'être assurées en Asie centrale où prévalent pollution, contamination des sols, pénuries des ressources et menaces écologiques. Les populations souffrent des politiques mise en place aux époques tsaristes et soviétiques, et à une non-prise en compte de ces problématiques depuis l'indépendance. Pathologies physiques, maladies, pauvreté, et profond isolement marquent le quotidien d'un grand nombre d'individus peuplant les steppes et les montagnes de l'Asie centrale, ce qui est un profond frein au développement économique de ces États. Les définitions contemporaines de la sécurité, qui s'ouvrent à des dimensions autres que politico-militaire, permettent de contextualiser et de comprendre les dangers qui planent aujourd'hui au-dessus des peuples de l'Asie centrale. Dans un contexte de développement de l'islam radical, notamment en Afghanistan qui en est limitrophe, les États d'Asie centrale vont faire face à de nouveaux défis qui nécessiteront un dialogue régional.

¹⁹⁵ *Le Bilan Du Monde*, Le Monde Hors-Série, édition 2019, page 177

Ce mémoire s'est évertué à démontrer que l'Asie centrale en tant qu'ensemble unitaire n'est autre qu'une construction géopolitique, et qu'une relecture historique est fondamentale pour bien comprendre les disparités qui subsistent aujourd'hui dans cette zone. Derrière un multilatéralisme de façade se cachent des États aux ambitions différentes, qui tentent de développer leur puissance nationale au détriment du processus de régionalisation qui semblait pourtant voir le jour à la suite de l'indépendance. Cette absence de conscience régionale ne va pas dans le sens d'une résolution des problématiques de sécurité et de gestion des ressources, enjeux qui placent - malgré eux - les États d'Asie centrale en position d'interdépendance.

Bibliographie

❖ Traités, accords et documents officiels :

- *Climate And Security in Central Asia*, ENVSEC, [en ligne] : <https://www.osce.org/secretariat/355471?download=true>
- *Climate Change and the Water-Energy-Agriculture Nexus in Central Asia*, OSCE, Scenario Report, [en ligne] : https://www.adelphi.de/de/system/files/mediathek/bilder/US%20524_Scenario%20Report_Central%20Asia_EN_Final.pdf
- *Central Asia : Water and Conflict*, IGC Asia Report n°34, 30 May 2002. [en ligne] : https://www.files.ethz.ch/isn/28347/034_central_asia_water_conflict.pdf
- *Central Asia's Energy Risk Report*, International Crisis Group, Report 133, Europe/Central Asia, 24 May 2007
- *Conclusions on the EU Strategy in Central Asia*, Council of the European Union, , Brussels, 19 June 2017, [en ligne]: <https://www.consilium.europa.eu/media/23991/st10387en17-conclusions-on-the-eu-strategy-for-central-asia.pdf>
- *Convention on Access to Information, Public Participation in Decision-Making, and Access to Justice in Environmental Matters*, Aarhus, Denmark, 25 June 1998. [en ligne] : https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=XXVII-13&chapter=27&clang=_en
- *Déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement*, juin 1992, [en ligne] : https://www.diplomatie.gouv.fr/sites/odysee-developpement-durable/files/9/Declaration_de_Rio_1992_fr.pdf
- *Corruption Perception Index*, Transparency International, [en ligne] : <https://www.transparency.org/research/cpi/overview>
- *Diagnostic Study for the Development of an Action Plan for the Conservation of the Aral Sea*, UNEP, Diagnostic Study, 1992
- *Index relatifs au Tadjikistan*, Banque Mondiale, [en ligne] : <https://donnees.banquemondiale.org/pays/tadjikistan>
- *Interstate Commission for Water Coordination of Central Asia*, Website, [en ligne] : <http://www.icwc-aral.uz>
- *Irrigation in Central Asia in figures*, Aquastat-Survey, FAO, 2012, [en ligne] : : <http://www.fao.org/3/i3289e/i3289e.pdf>

- *Le temps est-il venu de sauver l'Aral*, FAO, Département de l'Agriculture et de la Protection des Consommateurs, 1998, [en ligne] : <http://www.fao.org/ag/fr/magazine/9809/spot2.htm>
- *Fundamental Provision of Water Management Strategy in The Aral Sea Basin*, World Bank, Washington DC, 1998, [en ligne]: <http://documents.worldbank.org/curated/en/282981468768265004/pdf/multi-page.pdf>
- *National sustainable development strategy for the Kyrgyz republic for the period 2013-2017*, National Council for Sustainable Development of the Kyrgyz Republic, [en ligne] : http://www.unpage.org/files/public/kyrgyz_national_sustainable_development_strategy.pdf
- President Vladimir Putin signed the Federal Law on Ratification of the Agreement between the Russian Federation and the Republic of Tajikistan on Cooperation on Border Issues, March 20 2006, [en ligne] : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/35235/print>
- *Radiological conditions at the Semipalatinsk Test Site, Kazakhstan*, Agence Internationale de l'Énergie Atomique, 1998, [en ligne] : https://www.files.ethz.ch/isn/28347/034_central_asia_water_conflict.pdf
- *Rapport Brundtland* « Notre avenir à tous », Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU, 1987, [en ligne] : https://www.diplomatie.gouv.fr/sites/odyssee-developpement-durable/files/5/rapport_brundtland.pdf
- *Regional Economic Outlook : Caucasus and Central Asia*, International Monetary Fund, October 2016, [en ligne] : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2016/mcd/eng/pdf/cca1016p.pdf>
- *Russia-Kazakhstan Relationships*, The Embassy of the Russian Federation to the Republic of Kazakhstan, [en ligne] : http://www.rfembassy.kz/eng/lm/dvustoronnie_otnosheniya/rossiya-kazakhstan/
- *Structure and Performance of Agriculture in Central Asia*, FAO, [en ligne] : <https://ageconsearch.umn.edu/record/164530>
- *Tadjikistan : Conseil aux voyageurs*, Site France Diplomatie, Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, [en ligne] : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/tadjikistan/#securite>
- *The Curse of Cotton : Central Asia's destructive monoculture*, International Crisis Group, Asia Report n°93, February 2005
- *Traité d'Almaty*, Almaty Agreement on the Legal Framework of the Interstate Commission for Water Coordination of Central Asia, 1992, [en ligne] : <http://www.icwc-aral.uz/statute1.htm>
- *Rapport mondial sur le développement humain*, PNUD, 1994, [en ligne] : http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_1994_fr_complet_nostats.pdf
- *Tajikistan's National Action Plan For Climate Change*, Main administration on Hydrometeorology and Environmental Pollution Monitoring, Ministry for Nature Protection of Republic Tajikistan, , 2003, [en ligne]: <https://unfccc.int/resource/docs/nap/taiap01e.pdf>
- *Human Development Report*, UNDP, 2005, [en ligne] : http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/266/hdr05_complete.pdf
- *Déclaration du Sommet de Helsinki*, 1992, [en ligne] <https://www.osce.org/fr/mc/39531?download=true>
- *The future role of civil society*, World Economic Forum, January 2013, page 8, [en ligne] : http://www3.weforum.org/docs/WEF_FutureRoleCivilSociety_Report_2013.pdf
- *The Regional Environmental Center for Central Asia*, site internet : <https://carececo.org/en/main/about/history/>
- *2018 Environmental Performance Index*, Yale Center for Environmental Law and Policy, Yale University, 2018, [en ligne] : <https://epi.envirocenter.yale.edu/downloads/epi2018policymakerssummaryv01.pdf>

❖ Monographies :

- CAGNAT René et Jean, Michel, *Le Milieu des empires, entre URSS, Chine et Islam, le destin de l'Asie centrale*, Robert Laffont, 1990
- CHUVIN Pierre, LETOLLE René, PEYROUSSE Sébastien, *Histoire de l'Asie centrale contemporaine*, Fayard, 2008,

- DE LAPRADELLE Paul, *La frontière*, Paris, Éditions Internationales, 1928, page 201
- DJALILI Mohammad-Reza, KELLNER Thierry, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, PUF, 2001
- DEUDNEY Daniel, MATTHEW Richard Anthony *Contested Grounds : security and conflicts in the New environmental politics*, 1999
- GLENN John, *the Soviet Legacy in Central Asia*, Palgrave, 1999
- GORSHENINA Svetlana, *La Route de Samarcande*, Genève, éditions Olizane, 2000
- GORSHENINA Svetlana, *Asie centrale : L'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris, CNRS Éditions, 2012.
- GRENET Frantz, *Recentrer l'Asie centrale*, Paris, Fayard, Collège de France, collection « Leçon inaugurales », 2014
- HAYIT B., *Die Nationalen Regierungen von Kokand und Alash Orda*, Munster, 1950
- HOPKIRK Peter, *Le Grand Jeu : officiers et espions en Asie centrale*, John Murray, 1990.
- INGRAM Edward, *In Defence of British India : Great Britain and Middle East 1775-1842*, Frank Cass & co, 1984
- KARIMOV Islam, *Uzbekistan on the Threshold of the Twenty-First Century*, Cambridge, Massachusetts, USA, 1998
- KLEVEMAN Luc, *Asie centrale, le nouveau grand jeu*, 2003, Paris, Harmattan, 238 pages
- KIPLING R., *Kim*, MacMillan & co, octobre 1901, 389 pages
- POUJOL Catherine, *Dictionnaire de l'Asie centrale*, Ellipses, 2001
- RICHTHOFEN F. von, *China. Ergebnisse eigener Reisen und daraufgegründeter Studien*, Bd. I, Berlin, D. Reimer, 1877
- ROY Olivier, *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Le Seuil, 1997
- RUFFIN Holt, WAUGH Daniel, *Civil Society in Central Asia*, University of Washington Press, 1999

❖ **Périodiques et articles scientifiques :**

- ALLOUCHE Jérémy, « Les politiques publiques de l'eau en Asie centrale post-soviétique : Continuité et discontinuité dans la politique de l'eau en Asie centrale », *Cahiers d'Asie centrale, Gestion du legs soviétique en Asie centrale*, 13/14, 2004
- ALLOUCHE Jeremy "Géopolitique de l'eau en Asie centrale : de la colonisation russe à la conférence internationale d'aide à l'Afghanistan (1865-2002)", CEMOTI, Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien, 2003
- APOKINS Igor, « Reviewing the EU Strategy for Central Asia: Results and Future Prospects », *L'Europe en Formation*, 1/2015, n° 375
- ATANIYAZOVA O., BAUMANN O., LIEM RA., MUKHOPADHYAY A., VOGELAAR U., « Periatial exposure to environmental pollutants in the Aral sea area », *Acta Paediatrica*, 1990
- AMIARD Jean-Claude, « Les accidents nucléaires militaires : conséquences environnementales, écologiques, sanitaires et socio-économiques », 2018
- BACHTIJOROWA S., « Umweltschutz ist Ehrensache », *Deutsche Allegemeine Zeitung*, 17 März 2017

- BALLAND Daniel, "Diviser l'indivisible : les frontières introuvables des États centrasiatiques", *Hérodote*, 1997, n°84, pp. 77-123
- BANUAZIZI Ali, WEINER Myron, *The News Geopolitics of Central Asia and Its borderlands*, Bloomington, Indiana University Press, 1994
- BASTIN Lucie, DESCHAMP-BERGER César, GRUSON Hugo, PETIT Antoine, *La gestion passée et actuelle du bassin de la mer d'Aral*, CERES-CERTI, École Normale Supérieure, [en ligne] : <http://www.environnement.ens.fr/IMG/Aral.pdf>
- BLUA Antoine, « Aral Sea Catastrophe Leaving Its Marks On DNA Of Local Populations », EurasiaNet, November 2014
- BOULEGUE Mathieu « Le Kazakhstan, une puissance régionale à vocation mondiale », *Études*, 2015
- BRAIN Stephen, "Environmental history of the Soviet Union" in McNeill, J. R., et Erin Stewart Mauldin. *A Companion to Global Environmental History*. John Wiley & Sons, 2012
- CARIOU Alain, « L'eau et l'aménagement du territoire en Asie centrale », *Cahiers d'Asie centrale*, 25, 2005, pages 19-58
- CARLEY Patricia, "The price of the Plan" , *Central Asian Survey*, Vol 8, 1989
- DAVID Charles-Philippe, « La crise des études stratégiques », *Études internationales*, vol. 20, n° 3, septembre 1989, p. 512
- DJALILI, M.-R., KELLNER, T., « Moyen-Orient, Caucase et Asie centrale : des concepts géopolitiques à construire et à reconstruire ? », *Central Asian Survey*, vol. 19, n° 1, 2000
- DJALILI Mohammed-Reza, "Républiques méridionales de l'ex URSS : nouveaux États du Sud ? », *Nouveaux cahiers de l'IUED*, n°12, 2011, pp 75-76.
- DJALILI Mohammed-Reza, « Intégration régionale en Asie centrale », *CEMOTI Cahiers d'Études sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien*, 2005, 39-40
- DUSKAEV K.K., « Transgraničnye problemy vododeleniâ v Central'noj Azii » [Les problèmes transfrontaliers de partage de l'eau en Asie centrale]. Meždunarodnyj èkologičeskij Forum Balhaš 2000 [Forum écologique international Balkhach 2000], Almaty, 2000
- FERRIMAN A., "Charity calls for help for people of Aral Sea area", *BMJ*, 2000, 320
- GERMANOV V., traduction de Vanessa Balci et Carole Ferret, « Eléments d'histoire identitaire de l'Asie centrale », *Cahiers d'Asie centrale*, 19-20, 2011, page 27-50
- GLEASON G., « Marketization and Migration : The Politics of Cotton in Central Asia », *Journal of Soviet Nationalities*, page 68-80, 1990
- GLANTZ M, RUBEISTEN A.Z., ZONN I., "Tragedy in the Aral Sea Basin", *Global Environment Change*, 1993, 174-193
- HUMBER Yurity, KHRENNIKOV Ilya "Tajikistan Plans People's IPO for Hydropower 'Plant of Destiny'", *Bloomberg*, 2010
- HOMER-DIXON, T. "Environment, Scarcity, and Violence", *Princeton*, Princeton University Press, 1999
- HORSMAN Stuart, "Transboundary Water Management and Security in Central Asia", 2018, [en ligne] : https://www.researchgate.net/publication/327129656_Transboundary_water_management_and_security_in_Central_Asia
- JOZAN Raphaël « Les débordements de la mer d'Aral : une sociologie de la guerre de l'eau », *Presses universitaires de France*, 2012, 220 pages
- KAPLAN Robert D., « The Coming Anarchy », *The Atlantic Monthly*, 1994.
- KELLNER Thierry, « Le règlement des questions frontalières entre la République populaire chinoise et ses voisins centrasiatiques », *Relations internationales*, n° 145, 2011

- KOTLYAKOV V.M., “ Concept for Preserving and Restoring the Aral Sea and Normalizing the Ecological Public Health and Socio-Economic Situation in the Aral Region”, *Post-Soviet Geography*, Vol 33, No 5, 1992
- KOTLYAKOV V.M., “The Aral Sea Basin : a critical environmental zone”, *Environment : Science and Policy for Sustainable Development*, 1991, 33, pages 4-38
- KUNII O, HASHIZUME M., CHIBA M, « Respiratory symptoms and pulmonary function among school-age children in the Aral Sea region”, *Arch Environ Health*, 2003, 58, 678-682
- LAMBALLE Alain, « L'eau une préoccupation constante pour l'Ouzbékistan », *Géoéconomie*, 2012, n°60
- LEVIN L., AZIMOV A., “ Tashkent meets presidents”, *Pravda Vostoka*, 1993
- LIPOVSKY I. , “The central Asian cotton Epic”, *Central Asian Survey*, Vol 14, No 4, 1995,
- MACKINDER Sir Halford, “ The Geographical Pivot of History”, *Royal Geographical Society*, 1904,
- MICHEL F., “ La sécurité environnementale : éléments de définition” (Note), *Etudes internationales*, 24(4), 1993,
- MICKIN P., “The Water Management Crisis in Soviet Central Asia”, *The Carl Beck Papers*, No 905, Pittsburg, University of Pittsburg Center for Russian and East European Studies, 1991
- MOGILEVSKII Roman “ Trends and Pattern in foreign trade of Central Asian Countries”, *Institute of Public Policy and Administration*, Working paper n°1, 2012
- MOLDOAZIEVA Kalia, “Radioactive Tailings In Kyrgyzstan : challenges and solutions”, *China and Eurasia Forum Quarterly*, Central Asia-Caucasus Institute and Silk Road Studies Programm, 2010, Volume 8, N°2, p.203-219
- NIQUET Valérie, « La Chine et l'Asie centrale », *Perspectives chinoises*, 2006, 96, pp.2-10
- OVCHAN M.Andrey, Èkonomičeskij FAQ. Kak mozet vygljadet' poterja èkonomikoj Rossii stabil'nosti (à quoi ressemblerait la perte de stabilité économique en Russie ?) », *Carnegie Moscow Center*, [en ligne] : <http://carnegie.ru/commentary/2016/04/19/what-would-economic-disintegration-in-russia-look-like/ix9o>
- PARAMONOV Vladimir et STOLPOVSKI Oleg., « Russia and Central Asia : Bilateral Cooperation in the Defence Sector », *Central Asian series*, Defence Academy of the United Kingdom, 2008
- PETERSON A., BARYSCH K., “Russia, China and the geopolitics of Energy in Central Asia”, *Centre For European Reform*, 2011
- PEYROUSSE Sébastien, « Gestion de l'indépendance et legs soviétique en Asie centrale », *Cahiers d'Asie Centrale*, 13/14, 2004
- PEYROUSSE Sébastien, « L'Asie Centrale 15 ans après l'indépendance : un bilan en demi-teinte » *Politiques Étrangères*, 2006, page 397
- POUJOL Catherine « Limites spatiales, frontières sociales : du visible à l'invisible dans l'espace géographique, économique et social de l'Asie centrale contemporaine », *Diogenès*, 2014/2-3 (n°246-247) page 76.
- PORTER Sergei, “Visit of Regional Significance”, *Gazeta.kz*, 23 March 2006
- RABALLAND Gaël, “ L'eau en Asie Centrale. Entre indépendance régionale et vulnérabilités nationales », *Géoéconomie*, Numéro 18, 2001, pages 120-128
- RAVIOT Jean-Robert, « L'écologie aux frontières de la raison d'état en Russie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, année 2005, 36-1, pp.156-177
- RIGAL-CELLARD Bernadette, « Le président Bush et la rhétorique de l'axe du mal : Droite chrétienne, millénarisme et messianisme américain », dans *Études* 2003/9, Tome 399

- RITCHER Bern Stevens, “Nature mastered by man : ideology and water in the soviet union”, *Environment and History*, Vol 3, No 1, 1997, pages 66-69
- ROY Allison, « Virtual regionalism, regional structures and regimes security in central Asia », *Central Asian Survey*, 27:2, 185-202
- ROY Olivier, « L’Asie centrale contemporaine : Que sais-je », n°3601, 2001
- ROY Olivier, « Asie centrale : la société civile en débat », *Revue Internationale de Politique Comparée* 2002/2. Vol 9, pages 171 à 191
- RUMER Eugene, SOKOLSKY Richard, STRONSI Paul « U.S. Policy Toward Central Asia », Washington D.C, Carnegie Endowment for International Peace, Janvier 2016, p. 17, [en ligne]: https://carnegieendowment.org/files/CP_259_Central_Asia_Final.pdf
- SMITH David “Environmental Security and Shared Water Resources in post-soviet Central-Asia”, *Post-Soviet Geography*, 35, 1995, 351-70
- SOJAMO S., “Illustrating co-existing conflict and cooperation in the Aral Sea basin with twins approach”, *Water and Development Publications*, 2008
- STONE M., “Security According to Buzan : A comprehensive security analysis”, *Security Discussion Papers, Groupe d’Etudes et d’Expertise “Sécurité et Technologie”*, 2009
- TAGUIEFF Pierre-Andrée., « Le populisme et la science politique du mirage conceptuel » , *Vingtième siècle, revue d’histoire*, année 1997, 56, pages 4-32.
- TALTAKOV Ilyas, “The Syr Daria River – New ecological disaster in central Asia” *Acta Sci. Pol. Formatio Circumiectus* 14 (4) 2015, 135–140
- THOREZ Julien, « Flux et dynamiques spatiales en Asie centrale : géographie de la transformation post-soviétique », Cestan, Université de Nantes, 2005
- THOREZ Julien, « La population du Kazakhstan post-soviétique, héritages et évolutions contemporaines » dans Y. Richard, A.-L. Sanguin, *L’Europe de l’Est, quinze ans après la chute du mur de Berlin – Des pays Baltes à l’ex-Yougoslavie*, Paris, Harmattan, 2004, pp. 61-76
- THOREZ Julien, THOREZ Pierre, « Les politiques publiques de l’eau en Asie centrale post-soviétique », *Cahiers d’Asie Centrale*, Gestion de l’indépendance et legs soviétiques en Asie centrale, 13/14, 2004
- TURDYBEKOVA YG, DOSMAGAMBETOVA RS, ZHANABAYEYA SU “ The Health Status of the Reproductive System in Women Living in the Aral Sea Region” , *OA Maced J. Med Sci*, 2015, 474-477
- ULLMAN Richard H, “ Redefining Security”, *International Security*, 8 (1983), pp 129-53
- WEINTHAL E., “Lenin & Stalin, Articles and Speeches on Central Asia and Uzbekistan” (1940), Tashkent, Uzbekistan, *Central Committee of the Communist Party of Uzbekistan*, Tashkent, Uzbekistan, 1940 pp 54-9
- ZEITOU M., et WARNER J., “Hydro-hegemony : A framework for Analysis Transboundary Water Conflicts, *Water Policy*”, 8, 2006
- ZETTERSTROM R., “ Child Health and Environmental pollution in the Aral Sea region in Kazakhstan”, *Acta Paediatr Suppli*, 1999, 88, 49-54

❖ **Documents tirés d’un site internet :**

- *Blocus et siège de la ville fortifiée de Tachkent du 9 au 15 juin 1865*, Bibliothèque Numérique Mondiale, [en ligne] <https://www.wdl.org/fr/item/14833/>

- EGAMOV Aziz, SATTAROV Rafael, “A New Era for Uzbekistan,” Atlantic Council, April 10, 2018, [en ligne] : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/a-new-era-for-uzbekistan>
- *Mer d’Aral : une catastrophe écologique*, La Documentation française [en ligne] : <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/heritage-sovietique/mer-aral.shtml>
- *Pollution chimique en Asie centrale : la vallée du Ferghana*, La Documentation française : [en ligne] : <https://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/heritage-sovietique/ferghana.shtml>
- “The Kirgiz city built on nuclear waste“, *Radiofree Europe*, , 2017, [en ligne] : <https://www.rferl.org/a/kyrgyzstan-mailuu-suu/28570842.html>
- NICHOL Jim, « Central Asia : Regional Developments and Implications for US Interests », March 2014, [en ligne] : <https://fas.org/sgp/crs/row/RL33458.pdf>
- RADVANY Jean, « La voie étroite du Kazakhstan », *Le Monde Diplomatique*, février 1995, page 15, [en ligne] : <https://www.mondediplomatique.fr/1993/02/RADVANYI/45087>
- RAKHMATULLAEV Shavkat, HUNEAU Frédéric, KAZBEKOV Jusipbek, LE COUSTUMER Philippe JUMANOV Jamoljon, “Groundwater Resources Use and Management in the Amu Darya River Basin (Central Asia)”. *Environmental Earth Sciences*, Springer, 2010, 59, pp.1183-119, [en ligne] : <https://hal-insu.archives-ouvertes.fr/insu-00442903/document>
- « Vie et mœurs des déchets radioactifs », *Novastan*, 22 mars 2013, [en ligne] : <https://www.novastan.org/fr/kirghizstan/vie-et-murs-des-dechets-uraniques-centre-asiatiques/>
- NAJIBULLAAH Farangis “ Don’t love your neighbor”, *Radio Free Europe / Radio Liberty*, 2010
- “Kazakhstan, Kirghizstan Working over-Trans-Border Water Management”, *Times of Central Asia*, 1 august 2006
- *Kazakhstan : Overview of Climate Change Activities*, InfoClimate, October 2013, [en ligne] : http://infoclimate.org/wp-content/uploads/2014/04/Kazakhstan_Climate_Change_Profile-EN.pdf
- USAID, Climate Risk Profile, Central Asia, [en ligne] : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/2018-April-30_USAID_CadmusCISF_Climate-Risk-Profile-Central-Asia.pdf
- Consilium Europa, “Klimawandel und Sicherheit: Empfehlungen des Hohen Vertreters zur Umsetzung des Berichts des Hohen Vertreters und der Kommission über Klimawandel und internationale Sicherheit », Dezember 2018, [en ligne] : https://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/DE/reports/104900.pdf
- *Predicting and Responding to the impacts of climate change in Central Asia*, ICARDA, 2016, [en ligne] : <http://www.icarda.org/update/predicting-and-responding-impacts-climate-change-central-asia>
- CAGNAT René « Où va l’Asie centrale ? Entre Chine, Russie et l’Islam », *Diploweb.com*, La revue géopolitique, juin 2014, [en ligne] : <https://www.diploweb.com/Ou-va-l-Asie-centrale.html>

❖ Presse écrite :

- GENTE Régis, *Le Monde Diplomatique*, « Un grand barrage pour une petite nation », février 2017
- GENTE Régis « Le Turkménistan oriente son gaz vers la Chine », *Le Figaro*, mars 2009

❖ Reportages et vidéos :

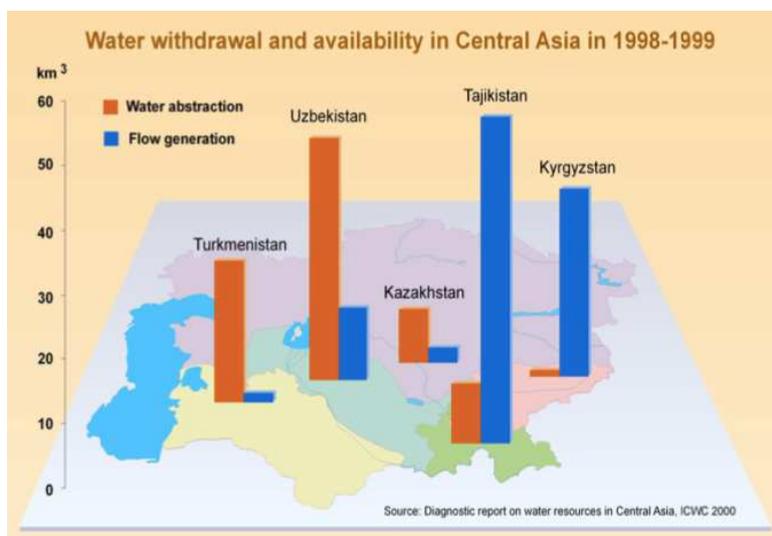
- Reportage France 24 English “Semey Revisited : the legacy of nuclear testing in Kazakhstan” , [en ligne] : https://www.youtube.com/watch?v=rLST_icrWGc

❖ Podcast :

- France Culture « Entre la Chine et la Russie : les enjeux de l’Asie centrale », 19/11/2016

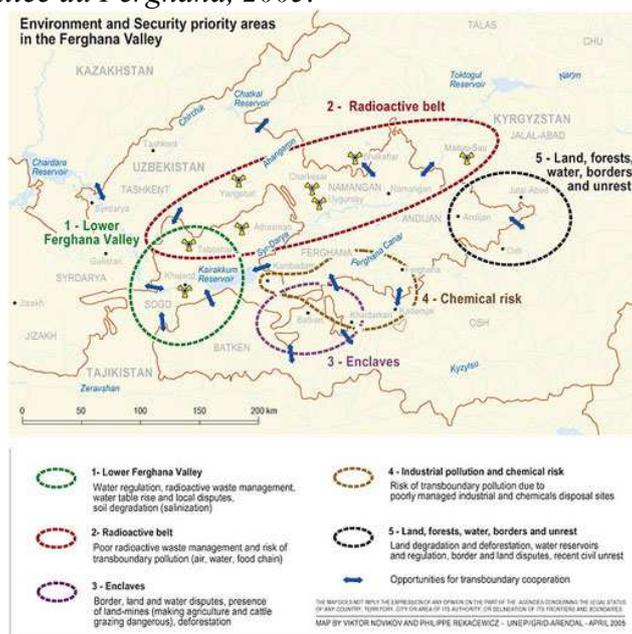
Annexes

Numéro 1 : Prélèvements et disponibilité de l'eau en Asie centrale



Source : Rapport de l'ENVSEC Initiative "Environment and Security Initiative: Transforming Risks into Co-operation", Background paper, UNEP, UNDP, OSCE, 2005

Numéro 2 : Les sites prioritaires de la vallée du Ferghana en terme pollution industrielle et radioactive dans la vallée du Ferghana, 2005.



Source : Rapport de l'ENVSEC Initiative "Environment and Security Initiative: Transforming Risks into Co-operation", Background paper, UNEP, UNDP, OSCE, 2005

Numéro 3: *L'impact du changement climatique sur les zones montagneuses d'Asie centrale*



Source : Rapport de l'ENVSEC Initiative "Environment and Security Initiative: Transforming Risks into Co-operation", Background paper, UNEP, UNDP, OSCE, 2005